

# **PARTENARIAT POUR LES FORETS DU BASSIN DU CONGO**



## **EVALUATION CONJOINTE GERMANO-CANADIENNE Du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo et de sa Facilitation pour la période 2008 – 2010**

Septembre 2010

**COMIFAC**



**Allemagne**

Facilitation sortante



Ministère fédéral de la  
Coopération économique  
et du Développement

**Canada**

Facilitation entrante



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

## **PREAMBULE**

Idée lancée en 2002 lors du Sommet du Développement Durable de Johannesburg, concrétisée en janvier 2003 lors d'une rencontre fondatrice à Paris, le PFBC, partenariat pour les forêts du Bassin du Congo, continue depuis à regrouper au sein d'un réseau informel, dit de Type II, un ensemble de partenaires étatiques, interétatiques et non gouvernementaux, associatifs ou privés, qui constituent un exemple remarquable de coopération informelle autour de la problématique de la conservation et de la gestion forestière durable en Afrique Centrale, basé sur le dialogue et l'échange d'informations.

Animé par un membre désigné comme facilitateur, le PFBC évolue en appui à la COMIFAC, organisation de type I elle-même membre du partenariat, pour soutenir la mise en œuvre du plan de convergence.

C'est le deuxième exercice d'évaluation qui est conduit, le premier ayant été mené à la fin de la facilitation française, le second l'est maintenant à l'occasion du passage de témoin entre la facilitation allemande sortante et la nouvelle facilitation canadienne entrante.

Cet exercice se veut avant tout basé sur une approche qualitative ayant privilégié les rencontres avec les partenaires des Etats membres de la COMIFAC et des organisations intervenant dans la mise en œuvre du plan de convergence.

Il s'agissait de faire le point sur l'évolution même du partenariat depuis 2003, de préciser les leçons apprises de la facilitation allemande et de proposer des pistes de réflexion pour la préparation de la feuille de route de la facilitation canadienne qui sera présentée et discutée lors du CCR de fin septembre 2010 à Kinshasa, marquant son entrée en fonction pour une nouvelle phase de 2 ans environ.

## Sommaire

1 – INTRODUCTION .....	6
2 – DESCRIPTION DE L’ÉVALUATION .....	9
21 - Evolution du partenariat et de son environnement .....	9
22. Evaluation de la facilitation allemande du PFBC .....	9
23. Conclusions et recommandations pouvant appuyer le développement de la feuille de route de la prochaine facilitation.....	11
24 - Méthodologie opérationnelle de l’évaluation .....	12
25 – Commentaires sur l’exécution de l’exercice d’évaluation .....	13
3 – Evaluation du PFBC.....	15
31 - Rappel de l’esprit des résultats de la première réunion de coordination du PFBC tenue du 21 au 24 Janvier 2003 à Paris. ....	15
311 - Acceptation du PFBC et attentes des pays de la COMIFAC.....	15
312 - Objectifs et ambitions du PFBC .....	15
313 - Les engagements du PFBC.....	16
314 - Les lacunes du partenariat « ancien modèle », avant le PFBC.....	16
315 - Les critères d’éthique du nouveau PFBC.....	17
316 - Les acquis de la réunion de Paris.....	17
317 - Les Décisions de la réunion de Paris en janvier 2003.....	18
318 - Conclusion .....	18
32 – Le partenariat, réseau multi-acteurs de type II .....	20
33 – A propos du PFBC en général .....	22
331- Connaissance du PFBC .....	22
4 – EVALUATION DE LA FACILITATION .....	31
41 - Résumé de la feuille de route de la facilitation allemande.....	31
42 – Rapport succinct et commentaires sur les réalisations de la facilitation allemande .....	31
43 – Les précédentes facilitations .....	38
43 – La facilitation allemande .....	38
5 – PISTES POUR LA FACILITATION CANADIENNE .....	41
51 - PFBC.....	41
52 - LA FACILITATION.....	43
53 - ÉLÉMENTS D’UNE FEUILLE DE ROUTE DE LA FACILITATION CANADIENNE .....	44
Annexe 1 : Liste des 52 membres du PFBC (et des non membres !!) .....	53
Annexe 2 : Traitement des questionnaires .....	56
Annexe 3 : Résultat de la consultation égalité Hommes-Femmes.....	88
Annexe 4 : Rapport statistique sur l’utilisation du site web du PFBC <a href="http://www.cbfp.org">www.cbfp.org</a> .....	93
Annexe 5 : Liste des personnes interviewées .....	96

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AC	Afrique Centrale
ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
ADIE	Association pour le Développement de l'Information Environnementale
APA	Accès et Partage des Avantages
BAD	Banque Africaine de Développement
CBD	Convention sur la diversité biologique
CCPM	Comité Consultatif des Partenaires du Ministère (en charge des forêts)
CCR	Comité consultatif régional
CEEAC	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CEFDHAC	Conférence sur les écosystèmes denses et humides d'Afrique centrale
CIFOR	Centre International pour les Forêts
COMIFAC	Commission des Forêts de l'Afrique Centrale
COP	Conférence des parties
EDF	Etat Des Forêts
EFH	Egalité Femmes Hommes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FFBC	Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo
FLEGT	accord sur la gouvernance forestière et le commerce des produits forestiers
FNUF	Fonds des Nations Unies pour les Forêts
FTNS	Fonds du Tri-National de la Sangha
GEF	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
GT BAC	Groupe de Travail sur la Biodiversité en Afrique Centrale
GTZ/BMZ	Agence de coopération technique allemande du Ministère allemand de la coopération au développement
MDP	Mécanisme de développement propre
NEPAD	Nouveau partenariat économique pour le développement durable en Afrique
OAB	Organisation Africaine du Bois
OCFSA	Organisation pour la Conservation de la Faune Sauvage en Afrique
OFAC	Observatoire des Forêts d'Afrique centrale
PACEBCO	Programme d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo
PAN-LCD	Plan d'action national de lutte contre la désertification
PASR-LCD	Plan d'action sous-régional de lutte contre la désertification
PC	Plan de Convergence
PFBC	Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
PFN	Programme Forestier National
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PSFE	Programme Sectoriel Forêts et Environnement
PTA	Plan de Travail Annuel
RAPAC	Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
REDD	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RGE	République de Guinée Equatoriale
RIFFEAC	Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale en AC
SMDD	Sommet Mondial du Développement Durable
TDR	Termes De Référence
UE	Union Européenne
USAID	Coopération des Etats Unis pour le développement

### **Termes clés du PFBC**

- Cadre de coopération multiacteurs ;
- Transparence et bonne coordination entre les partenaires techniques et financiers du PFBC ;
- Développement de synergies entre les projets et programmes actuels et futurs ;
- Complémentarité entre développement économique et préservation de la biodiversité ;
- Pérennisation des résultats des projets par leur insertion dans des programmes nationaux ;
- Renforcement des capacités institutionnelles ;
- Implication de tous les acteurs dans les actions ;
- Amélioration de la transparence dans la gestion du secteur à travers les processus de concertation ;
- Espace de dialogue pour toutes les parties prenantes ;
- Contribution aux objectifs du SMDD, de la Déclaration de Yaoundé / COMIFAC ;
- Echanges d'informations sur les projets, programmes, politiques de conservation et de gestion durable visant l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations du BC.

### **Remarques préliminaires :**

- Le vocable « **PFBC** » est souvent utilisé par les personnes représentant les partenaires (membres du PFBC mais aussi non membres) avec un sens qui diffère de l'un à l'autre :
    - Il peut désigner l'ensemble du partenariat, incluant tous ses membres en général, et de fait les institutions de coopération et les programmes financés par les partenaires ;
    - mais il peut aussi désigner plus spécifiquement les partenaires du Nord lorsque ce sont des représentants des Etats d'Afrique Centrale qui s'expriment,
    - ou bien désigner plus spécifiquement la facilitation allemande,
    - ou bien encore désigner les facilitations successives (américaine, française, allemande).
- **c'est une source commune de confusion dans l'expression des résultats des questionnaires et des interviews car selon l'interlocuteur ou le rédacteur, le sens de « PFBC » change, voire même peut recouvrir plusieurs sens selon le contexte de l'échange.**

*Les membres de l'équipe de la facilitation allemande ont d'ailleurs souvent eux-mêmes engendré la confusion en parlant du « PFBC » pour parler en réalité de la facilitation allemande, voire des partenaires du nord ou des partenaires de financement. Pour les Etats de la COMIFAC, le PFBC se résume pour eux essentiellement aux « bailleurs », ceux qui apportent du financement.*

*Pour la facilitation canadienne, il s'agira de clarifier rapidement cette confusion en communiquant spécifiquement sur le sens de PFBC et ce qu'il recouvre.*

*Il s'agit de communiquer sur la définition originelle : le PFBC, partenariat pour les forêts du Bassin du Congo, regroupe au sein d'un réseau informel, dit de Type II, un ensemble de partenaires étatiques, interétatiques et non gouvernementaux, associatifs ou privés, qui constituent un dispositif de coopération informelle autour de la problématique de la conservation et de la gestion forestière durable en Afrique Centrale, basé sur le dialogue et l'échange d'informations.*

- La qualité de « **membre du PFBC** » engendre des compréhensions diverses, sources de confusions. Par exemple, c'est l'Allemagne qui est membre du PFBC, pas le BMZ, la GTZ, la KfW, DED ou InWEnt, mais les gouvernements sont effectivement représentés au sein du PFBC par des institutions gouvernementales. Une ONG allemande, par contre, n'est pas considérée comme membre, pas plus qu'une entreprise privée qui n'aurait pas fait acte d'adhésion. Cf. en annexe 1 la liste des membres et des non-membres dont certains se sentent tout de même membres de fait, tandis que d'autres se croient membres alors qu'ils ne le sont pas et inversement, certains parfois sont membres alors qu'ils pensent ne pas l'être.

## 1 – INTRODUCTION

Le Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) a été mis en place en 2002 lors du Sommet Mondial du Développement Durable de Johannesburg (SMDD). Il constitue un réseau multi-acteurs à caractère non contraignant, formé à l'amiable entre les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile et les partenaires au développement. Il est principalement destiné à apporter un appui à la mise en œuvre de la Déclaration de Yaoundé, formulée par les Chefs d'Etat des pays d'Afrique Centrale en mars 1999 pour affirmer leur volonté de s'engager dans des politiques et des actions de conservation et de gestion durable de leurs écosystèmes forestiers, traduite en termes opérationnels dans le plan de convergence de la COMIFAC. Les objectifs du PFBC, ébauchés lors de la première réunion de coordination du PFBC tenue à Paris en janvier 2003, sont fixés de manière plus explicite dans le cadre de coopération<sup>1</sup> adopté par les membres en 2005 à Brazzaville ; ils sont conformes et cohérents avec les dispositions du Traité de 2005 instituant la COMIFAC.

Selon ce cadre de coopération, les objectifs du partenariat visent à accroître l'efficacité des interventions des partenaires en faveur de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique centrale. Ce Cadre de coopération confirme la volonté de rechercher la transparence et une bonne coordination possible entre les partenaires techniques et financiers membres du PFBC et de veiller tout particulièrement au développement de synergies entre leurs projets et programmes actuels et futurs. Il engage les membres à respecter la complémentarité entre le développement économique et la préservation de la biodiversité, la pérennisation des résultats des projets des membres du PFBC par leur insertion dans des programmes nationaux et un renforcement des capacités institutionnelles, l'implication de tous les acteurs en particulier la société civile et le secteur privé dans les actions menées et l'amélioration de la transparence dans la gestion du secteur à travers des processus de concertation nationaux

Le PFBC sert également d'espace de dialogue pour sensibiliser de nouveaux partenaires à contribuer aux objectifs du SMDD, de la Déclaration de Yaoundé ou donc globalement de la COMIFAC<sup>2</sup>. Les échanges d'information portent essentiellement sur les projets, les programmes et les politiques de conservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers avec pour objectif primordial d'améliorer les conditions de vie des populations du Bassin du Congo.

Parmi les actions qui peuvent être mises à l'actif du PFBC depuis sa mise en place en 2002 à Johannesburg, on peut notamment citer :

- 1) L'appui des membres du PFBC à la COMIFAC pour lui permettre de contribuer à l'orientation et au suivi de l'allocation de nouveaux fonds fournis, soit par la Banque Mondiale, soit par la Banque Africaine de Développement, ou bien par le Fonds pour les forêts du Bassin du Congo alimenté par le Royaume Uni et la Norvège, le développement de mécanismes de financement innovants par la communauté internationale étant en effet susceptible de faire augmenter les fonds mobilisés.
- 2) L'appui-conseil des membres du PFBC aux Etats d'Afrique centrale dans l'élaboration de réformes crédibles dans le secteur forestier, la promotion de l'exploitation forestière légale dans les forêts de production, le développement d'une norme régionale de certification forestière, la lutte contre la mise à l'index générale du bois provenant de la région du Bassin du Congo, l'information de la communauté internationale sur le potentiel et les progrès accomplis dans la sous-région en termes de gestion forestière durable.
- 3) L'incitation de nouveaux partenaires à s'ouvrir à la coopération avec la COMIFAC dans la mise en œuvre du Plan de Convergence. Il en est ainsi du dialogue avec des compagnies

<sup>1</sup> <http://www.cbfp.org/docclefs.html>

<sup>2</sup> <http://www.comifac.org/plan-de-convergence>

d'exploitation du bois, l'administration forestière chinoise où il a été proposé un cadre visant à renforcer le dialogue entre la Chine et l'Afrique Centrale devant combiner les accords politiques et la coopération technique.

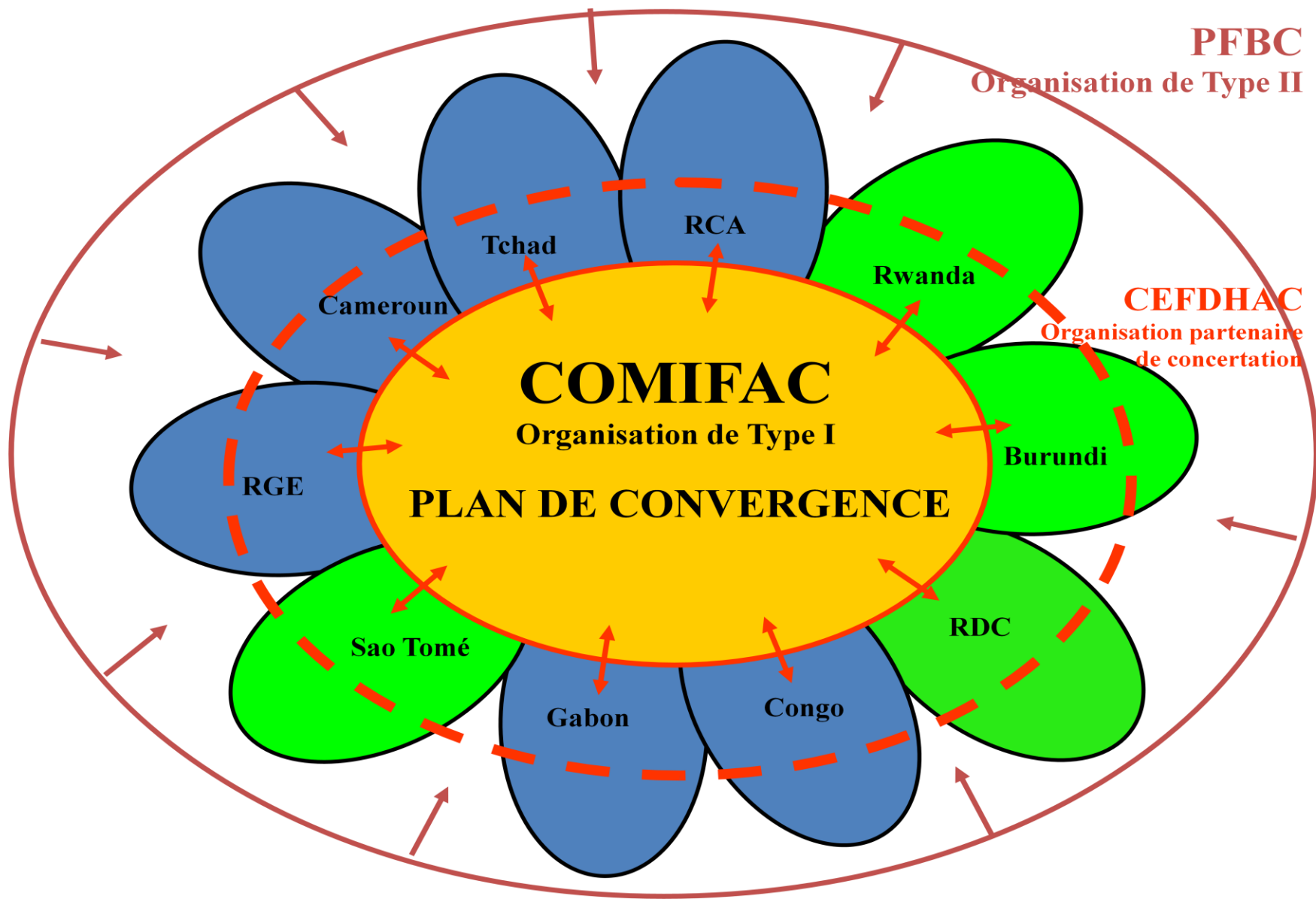
- 4) La défense par le PFBC de la nécessité d'une représentation régionale équilibrée lors des négociations internationales, à travers l'appui à la COMIFAC pour le développement d'une capacité politique et technique suffisante en vue des négociations à mener dans le cadre de traités environnementaux des Nations Unies portant sur REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), APA–ABS (Accès et Partage des Avantages) et PASR-LDC (stratégie régionale de lutte contre la désertification).
- 5) L'appui à un processus d'apprentissage démocratique dans une région hantée par les conflits à travers des instruments participatifs développés avec le soutien des membres du PFBC (à l'exemple de la CEFDHAC), qui intensifient la voix de la société civile régionale et des réseaux parlementaires dans les questions de gestion forestière.
- 6) Le rôle de médiateur joué par le PFBC, engageant des discussions constructives avec un nombre important d'acteurs, des parties prenantes cruciales dont les campagnes tendancieuses menacent d'interrompre les processus de réformes positifs (dialogue sur la révision des titres de concessions forestières en RDC) et cherchant à générer un consensus sur les meilleures approches visant la promotion d'une exploitation et d'une préservation durables des forêts du Bassin du Congo.
- 7) La recherche par le PFBC d'une stabilité et la capacité institutionnelles régionales, essentielles pour faire durer les impacts de l'ensemble des efforts consentis. La COMIFAC a reçu un mandat unique des Chefs d'Etat de la sous-région et devrait rester opérationnelle, c'est-à-dire bien financée et politiquement bien appuyée par ces Etats.

La structure de gouvernance choisie pour le PFBC est la facilitation constituée par une structure légère de coordination des actions, assurée pour un mandat à durée déterminée de deux ans par un des membres. L'objectif de la facilitation est d'organiser un dialogue et une collaboration entre les différents partenaires, d'appuyer le développement d'un programme de travail sur la base des orientations du Plan de Convergence de la COMIFAC, de représenter le partenariat à l'extérieur et de servir de porte parole des partenaires dans le dialogue international sur les forêts et l'environnement (UNFF, WFC, CBFF, ICCF...). Cette structure se différencie d'autres structures de gouvernance de partenariat, comme celle du GRASP, qui sont confiées à des organisations internationales telles que le PNUE.

Après les facilitations américaine (2003 – 2004) et française (2005 – 2007), le PFBC paraît avoir atteint sa vitesse de croisière avec la facilitation allemande (2008 - 2010). Dans la perspective de la reprise de la facilitation par le Canada (2010 - 2012), il s'agissait de le soumettre à une évaluation externe afin de mieux appréhender les avantages et les inconvénients d'un tel mode d'association et l'orientation qu'il conviendrait de lui imprimer pour une plus grande efficacité. Les résultats de cette évaluation externe seront soumis à l'appréciation des membres du PFBC lors du prochain CCR et permettront de mieux guider les engagements de la facilitation canadienne.

***Schéma page suivante : Le PFBC et la COMIFAC. Organisation de type II créée pour accompagner le processus de conservation et de gestion durable des forêts en Afrique centrale, le PFBC utilise le Plan de Convergence comme outil de référence pour l'orientation des investissements et des interventions. Les pays de la COMIFAC, constitués en organisation de Type I (intergouvernementale) eux-mêmes membres du PFBC, sont les principaux bénéficiaires du processus. La CEFDHAC permet une concertation élargie des acteurs en Afrique centrale, alors que le PFBC, cercle plus large, intègre des acteurs internationaux.***







## 2 – DESCRIPTION DE L’EVALUATION

Les activités à mener dans le cadre du processus d’évaluation du PFBC s’articulent autour des trois axes ci-après :

21. L’évolution du partenariat et de son environnement pendant la période de la facilitation allemande;
22. L’évaluation des actions menées pendant la phase de la facilitation allemande (2007/2010) ;
23. Les conclusions et recommandations pouvant appuyer le développement de la feuille de route de la prochaine phase de facilitation.

### 21 - Evolution du partenariat et de son environnement

L’examen de l’évolution du partenariat et de son environnement cherche à savoir si les conditions - cadres dans lesquelles le PFBC opère se sont développées dans la direction souhaitée et si les résultats atteints aux niveaux national, sous-régional et international sont conformes aux attentes formulées dans le Cadre de coopération.

A ce titre, cette première partie de l’évaluation se focalise notamment sur :

1. Evolution du partenariat vers ses objectifs: efficacité des contributions techniques et financières, coordination entre les partenaires ;
2. Contribution réelle du PFBC à l’atteinte des objectifs du plan de convergence, en ce qui concerne notamment la conservation, la gestion durable des écosystèmes forestiers, et la réduction de la pauvreté dans les pays d’Afrique centrale;
3. Développement de synergies entre les projets et programmes en cours ou planifiés ;
4. Intégration des actions des partenaires dans les programmes nationaux et régionaux des Etats membres de la COMIFAC afin d’assurer une meilleure implication de ces Etats et une pérennité optimale des résultats;
5. Implication des différents acteurs du secteur forêt environnement et notamment la société civile et le secteur privé dans les actions menées;
6. Amélioration de la transparence dans la gestion du secteur forêt-environnement à travers des processus de concertation nationaux;
7. Appuis multiformes dans la mise en œuvre effective du Plan de Convergence de la Commission des Forêts d’Afrique Centrale ;
8. Partage des informations (et données) entre partenaires pour une coordination effective de leurs activités ;
9. Mise en place, composition et fonctionnement du Comité Consultatif Régional
10. Conformité et efficacité du mode actuel de concertation par l’entremise des réunions de pilotage actuelles (réunions plénières, comités consultatifs régionaux, ateliers thématiques), visant à atteindre les objectifs du PFBC ;
11. Evolution du nombre de membres du Partenariat et mobilisation de financements additionnels.

### 22. Evaluation de la facilitation allemande du PFBC

Après les Etats-Unis d’Amérique et la France il est revenu à l’Allemagne de jouer le rôle de facilitation pour la période 2007 - 2010. Au cours de son mandat, la facilitation allemande s’est engagée à mettre un accent tout particulier, en liaison constante avec les autres membres du partenariat, sur 4 axes stratégiques prioritaires contenus dans sa feuille de route, choisis sur la base des recommandations de l’évaluation franco-allemande du PFBC et des avantages comparatifs de la coopération allemande dans la sous région en matière de gestion des ressources naturelles.

**L’évaluation de la Phase de facilitation allemande du PFBC** se basera donc principalement sur cette feuille de route présentée en octobre 2007, pour voir et analyser les résultats à mettre à son actif.

## **Axes stratégiques prioritaires retenus dans la feuille de route allemande**

### **1. Renforcement institutionnel de la COMIFAC et du PFBC**

1.1 Renforcement institutionnel du Secrétariat Exécutif et des institutions partenaires de la COMIFAC à travers le Bureau Franco-allemand d'appui à la COMIFAC dont l'approche méthodologique, le fonctionnement et les actions menées ont été jugés positifs par la communauté internationale. Les activités prioritaires pour cet axe visent l'appui à la COMIFAC dans les domaines prioritaires suivants:

- i. La réforme et le renforcement des institutions partenaires de la COMIFAC appelées à mettre en œuvre le plan de convergence ;
- ii. La mise en place du mécanisme de financement autonome de la COMIFAC qui constitue l'élément clef de la réforme institutionnelle ;
- iii. La mise en œuvre du système de suivi-évaluation de la COMIFAC avec un accent particulier sur l'élaboration de l'état des forêts d'Afrique Centrale en 2008
- iv. Le renforcement des Coordinations Nationales de la COMIFAC qui constituent des interfaces indispensables entre le Secrétariat exécutif et les pays membres de la COMIFAC
- v. Le renforcement de la concertation sous-régionale et du positionnement de la sous-région dans le dialogue international sur les forêts.

1.2 Renforcement institutionnel du PFBC avec plus d'accent sur la valorisation de son potentiel de coordination stratégique et des approches d'appuis et son rôle de forum de dialogue entre tous les acteurs du secteur forestier. Les activités prioritaires pour cet axe ont concerné :

- i. La promotion d'un dialogue ouvert entre partenaires : i) identifier et clarifier des positions communes et des différences de points de vue et ii) rechercher dans la mesure du possible des visions et approches communes ;
- ii. Le renforcement de la coordination stratégique au sein du PFBC ;
- iii. La tenue régulière et une meilleure valorisation des réunions plénières du PFBC et du CCR à travers l'utilisation systématique des techniques de modération dites de « grand messe » permettant la mobilisation et la participation active de chaque membre du partenariat;
- iv. L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication et de promotion du PFBC (page web interactive)
- v. La concertation avec d'autres initiatives régionales (NEPAD, Conférence des Pays des Grands Lacs, CEEAC, CEMAC, etc.)

### **2. Amélioration de la gouvernance forestière et des conditions cadres dans les pays d'Afrique centrale**

La facilitation allemande envisageait d'encourager les partenaires à apporter leur appui aux domaines d'intérêt ci-après : i) l'élaboration des programmes forestiers nationaux (PFN) en conformité avec les recommandations du dialogue international sur les forêts (IPF/IFF/UNFF) ii) le respect des lois et réglementations forestières par l'adhésion à l'initiative FLEGT / AFLEG et la conclusion des accords volontaires de partenariat avec l'Union Européenne et iii) le renforcement de la gestion durable des forêts de production à travers la certification des concessions forestières. Les actions prioritaires retenues portaient entre autres sur:

- i. L'appui aux initiatives nationales ayant trait à ces domaines majeurs d'intérêt, conjointement avec d'autres partenaires impliqués ;
- ii. La promotion et l'intensification des échanges d'information dans la sous-région pour le renforcement et l'harmonisation des approches ;
- iii. L'implication de la société civile, du secteur privé et de nouveaux acteurs majeurs (Chine) ;

### **3. Mise en œuvre du plan de convergence et des conventions internationales environnementales majeures dans la sous-région**

Les actions préconisées concernaient notamment la Convention sur la Diversité Biologique et la Convention sur les Changements Climatiques appuyées par la Coopération allemande.

### **3.1 Le processus APA (accès et partage des avantages issus de l'exploitation des richesses génétiques) et l'appui à la conservation des ressources biologiques**

La facilitation allemande envisageait i) d'accompagner les pays d'Afrique Centrale dans l'élaboration d'une position commune argumentée relative à l'APA et sa prise en compte effective dans le régime international en préparation, et ii) de faciliter la participation active de la sous-région aux négociations importantes y relatives (COP 9 sur la CBD prévue à Bonn en 2008).

### **3.2 Le processus REDD et la déforestation et la dégradation évitées**

La facilitation allemande s'est proposé d'accompagner les pays d'Afrique Centrale dans l'élaboration et le renforcement d'une position commune argumentée sur ces questions et sa prise en compte par les instances internationales concernées.

### **3.3 Les mécanismes innovants de financement pour le financement du plan de convergence**

Les actions envisagées devaient se faire dans le cadre du groupe de travail sur les mécanismes de financement et concerner notamment la valorisation au niveau de la sous-région des initiatives internationales en matière de financement du secteur forêt-environnement :

- Processus REDD et MDP
- Régime forestier international sur les forêts discuté dans le cadre du FNUF
- Fonds fiduciaires (trust funds).

## **23. Conclusions et recommandations pouvant appuyer le développement de la feuille de route de la prochaine facilitation**

Les deux étapes précédentes de l'évaluation serviront de base à cette troisième partie qui devra fournir des propositions concrètes pour alimenter la feuille de route de la facilitation canadienne du PFBC.

Ces propositions pourraient traiter, entre autres, les points suivants :

1. Rôle, modalités de fonctionnement, et structure de gouvernance du PFBC préconisés à la lumière de nouveaux enjeux mondiaux et de l'évolution des conditions – cadres ;
2. Modes de coordination/communication actuels entre les membres du PFBC et suggestions quant au renforcement de ces mécanismes destinés à favoriser de nouvelles adhésions et des financements nouveaux pour la mise en œuvre du Plan de convergence ;
3. Utilité de travailler avec les groupes de travail COMIFAC et les institutions régionales partenaires et suggestions pour une meilleure intégration de ces intervenants dans l'application des dispositions du Traité portant création de la COMIFAC ;
4. Évaluation des contributions actuelles des membres du PFBC quant à la prise en compte de la dimension « genre » dans leurs appuis aux initiatives relatives à la conservation et à la gestion durable des Forêts du Bassin du Congo (incluant évaluation des capacités institutionnelles en ÉFH de la COMIFAC si nécessaire), et suggestions quant à une meilleure intégration de la dimension « genre » dans le fonctionnement du PFBC et ses activités, tant au niveau du dialogue politique qu'en matière de renforcement institutionnel ;
5. Mécanismes possibles de suivi-évaluation des initiatives des membres du PFBC en appui à la COMIFAC pour une harmonisation accrue des appuis des partenaires à la mise en œuvre du Plan de convergence ;
6. Intérêt de positionner les partenaires du PFBC intéressés en groupes thématiques avec identification des chefs de file, et suggestions des modes de gouvernance et de fonctionnement de ces groupes ;
7. Rôle et fonctionnement de la facilitation, de ses moyens et des modalités de sa légitimité : définition conjointe d'une feuille de route et ciblage thématique tenant compte de la capacité réelle de la facilitation à s'impliquer sur une thématique ;
8. Tout autre point jugé pertinent par l'équipe d'évaluation.

## 24 - Méthodologie opérationnelle de l'évaluation

### Approche générale

- L'évaluation était organisée comme un exercice conjoint entre la facilitation allemande et la future facilitation canadienne. L'Allemagne a sélectionné et financé une équipe de deux consultants senior avec un staff d'appui. Le Canada sélectionné et financé un consultant senior qui a travaillé conjointement avec l'équipe dans un premier temps à Brazzaville, à l'occasion de la réunion des ministres de la COMIFAC, puis à Douala à l'occasion de la réunion Chine-Afrique organisée par le PFBC et la COMIFAC, et enfin à Yaoundé pour une série d'interviews avec la COMIFAC et les responsables de plusieurs organisations partenaires.
- L'évaluation a été menée par les consultants d'une manière indépendante et participative, permettant à tous les membres et partenaires majeurs d'exprimer leurs idées/attentes pour améliorer le mandat de la prochaine facilitation du PFBC. Les avis de certains membres clés du PFBC, tels que le SE COMIFAC, la présidence et plusieurs ministres des pays membres de la COMIFAC, l'Allemagne, le Canada, la France, les USA, l'UE, la BAD, le PNUD, etc. et pour ne citer que ceux là, ont été sollicités en priorité, du fait du rôle qu'ils jouent au sein du PFBC.
- L'évaluation ayant un caractère stratégique, elle nécessitait une bonne compréhension globale du contexte et des objectifs, supposant tout d'abord une approche qualitative. Parallèlement, l'utilisation des questionnaires a permis de faire des analyses plus chiffrées et d'en tirer quelques leçons statistiques.
- La collecte des informations auprès des partenaires a été conduite au moyen d'un questionnaire standardisé préparé les consultants, intégrant les éléments du cadre de coopération et de la feuille de route de la facilitation allemande. Un questionnaire spécifique visant à déterminer les appuis nécessaires à l'intégration égalité H/F a également été préparé par la spécialiste ACDI en égalité H/F.
- Les partenaires clés et quelques partenaires d'organisations non membres, ont été interviewés personnellement ou en petits groupes. Plusieurs partenaires clés étant installés ou représentés à Yaoundé, les consultants ont conduit la majorité des interviews sur Yaoundé. Cependant, utilisant les opportunités offertes par d'autres missions des consultants basés à Yaoundé, des interviews ont pu être conduites à Kinshasa, à Bangui et à Douala. Une mission spéciale a été organisée pour permettre des interviews à Brazzaville en marge de la réunion des ministres de la COMIFAC.
- Les informations collectées pendant l'évaluation ont été analysées et documentées dans ce rapport et une présentation synthétique proposée à la GTZ/BMZ et à l'ACDI par les consultants le 23 août 2010 à Bonn en Allemagne. Les observations et commentaires apportés par la GTZ/BMZ et l'ACDI au rapport préliminaire seront incorporés dans la version finale du rapport par les consultants, avant qu'il ne soit ensuite distribué aux partenaires du PFBC par la facilitation allemande. Le rapport présente des pistes pouvant alimenter le développement de la feuille de route incluant des options pour la facilitation canadienne à discuter avant d'être proposée au CCR.
- La restitution finale de l'évaluation aura lieu au sein du Comité Consultatif Régional du PFBC élargi, lequel consacrera le transfert de la facilitation au Canada le 27 septembre à Kinshasa.

### Présentation de l'équipe d'évaluation

- Jean-Marie Noiraud, directeur du cabinet JMN, consultant coordonnateur de la mission d'évaluation, sélectionné par la facilitation allemande, basé à Yaoundé, impliqué dans le processus d'appui à la COMIFAC avec la plupart de ses principaux partenaires en Afrique Centrale depuis 10 ans.

- Roger Foteu, expert régional, récemment encore coordonnateur de l'appui FAO à la COMIFAC, basé à Yaoundé avec une grande expérience de la gestion forestière et des organisations étatiques et non-étatiques, nationales et sous-régionales dans le secteur.
- Jean-Louis Blouin, expert forestier, consultant senior de l'ACDI, possédant une longue expérience de la gestion des forêts du Bassin du Congo.
- Mme Françoise Nduwimana, spécialiste ACDI en égalité Hommes-Femmes. La consultation par la spécialiste égalité H/F de l'ACDI a été conduite dès avant la réalisation des enquêtes et interviews de l'évaluation. Un questionnaire spécifique a été administré et traité séparément par la consultante (voir annexe 3).
- Une équipe de soutien du cabinet JMN pour l'appui administratif, logistique et technique de la mission.

## 25 – Commentaires sur l'exécution de l'exercice d'évaluation

Il a été demandé aux consultants de chercher autant que possible à rencontrer les personnes clés du partenariat dans la sous-région, et notamment les responsables des Etats qui n'avaient sans doute pas été suffisamment consultés lors de la dernière évaluation. Cette fois-ci, l'accent a été mis en priorité sur les représentants des Etats, mais aussi des réseaux sous-régionaux et des représentants des organisations partenaires basés en Afrique centrale et notamment à Yaoundé auprès de la COMIFAC.

Globalement, l'exercice d'évaluation s'est bien déroulé, avec une équipe d'experts senior qui a bien fonctionné, tout comme l'équipe junior en appui. Les partenaires ont toujours répondu positivement aux demandes de rendez vous pour des entretiens, que ce soit à Kinshasa, Brazzaville, Douala, Bangui ou Yaoundé. Par contre, le taux de retour sur les questionnaires a été faible. Le fait d'avoir pu s'organiser pour profiter d'autres missions financées par ailleurs pour faire des interviews à Kinshasa et Bangui a été une très bonne chose. De même, avoir pu s'organiser pour participer à la réunion des ministres à Brazzaville et à la réunion Chine-Afrique à Douala aura également été une excellente opportunité, notamment pour Jean-Louis Blouin qui avait très peu de temps sur place.

Premier constat : quand un entretien a eu lieu, notamment avec un ministre ou avec un cadre senior d'une organisation, il y a peu de chance de recevoir ensuite un questionnaire rempli par lui-même ou par un subalterne, on ne repasse pas derrière le chef, les gens considèrent que l'exercice est clos.

Deuxième constat : il est difficile d'obtenir un questionnaire rempli dans les grandes organisations car les cadres hésitent à mettre leurs idées par écrit alors qu'ils n'ont pas reçu un mandat précis de leur hiérarchie pour cela. Ils prétextent aussi le manque de temps ou le fait de ne pas être suffisamment compétent ou simplement habilité à le faire. Parfois, on annonce que les différentes personnes concernées au sein de l'organisation doivent se concerter avant d'envoyer le questionnaire finalisé, et il peut ne jamais arriver malgré les relances successives. Résultat, assez peu de gens ont répondu par écrit. Le total des réactions cumulées entre interviews et questionnaires représentant des organisations différentes est de 31 sur 52 membres, auxquelles on doit ajouter 13 réactions d'organisations non-membres et ne pouvant pas être considérées simplement comme assimilées de fait. Plusieurs organisations membres sont restées totalement silencieuses. Il y a eu aussi parfois plusieurs réactions pour une même organisation, provenant de personnes différentes et pouvant avoir des avis également différents sur certaines questions. On ne peut en déduire que concernant le PFBC, la facilitation, la COMIFAC ou plus largement la conservation et la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, les avis divergent, même au sein d'une même structure membre. C'est d'ailleurs sans doute une des principales raisons au fait que les réponses aux questionnaires ont été limitées.

Première conséquence, le calendrier n'a pas pu être respecté car il a fallu relancer plusieurs fois les membres à propos des questionnaires, mais aussi en attendre d'autres pour des rendez vous en fonction des agendas des uns et des autres. Le temps a donc glissé.

Deuxième conséquence, les deux consultants canadiens, membres de l'équipe d'évaluation, n'ont pu rencontrer qu'un nombre restreint de représentants de membres, car la durée de leur séjour au Cameroun était elle-même très limitée. C'est notamment vrai pour Mme Ndwumimana qui a fait sa mission plusieurs semaines avant le début de la mission des autres experts. Elle a donc travaillé seule et fourni son rapport qui est présenté en annexe 3 avec ses conclusions et propositions concernant l'EFH.

L'équipe junior, basée à Yaoundé, a traité et compilé les informations collectées lors des interviews et celles des questionnaires. Ces données ont été transmises au fur et à mesure aux consultants senior afin qu'ils puissent rédiger les synthèses et recommandations proposées dans le rapport lui-même. Le fait que deux consultants senior soient résidents eux-mêmes à Yaoundé a considérablement facilité les choses car, d'une part, les glissements de calendrier pouvaient en réalité se gérer assez facilement et, d'autre part, les consultants pouvaient se rencontrer facilement à tout moment.

Troisième constat à un niveau plus général: les réponses des partenaires sont souvent contradictoires. Les divergences de vues sont importantes entre les institutions et entre les personnes d'une même institution. On peut donc avoir des recommandations contradictoires. Il reviendra à la facilitation de faire la part des choses et de rester positive dans un environnement qui s'accommode bien souvent de multiples contradictions et incohérences.

Le consultant principal a préparé une première version sous forme de document de travail encore incomplet, lequel a été transmis aux membres de l'équipe de facilitation sortante et aux membres de l'équipe entrante pour lecture, avis et commentaires fin juillet 2010. Ces commentaires ont été reçus par écrit pour être ensuite intégrés dans le rapport final qui est préparé en septembre pour être présenté au CCR de Kinshasa.

Un atelier de trois jours a été organisé à Bonn du 23 au 25 août 2010 à l'invitation de la facilitation allemande pour travailler avec la facilitation canadienne entrante et le consultant principal sur la base du document de travail de l'évaluation. Il s'agissait de s'imprégner des réalités du PFBC et de la facilitation. Le partage d'expériences a été très important lors de cet exercice commun, permettant d'expliquer certaines positions de l'évaluation, mais aussi d'expliquer des réalités qu'il est souvent difficile, voire délicat de mettre par écrit. Cette rencontre a permis de mieux comprendre ce qui ressort de la consultation des membres et de discuter ensemble des pistes pour la facilitation canadienne.

Le rapport sera ensuite diffusé auprès des membres pour lecture préalable avant une présentation synthétique prévue lors du CCR de Kinshasa fin septembre 2010, où la facilitation canadienne aura à présenter son projet de feuille de route avant de prendre officiellement le témoin de la facilitation pour deux ans.

### 3 – Evaluation du PFBC

Avant d'entrer concrètement dans le sujet même de l'évaluation, il nous est apparu nécessaire de revenir tout d'abord sur les conclusions de la réunion fondatrice du PFBC en janvier 2003 à Paris. Ce sont les résolutions de cette rencontre qui ont déterminé par la suite le développement du réseau et son fonctionnement.

#### 31 - Rappel de l'esprit des résultats de la première réunion de coordination du PFBC tenue du 21 au 24 Janvier 2003 à Paris.

Après le lancement de l'initiative PFBC à Johannesburg, c'est lors de la 1<sup>ère</sup> réunion de coordination du PFBC tenue à Paris du 21 au 24 Janvier 2003 qu'il a été possible de rassembler autour d'une même table et à un niveau de représentation élevée les pays du Bassin du Congo et l'essentiel des partenaires internationaux des secteurs forêts pour échanger en vue de parvenir à une compréhension commune du processus du PFBC concernant notamment :

- Les ambitions et les objectifs du PFBC ;
- Les engagements des différents membres ;
- Les lacunes et limites du PFBC ;
- La nouvelle éthique souhaitée par rapport au partenariat ancien ;
- Les dispositions et mesures nouvelles pour animer ce nouveau cercle de solidarité.

#### 311 - Acceptation du PFBC et attentes des pays de la COMIFAC

Bien que le PFBC soit d'ores et déjà accepté à Johannesburg comme nouveau cercle de solidarité de l'ensemble des parties prenantes au profit des forêts du Bassin du Congo, c'est à Paris que l'ensemble des pays concernés ont, pour la première fois, rassuré et exprimé officiellement de façon spontanée et collective dans une déclaration commune signée par l'essentiel des Ministres en charge des forêts de la sous-région, leur adhésion formelle à cette nouvelle dynamique de PFBC.

##### Les souhaits et attentes spontanées des pays du Bassin du Congo vis-à-vis du PFBC :

La préoccupation centrale du PFBC est de susciter de nouveaux engagements tout en s'élargissant progressivement à d'autres partenaires afin de mobiliser des ressources plus importantes au profit de la gestion durable de forêts du Bassin du Congo.

Dans cet élargissement, les pays souhaitent en particulier :

- L'intégration des organismes des systèmes des Nations Unies (FAO, PNUD, PNUE, UNESCO) mais également des initiatives de coopérations sous-régionales (OAB, OCFA, ADIE, RAPAC, CEFDHAC, etc.), ainsi que les sociétés civiles et les secteurs privés au plan local, notamment les opérateurs économiques des différentes filières forestières.
- La rupture dans le cadre du PFBC avec les pratiques anciennes et la mise en place d'un nouveau code de conduite ou d'éthique basé sur la bonne gouvernance et la transparence.
- L'inversement de la tendance qui fait de la forêt du Bassin du Congo le dernier des trois massifs tropicaux de la planète en termes de flux financiers destinés au développement des forêts.

#### 312 - Objectifs et ambitions du PFBC

L'ensemble des parties prenantes se sont accordées sur les objectifs et ambitions du PFBC qui devraient ainsi s'inscrire aussi bien dans la logique du NEPAD et du développement durable en général, que sur celle de la COMIFAC avec son Plan de Convergence en particulier.

On devait ainsi mettre l'accent sur les aspects :

- Promotion du développement économique à travers les filières forestières ;
- Réduction de la pauvreté à travers la contribution des forêts ;



- Meilleure maîtrise de leur espace par les populations les plus vulnérables vis-à-vis des forêts ;
- Application effective des lois et réglementations forestières afin de mieux lutter contre l'exploitation illégale des ressources forestières.

De façon plus concrète le partenariat devrait appuyer un réseau de **dix millions (10 000 000) d'hectares de parcs nationaux et d'aires protégées** efficacement gérées et près **de vingt millions d'hectares (20 000 000) d'hectares de concessions forestières aménagées, chiffres estimés lors de la réunion comme base raisonnable de travail pour le partenariat.**

Toutefois, bien que louables, les pays du Bassin du Congo ont estimé à l'époque que ces ambitions demeuraient trop concentrées sur les aspects de conservation au détriment des préoccupations de développement, car ne tenant pas compte de l'ensemble des problématiques des forêts du Bassin du Congo.

Aussi les pays du Bassin du Congo ont-ils fortement recommandé lors de cette réunion de lancement un élargissement du spectre d'intervention du PFBC en tenant compte des axes stratégiques du Plan de Convergence afin de concilier conservation et développement.

### 313 - Les engagements du PFBC

Les vingt neuf (29) membres du départ du processus se sont engagés à consolider leurs moyens humains et financiers au profit du Bassin du Congo.

Certains pays partenaires du Nord ont ainsi annoncé des contributions chiffrées, souvent dénoncées rapidement par les pays du Bassin du Congo car déjà pré-affectées sans consultations préalables, ou en cours d'exécution dans différents projets de terrain. Les pays du Bassin du Congo estimaient que seules les ressources additionnelles et destinées, notamment, aux nouveaux champs d'intervention, concrétiseraient la volonté réelle du PFBC à faire la différence avec le passé.

Une partie des ressources devait ainsi être destinée aux appuis institutionnels afin de permettre aux Etats propriétaires des ressources forestières d'avoir la capacité de coordonner les différents projets et programmes initiés par les partenaires. C'est d'ailleurs déjà le cas dans certains pays comme le Cameroun, le Gabon et la RDC, grâce à des financements bilatéraux des membres du PFBC. La dynamique régionale devrait permettre d'étendre ces appuis institutionnels à l'ensemble des pays de la COMIFAC.

Au plan des engagements des pays du Bassin du Congo eux-mêmes, ils ont confirmé leur volonté d'accroître leurs ressources au profit des forêts à travers la mise en œuvre du Plan de Convergence.

### 314 - Les lacunes du partenariat « ancien modèle », avant le PFBC

Les partenaires ont tour à tour répertorié les causes des faibles performances enregistrées jusque-là de leurs actions sur le terrain :

**Pour les pays du Bassin du Congo, les lacunes énoncées sont les suivantes :**

- Identification, formulation et mise en œuvre unilatérale des projets par certains partenaires ;
- Non prise en compte systématique des réalités de terrain par les projets, encore moins des aspirations et intérêts légitimes des populations riveraines ;
- Inadéquation des centres d'intérêts ciblés avec les priorités sectorielles nationales ;
- Promotion par certains partenaires de projets fort consommateurs de budgets mais à gestion peu transparente constitués en « enclave de prospérité » en milieu rural pauvre entraînant le désintérêt voire leur rejet par les populations ;
- Absence de volonté réelle de la part de certains exécutants de renforcer les capacités nationales et d'assurer le transfert réel de technologie.

**Pour les pays partenaires du Nord ainsi que les organismes de coopération internationale,** les insuffisances des pays du Bassin du Congo s'articulent autour des aspects ci-après :

- Inconstance au niveau des ressources affectées aux forêts, notamment en ce qui concerne la contrepartie nationale des projets cofinancés ;
- Disparité des domaines d'intervention des fonds forestiers ne permettant pas à cette source de financement d'appuyer les opérations de développement forestier ;
- Absence quasi-totale de gouvernance forestière ;
- Gestion monolithique des forêts ;
- Insuffisance des ressources humaines et faible valorisation de celles existantes ;
- Faible capacité logistique des administrations forestières ;
- Absence de cadre global de planification intégrée de la gestion forestière ;
- Dispersion des centres de décision en matière forestière ne permettant pas d'avoir une bonne visibilité sur les politiques et stratégies de développement forestier.

**Concernant la société civile et le secteur privé, il avait été relevé les lacunes ci-après :**

- Quasi absence d'engagement en matière de gestion durable des forêts ;
- Faible visibilité des activités de la société civile sur le terrain ;
- Insuffisance en matière d'organisation endogène de la société civile, etc.

### 315 - Les critères d'éthique du nouveau PFBC

En tirant les leçons des expériences du passé, les pays du Bassin du Congo estimaient donc nécessaire de bâtir le PFBC dans le cadre d'une éthique de type nouveau, équilibrée, responsable, participative, transparente et négociée d'accord parties, et susceptible de rétablir la confiance entre les parties prenantes. Il s'agissait d'être apte à :

- Concilier les objectifs de la conservation avec les exigences de développement ;
- Mobiliser des ressources accrues en direction des forêts du Bassin du Congo ;
- Renforcer les capacités nationales ;
- Ouvrir le PFBC aux pays et organisations internationales s'occupant des forêts et de l'environnement ;
- Favoriser l'intégration de la société civile et du secteur privé forestier aux actions de développement forestier, etc.

### Respect de la souveraineté et maintien de la coopération bilatérale

Ce principe cardinal consigné dans la Déclaration du Sommet de la terre à Rio, réitéré à Johannesburg (Rio+10) procédait du souci des Etats d'avoir la latitude dans toute démarche communautaire au plan international, de garantir leur droit inaliénable sur leur ressources naturelles et d'en disposer pour les besoins de leurs communautés, avait été clairement rappelé par certains pays du Bassin du Congo.

A ce titre, certains pays du Bassin du Congo ont estimé lors de cette rencontre qu'en dépit de la dynamique engagée avec le PFBC, le principe de souveraineté devrait être inébranlable, de même que la coopération bilatérale devrait être maintenue.

### 316 - Les acquis de la réunion de Paris

Au terme de cette première réunion de coordination de Paris, on peut résumer ainsi les principaux acquis :

- Naissance d'un nouveau cercle de partenaires pour les forêts du Bassin du Congo ;
- Reconnaissance de la COMIFAC comme unique instance politique et technique d'orientation, de coordination, de décision, relative aux initiatives communautaires portant sur la gestion durable des forêts en Afrique Centrale ;

- Nécessité pour la COMIFAC d'être nantie d'une autorité réelle en mesure de concevoir les projets à caractère communautaire, négocier les financements, coordonner les appuis multiformes relatifs à la mise en œuvre des stratégies sous-régionales de développement forestier ;
- Plan de Convergence, unique cadre programmatique de référence devant inspirer les actions du PFBC ;
- La coordination du PFBC devra être assurée à tour de rôle par un membre du groupe considéré à l'occasion comme facilitateur, et animé par un duo à savoir :
  - o Un facilitateur international en charge de la mobilisation du PFBC et des fonds au plan international ;
  - o Un co-facilitateur africain en charge de centraliser et diffuser les informations relatives au PFBC au plan local/sous-régional ;
- Nécessité pour la COMIFAC de bénéficier d'un appui institutionnel du PFBC et de ses membres afin de jouer pleinement son rôle.

### 317 - Les Décisions de la réunion de Paris en janvier 2003

- Mettre en place un appui institutionnel à la COMIFAC ;
- Actualiser le plan de convergence ;
- Mettre en place des structures de relais de la COMIFAC et du PFBC au niveau des pays, y compris pour la CEFDHAC ;
- Etablir le job description des différents postes de travail ainsi créés pour le suivi de la dynamique COMIFAC et PFBC ;
- Etablir un mécanisme de collaboration entre le PFBC et la CEFDHAC pour intégrer les acteurs forestiers locaux ;
- Etablir les TDR de la facilitation du PFBC ;
- Réviser le statut de la COMIFAC.

### 318 - Conclusion

Certaines des difficultés que peut connaître la dynamique actuelle du PFBC en 2010 proviennent en grande partie du fait que les différentes préoccupations soulevées par les parties prenantes lors de cette première réunion de coordination de 2003 n'ont sans doute pas fait l'objet de toute l'analyse et des débats qui auraient dû permettre à ce cercle de s'accorder sur un certain nombre de principes et de stratégies de base indispensables à la bonne marche du PFBC.

Nous devons souligner que plusieurs des différents points restés en suspens sont encore d'actualité en 2010. Leur analyse à l'époque aurait dû permettre de contribuer à établir un code de conduite au sein du PFBC comportant :

- o des règles de fonctionnement, avec notamment celles de la facilitation ;
- o les critères d'adhésion au PFBC et participation des membres ;
- o les domaines d'interventions régaliennes de la facilitation ;
- o les mécanismes de suivi évaluation/ d'impact du PFBC, etc.

#### **Page suivante :**

*Présentation schématique de l'évolution du PFBC depuis sa création au Sommet de Johannesburg avec l'évolution parallèle de la COMIFAC et notamment la signature du Traité en 2005 et le rattachement de la COMIFAC à la CEEAC en 2007. Sont notamment rappelés les éléments marquants les diverses facilitations et les principaux produits phares du PFBC. Par ailleurs, les partenaires du PFBC sont les contributeurs à un titre ou à un autre de la mise en œuvre du plan de convergence de la COMIFAC.*

*Rappel des étapes majeures de l'évolution du PFBC et de la COMIFAC*

**PFBC**

Juillet 2010

Facilitation  
Américaine

Facilitation  
Française

Facilitation  
Allemande

Facilitation  
Canadienne

Création PFBC

Bureau d'appui Comifac

Site PFBC

Evaluation PFBC

EDF 2006

EDF 2008

Evaluation PFBC

2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

PC / 4 volets

PO 2002-2005

2 Conseils fondateurs

PC / 10 axes

PO 2006-2008

Evaluation PO/PC

PO 2009-2011

Traité COMIFAC

CEEAC/COMIFAC

Présidence Cameroun

Présidence Congo

Présidence Gabon

Présidence Guinée Eq.

Présidence RCA

Présidence RDC

SDD 2002  
Joburg/RSA

Sommet Congo  
COMIFAC 2005

Sommet CEEAC  
2007

Sommet RDC  
COMIFAC 2010

**COMIFAC**

PC : Plan de convergence ; PO : Plan d'opération ; EDF : Etat des Forêts ; SDD : Sommet du développement Durable ; site PFBC : site internet du partenariat

## 32 – Le partenariat, réseau multi-acteurs de type II

Une vision commune : Accroître l'efficacité des interventions des partenaires en faveur de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique Centrale.

### 3 objectifs principaux

- a) Motiver, accompagner, augmenter l'efficacité des interventions/contributions techniques et financières de ses membres en faveur de la conservation et de la gestion durable des forêts (via *concertation et appui à la COMIFAC et au plan de convergence*) ;
- b) Favorise la transparence et l'engagement ;
- c) Harmoniser les interventions et développer des synergies dans la conduite des activités des partenaires.

### Préconisations de l'évaluation du PFBC conduite en 2007 :

- a) Clarifier les missions et évoluer vers le renforcement des volets de conseils, d'échanges (activités et contribution des partenaires à la mise en œuvre du Plan de Convergence), d'analyse et d'évaluation ;
- b) Clarifier les critères d'adhésion et leur implication pour les membres ;
- c) Mettre en place un système de suivi des impacts des activités du PFBC ;
- d) Augmenter la représentativité (Chine, BAD...) hors filière bois et vers autres administrations ;
- e) Appui institutionnel envers les autres organisations partenaires de la COMIFAC (CEFDHAC et ses réseaux notamment).

### **321 : Typologie des acteurs du PFBC en 2010**

Depuis 2002, le nombre de membres du PFBC est passé de 29 à 52 avec :

- 10 Etats membres de la COMIFAC ;
- 12 Etats partenaires (10 pays du nord + Afrique du Sud + Commission Européenne), dont un nouveau membre (la Norvège) ayant adhéré au cours de la facilitation allemande.
- 12 Organisations intergouvernementales, dont la COMIFAC et 2 nouveaux membres (BAD et UNCMS) qui ont adhéré récemment ;
- 12 Organisations non-gouvernementales et instituts de recherche (avec un nouveau membre, TRAFFIC)
- 6 membres du secteur privé, avec 2 nouveaux membres durant la facilitation allemande, ALPICAM et Precious Woods Holding.

Cependant, bien que le partenariat ne soit pas hiérarchisé, il faut bien accepter le fait que tous les partenaires ne sont pas au même plan :

- les **Etats membres de la COMIFAC** sont les tenants du patrimoine forestier et détiennent leur légitimité de leur statut de propriétaire-gérant. Ils sont donc des partenaires d'office du PFBC et non des partenaires volontaires. Ce point est tout simplement à l'origine de la plupart des difficultés de compréhension entre les partenaires, de confusion dans les rôles, voire de difficultés réelles de collaboration, notamment parce que la plupart des ministres et de leurs collaborateurs fonctionnaires ont toujours quelques difficultés à accepter de discuter de la gouvernance forestière avec les représentants de la société civile, du secteur privé, des ONG internationales ou d'autres pays. Par ailleurs, bien que propriétaires de la ressource, la plupart des pays de la COMIFAC connaissent des difficultés de tous ordres qui se traduisent par de réelles contraintes de gouvernance. En matière de facilitation, la nature même de la tâche paraît difficilement compatible, du moins à court terme, avec la qualité d'Etat de la

COMIFAC et donc de bénéficiaire des retombées du partenariat, il y aurait pour le moins suspicion de conflit d'intérêt.

- les **Etats membres qui sont des pays développés** sont finalement les seuls membres ayant réellement les moyens de leur politique car, non seulement ils sont en mesure d'avoir et de soutenir une position politique, mais ils peuvent directement en assumer les engagements que ce soit en termes de ressources financières, techniques ou humaines. Concrètement, le facilitateur est depuis 2003 toujours un Etat développé et, du moins pour le moment, il semble encore difficile d'envisager qu'un autre type d'organisation puisse assurer la facilitation du PFBC car d'une manière ou d'une autre, l'essentiel des financements qui permettent aux autres organisations de fonctionner (Organisations intergouvernementales et organisations non-gouvernementales notamment) proviennent de ces mêmes Etats développés.
- Les **Organisations intergouvernementales**, où on retrouve la COMIFAC elle-même, mais aussi des banques de développement, des organisations des Nations Unies ou des mécanismes similaires, sont des émanations des pays développés et des pays en voie de développement. Ce sont des formes de coopération fonctionnant à partir des contributions des Etats membres. Au-delà des questions d'efficacité qui peuvent se poser, le caractère interétatique prévaut généralement dans leur fonctionnement, induisant des réflexes de neutralité pouvant même donner une impression de faiblesse dans leur positionnement. Dans une hypothèse de facilitation du PFBC pour le futur, on peut certes envisager une organisation de ce type mais sans en attendre nécessairement une dynamique très proactive.
- Les **organisations non-gouvernementales et les instituts de recherche**, que ce soient des ONG internationales ou des structures internationales elles-mêmes rattachées à d'autres structures faîtières ; on trouve dans ce groupe des organisations très actives dans le domaine de la conservation notamment, et d'autres s'intéressant davantage au développement. L'orientation thématique de plusieurs ONG et leur engagement pour la biodiversité, la conservation et les aires protégées, ont été dans le passé d'une influence importante sur le plan de convergence lui-même et sur les actions engagées sur le terrain comme sur le plan politique aux côtés de la COMIFAC, mais aussi le plus souvent en marge des gouvernements, dans une approche directe (contournant aussi les Etats et donc également souvent source d'irritations pour les politiques). La communication entre les Gouvernements et les ONG est ainsi faite de hauts et de bas, relations diverses où la facilitation allemande a pu à plusieurs reprises jouer un rôle apaisant et contribuer à la qualité des relations entre les acteurs. L'hypothèse de voir une ONG devenir facilitateur du PFBC dans le futur n'est pour le moment guère envisageable, notamment parce que les Etats membres de la COMIFAC ne sont pas prêts à accepter cette éventualité.
- Les membres du **secteur privé** avec les organisations IFIA et ATIBT qui sont des partenaires actifs ayant collaboré étroitement avec la facilitation allemande dans le cadre des thématiques de certification, de gestion forestière, de dialogue avec la Chine et plus généralement de partage d'informations et de facilitation des échanges avec les ONG de conservation. Plusieurs membres privés ne sont par contre plus réellement actifs dans le PFBC alors que d'autres sont entrés et participent à certains événements. Dans la perspective de la facilitation, il est tout simplement difficile d'imaginer dans l'état actuel des choses qu'un membre privé, même s'il s'agit d'une fédération de syndicats et d'entreprises, puisse s'engager à assurer la facilitation du PFBC au cours des années à venir.

La facilitation canadienne, dans la continuité de la facilitation allemande, aura notamment à faciliter le dialogue entre les Etats membres de la COMIFAC, gestionnaires du patrimoine forestier et souhaitant voir valoriser ce potentiel en termes de développement socioéconomique et les ONG de conservation, notamment les plus radicales (qui ne sont d'ailleurs pas membres du PFBC), et qui défendent ardemment les thèses de conservation jusqu'à parfois vouloir interdire toute exploitation de la forêt.

## 33 – A propos du PFBC en général

De l'ensemble des interviews réalisées et des questionnaires reçus de la part des partenaires, une synthèse des résultats est présentée dans ce chapitre. Sont repris rapidement les acquis du PFBC dans son ensemble, comprenant également les acquis pour la COMIFAC, l'exécution du plan de convergence et les facilitations successives. Les leçons apprises et les recommandations sont la traduction par les consultants de ce qu'ils retirent de l'exercice lui-même et de leur propre connaissance de la problématique.

Pour plus de précisions, le lecteur aura également avantage à lire l'annexe 2 qui présente les résultats des questionnaires sous forme de graphiques avec des pourcentages de réponses. Ces graphiques sont commentés et font l'objet de recommandations spécifiques à l'attention de la nouvelle équipe de facilitation.

### 331- Connaissance du PFBC

#### **3311 - Nécessité/opportunité d'un PFBC :**

**Acquis :** la dynamique du PFBC est unanimement saluée. Il s'agit d'une innovation. Elle met en réseau l'ensemble des partenaires forestiers dans le triple but de mieux se concerter, se coordonner, d'établir des synergies pour accroître la valeur ajoutée dans le processus de gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

Un cadre de coopération du PFBC a été approuvé à Brazzaville en 2005 par les partenaires.

**Observations :** Le PFBC existe mais les partenaires se déploient encore souvent au niveau des pays plutôt dans une logique faite de bilatéralisme et de préférences nationales, que dans le cadre d'une approche sous-régionale coordonnée. Ceci s'explique notamment par le poids des accords de coopération qui ont été établis avec les Etats membres, le plus souvent bien avant que la COMIFAC n'existe. La COMIFAC n'étant pas généralement considérée comme un partenaire pouvant bénéficier de financements directs, cela reste un handicap sérieux à son positionnement au nom de l'ensemble des Etats membres.

Les pays/COMIFAC restent toujours focalisés sur leurs préoccupations nationales, sans tenir compte de la logique régionale et de la nécessité d'une harmonisation des politiques et des approches dans le cadre du PFBC. Ceci s'explique sans doute notamment par la faible capacité de la COMIFAC à mobiliser des financements en faveur des programmes régionaux pouvant avoir des incidences fortes sur les programmes nationaux.

Certains partenaires continuent à développer et à mettre en œuvre leur stratégie propre sans tenir compte du PFBC.

#### **Leçons apprises/Recommandations**

Il semble encore nécessaire d'apporter des réponses claires aux questions ci-après : - Qu'aurait-on perdu sans le PFBC ? - Que gagne-t-on avec le PFBC ?

Les domaines sur lesquels mettre les efforts en commun pour une harmonisation des politiques et des approches devraient être mieux identifiés.

Un code de conduite du PFBC, voire un code d'éthique, s'avère nécessaire pour préciser davantage les modalités de mise en œuvre au quotidien du cadre de coopération du PFBC.



### **3312 - Compréhension du PFBC**

**Acquis :** le climat d'incompréhension, de suspicion, voire conflictuel, qui a souvent prévalu au lancement du PFBC s'est désormais largement estompé. Le PFBC est compris aujourd'hui comme étant un cercle de concertation, de solidarité et de dialogue.

**Observations :** Pour les pays COMIFAC eux-mêmes, le PFBC reste surtout considéré comme un dispositif de mobilisation des financements par les pays et partenaires du Nord au profit des forêts et des pays du Bassin du Congo. Les pays COMIFAC exigent plus, voire toujours davantage, de ceux du Nord, sans pour autant se sentir eux-mêmes engagés à contribuer davantage, approche qui est contraire à l'esprit même du PFBC, lequel est basé sur la mise en commun des efforts et des moyens.

Les pays –ou parties de pays - du pourtour du Bassin du Congo, hors de la zone de forêt humide, ne se sentent pas suffisamment impliqués dans les actions de la COMIFAC, du Plan de Convergence et donc des membres du PFBC. Leurs problèmes de zones sèches et/ou montagneuses ne semblent pas intéresser les partenaires et il y a donc un décalage important qui abouti à un certain désintéressement à l'égard de l'ensemble du processus.

**Leçons apprises/Recommandations :** Il semble nécessaire d'informer d'avantage sur le concept et les principes mêmes du PFBC, notamment auprès des cadres des administrations forestières des Etats membres et des organisations qui ont intégré récemment leurs structures et ne possèdent pas une connaissance ancienne ni de la COMIFAC, ni du PFBC. Les pays membres devront également être sensibilisés quant à la nécessité de confirmer par des actes leur volonté de faire de la COMIFAC une institution régionale crédible jouissant d'une véritable autonomie financière.

### **3313 - Nature du PFBC**

**Acquis :** Le regroupement de l'ensemble des partenaires œuvrant en faveur de la conservation et de la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, sans contrainte spécifique, sur un plan horizontal et sans hiérarchie, est désormais accepté par tous.

**Observations :** Le caractère non contraignant et l'absence de code de conduite interne apparaissent à la fois comme des freins à la dynamique PFBC elle-même, tout comme l'absence d'obligation de résultats pour certains membres, mais aussi comme un atout justifiant en eux mêmes la présence de certains partenaires qui, sans cela, n'auraient certainement pas adhéré. Certains partenaires ne sont cependant finalement que des figurants, ne participant parfois pratiquement pas aux activités.

Même au sein de la plate forme technique d'appui à la COMIFAC, on a parfois le sentiment de travailler davantage côte à côte qu'ensemble. Le PFBC est un réseau dont la plate forme technique est considérée comme un exemple de collaboration concrète, mais la confusion persiste souvent entre les différents niveaux d'approche.

**Leçons apprises/Recommandations :** Le PFBC devrait être un cercle établi sur la base d'un certain nombre de critères d'éligibilité qu'il convient de définir rapidement pour permettre une certaine redynamisation. Un document précisant les modalités et les règles de fonctionnement doit être envisagé par la facilitation canadienne pour compléter le cadre de coopération existant.

La nature de réseau du PFBC ne doit pas occulter les approches opérationnelles de ses membres.

Les véritables décisions politiques et stratégiques relèvent des Etats membres de la COMIFAC qui sont détenteurs et gestionnaires de la ressource, le réseau PFBC ne peut que venir en conseil et en appui technique et financier. Concrètement, les rôles de la CEEAC et de la COMIFAC doivent être rapidement clarifiés pour plus d'efficacité de l'ensemble.

Comprendre la logique des niveaux d'approche :

- ⇒ niveau global/politique ou stratégique avec comme priorité le dialogue et concertation au niveau des Chefs d'Etat et des ministres en charge des forêts, des finances, du plan, etc.
- ⇒ niveau institutionnel avec comme priorité la relation et la coordination entre les acteurs.

⇒ Niveau opérationnel avec comme priorité l'exécution du plan de convergence.

### **3314 - Facilitation en général**

**Acquis :** La facilitation et son mode opératoire ont beaucoup évolué à partir de la facilitation française pour se raffermir encore avec celle de l'Allemagne. Elle a beaucoup œuvré dans les domaines suivants : communication/information, renforcement de capacité, positionnement de la COMIFAC au plan international, dialogue, recherche de consensus face aux enjeux internationaux, ouverture du dialogue avec la Chine, etc.

La facilitation est et doit continuer de se comporter comme une « **autorité morale** » qui augmente le capital social du partenariat. Il n'y a pas de lien hiérarchique entre la facilitation et les membres, mais l'ensemble des membres acceptent l'autorité morale de la facilitation pour conduire les actions qui y sont liées. Cela a permis de jouer un rôle reconnu de médiateur, voire de contribuer à régler des conflits ouverts ou latents.

Ce caractère d'autorité morale a permis notamment à la facilitation d'organiser des événements sans nécessairement en couvrir seule toutes les charges. Au contraire, la facilitation mobilise sur sa simple autorité les partenaires intéressés par le thème du moment et les amène à contribuer à l'organisation et aux charges. Ce principe de fonctionnement est un acquis considérable et qui doit être poursuivi car il permet au PFBC d'avoir une certaine souplesse d'intervention, pouvant s'investir sur des actions avec un certain caractère d'urgence, même si elles n'ont pas été programmées longtemps à l'avance. C'est notamment à cela qu'on reconnaît que la facilitation a réellement joué son rôle de facilitateur. La facilitation allemande a été tout à fait performante dans ce domaine.

Le rôle de conseil de la facilitation auprès des Etats membres et des organisations a été généralement très apprécié, que ce soit lors des rencontres internationales ou dans le cadre de rencontres restreintes ou même de communications directes par téléphone ou messagerie, pour contribuer à régler un grand nombre de problèmes et de questions globales ou particulières. Cette fonction constitue un lien très fort qui donne au PFBC tout son sens.

De manière générale, la facilitation allemande a été saluée par la plupart des partenaires comme une réussite et son rôle en appui à la COMIFAC a été également très apprécié. Il est demandé à la facilitation canadienne de s'inscrire dans la continuité.

#### **Observations:**

- La gamme des domaines d'action de la facilitation ainsi que du PFBC est très large, et est à la base du peu de visibilité de certains résultats du PFBC et des différentes facilitations, mais aussi de la confusion ressentie des rôles/responsabilité, relations, ressources, entre le PFBC et ses membres, la COMIFAC et la facilitation.
- Les exigences en termes d'apports financiers pour conduire la facilitation sont de nature à exclure d'office la majorité des partenaires, inaptes de fait à jouer ce rôle, notamment les pays/COMIFAC, et dans une certaine mesure les institutions et agence d'exécution des systèmes des nations unies, les ONG internationales, le secteur privé et même plusieurs pays membres.
- Le PFBC/Facilitation donne parfois le sentiment d'évoluer en organisme formel, alors qu'il s'agit d'un réseau informel. Ceci se ressent notamment lorsque la facilitation est amenée à se positionner clairement sur un sujet, ou à représenter le PFBC dans une instance internationale, ou encore à présider ou coprésider une rencontre sensible. La limite entre réseau et institution devient alors difficile à percevoir pour les observateurs, même si pour les acteurs de la facilitation, cela reste clair.

#### **Leçons apprises/Recommandations :**

- La COMIFAC doit être au centre de l'action du PFBC et bénéficier d'un programme global d'appui, impliquant tous les partenaires, y compris naturellement les pays/bénéficiaires ; cela

suppose que les Etats membres eux-mêmes accordent à la COMIFAC les moyens de fonctionner et le crédit de confiance nécessaire ;

- La COMIFAC, en bénéficiant des différents appuis du PFBC/facilitation, devrait être légitimement l'organe le plus visible alors que parfois, et notamment du fait de la faiblesse financière de la COMIFAC, ce sont plutôt les membres du PFBC ou la facilitation qui se retrouvent en avant ;
- La décentralisation des groupes thématiques est opportune et peut contribuer à renforcer la facilitation de proximité au niveau des pays ;
- La communication/information est le domaine central du processus du PFBC/facilitation et devra encore s'améliorer par une modulation des informations eu égard aux différents groupes cibles en vue d'une meilleure dissémination. Au regard de son triple rôle d'appui technique, financier et de conseil à la COMIFAC, le bureau du facilitateur délégué, voire également de la plate forme d'appui technique des partenaires, aurait avantage à être implanté au sein des locaux de la COMIFAC (dans la mesure où le SE COMIFAC doit être lui-même réinstallé dans des locaux plus vastes et plus fonctionnels);
- La facilitation doit pouvoir, pour les besoins d'efficacité et d'approche participative, capitaliser et mettre à contribution tous les réseaux et expertises des différents partenaires au profit des besoins de la facilitation et du PFBC en général. Aussi, la mise à contribution des programmes de coopération du facilitateur, ainsi que l'implication de ses ambassades sont à encourager. Cet objectif reste cependant très ambitieux pour une organisation de type II aux moyens limités et dans une approche non-contraignante.
- La facilitation, de façon générale, doit avoir une vision globale de toutes les initiatives et actions des partenaires, pour pouvoir se constituer en véritable organe d'expression des différentes tendances du PFBC et servir d'observatoire des stratégies mises en œuvre.
- Au regard des charges financières à couvrir au titre de la facilitation et compte tenu de la densité de la feuille de route, il serait judicieux d'envisager une facilitation associant d'autres partenaires plus spécialisés sur certaines questions thématiques.
- Poursuivre et renforcer le caractère « d'autorité morale » de la facilitation dans une logique d'accroissement du capital social du partenariat.
- Il semble opportun de mieux circonscrire les domaines régaliens de la facilitation. Les plus récurrents et naturels à inscrire au cahier des charges de la facilitation du PFBC, ceux pour lesquels la facilitation a le mandat de donner les impulsions politiques, seraient les suivants :
  - Communication/information : tout en notant qu'il faut pouvoir moduler en fonction des partenaires cibles ;
  - Financement de la COMIFAC et du Plan de Convergence au niveau sous-régional et dans les pays membres : dans ce sens qu'il s'agit d'une prescription à tous les partenaires individuellement ou collectivement ;
  - Harmonisation des stratégies d'appui des partenaires et appui à l'harmonisation des politiques de gestion forestière durable des pays de la COMIFAC: dans la mesure où il s'agit d'un gisement de pistes et de domaines de facilitation du PFBC dans le cadre de la gestion durable des forêts ;
  - Suivi-évaluation, en mettant à la disposition du PFBC et de la COMIFAC un véritable observatoire des actions conduites dans le cadre du plan de convergence ;
  - Mobilisation à la réflexion face aux enjeux internationaux et à la nécessité de dégager une position commune de l'Afrique Centrale et/ou du PFBC.
  - Le renforcement des capacités des partenaires.
- Il faudra sans doute se poser à un moment donné la question de la durée du mandat de la facilitation car la rotation de 2 ans est certainement longue si cela ne fonctionne pas bien,

mais reste clairement trop courte pour l'ensemble des membres lorsque cela va bien. Il faudrait également éviter de changer en même temps de facilitateur et de président de la COMIFAC, c'est trop déstabilisant.

### **3315 - Equipes de la Facilitation**

**Acquis :** Le principe d'animer la facilitation par un duo avec un facilitateur international et un facilitateur délégué sous-régional est désormais acquis et le schéma allemand semble le plus intéressant.

**Observations :** Si les missions du facilitateur international ne souffrent d'aucune équivoque, celles du facilitateur délégué semblent moins précises et son rôle est souvent mal compris par certains partenaires, notamment par les Etats d'AC. Cette confusion vient notamment du fait qu'en 2003 il avait été décidé la création d'un poste de co-facilitateur, fonction qui n'a pas donné de résultats probants et engendrait la confusion avec le SE de la COMIFAC, et qui a été remplacé ensuite lors de la facilitation allemande par un facilitateur délégué qui assure la présence opérationnelle de la facilitation dans la sous-région mais dont le rôle et les prérogatives restent encore mal compris.

**Leçons acquises/ recommandations :** Le Facilitateur et le Facilitateur Délégué sont tous membres de l'équipe de facilitation du Pays ou de l'institution qui accepte de jouer le rôle de facilitation. Leur désignation dépend des procédures de recrutement des pays concernés. A ce titre, ils peuvent être directement cooptés ou désignés sur appel à candidatures. Mais il semble que le plus simple serait de laisser le facilitateur en titre désigner lui-même et en toute liberté les personnes aptes à animer la facilitation, et notamment le facilitateur délégué devant l'accompagner tout au long de son mandat :

- Bien qu'il semble admis que le facilitateur international s'occupe plus particulièrement du lobbying international et des aspects à caractère politique, le facilitateur délégué, tout en l'y accompagnant, serait davantage le pourvoyeur d'argumentaires techniques pour la facilitation. Il doit à ce titre être au centre du dispositif de décryptage des activités du PFBC pour les besoins d'information, de coordination et d'identification des aspects sur lesquels établir des synergies ou engager des réflexions au regard des enjeux internationaux. Il doit également être au centre du dispositif de suivi/évaluation de la COMIFAC et du plan de convergence.
- Le pays facilitateur accepté par les membres du PFBC devrait avoir la liberté de s'organiser pour constituer son équipe de facilitation (facilitateur et facilitateur délégué) et son équipe technique de soutien : gestion du site internet, appui logistique, gestion administrative et financière, veille informative politique et technique, etc.

### **3316 - Des structures de gouvernance interne du PFBC**

**Acquis :** les différentes structures du PFBC ont fonctionné régulièrement depuis la facilitation Française, suivie de la facilitation allemande ;

**Observations :** Se basant sur le caractère informel du PFBC, les séances plénières/réunions du CCR sont restées pour l'essentiel de simples forum sans véritable mode opératoire précis, ce qui dérange un certain nombre de partenaires, même si ce modèle de forum d'information a été lui-même approuvé depuis l'origine par tout le monde. Les réunions du CCR sont trop denses, avec trop peu d'échanges et de recommandations. On ne voit pas ensuite ce qui est fait des propositions.

**Leçons apprises / Recommandations :**

- Bien que le Cadre de coopération laisse aux Partenaires le loisir de décider sur les instruments avec lesquels le PFBC, en tant qu'espace non contraignant de dialogue et de concertation, peut les aider à atteindre leurs objectifs, on constate que le rôle et la structure

du CCR sont bien définis (assurer une meilleure communication entre les membres du PFBC, assurer un suivi régulier des activités...), mais que les activités au sein du PFBC suivent une tradition développée dès le départ. Pour plus d'efficacité, il semble pourtant nécessaire de doter les structures du PFBC d'un véritable mode opératoire qui donne suffisamment de lisibilité sur la nature de l'ordre du jour des rencontres.

- L'efficacité de la facilitation pourrait notamment venir de la décentralisation de son dispositif de gouvernance afin de favoriser une facilitation de proximité.
- Par ailleurs, une autre forme de réunion restreinte de concertation au plus haut niveau du PFBC pourrait être envisagée pour regrouper les personnes clés du PFBC et permettre d'aborder des sujets sensibles.
- Une forme de CCR/ PFBC pourrait être instaurée au niveau national à titre de structure de relais de la facilitation en s'inspirant notamment de l'expérience camerounaise et de son CCPM.
- D'autre part, il serait nécessaire de réactiver, sous l'égide de la facilitation et sous la présidence du SE COMIFAC, le comité ad hoc d'appui des partenaires à la COMIFAC (plate forme d'appui technique) tel qu'il fonctionnait durant les années suivant la déclaration de Yaoundé et la création de la COMIFAC.

### **3317 - Informations/communication**

**Acquis :** le volet information a été au cœur des préoccupations premières des deux facilitations précédentes françaises et allemandes. La création du site internet, son développement et le travail de mise à jour sont unanimement reconnus comme un excellent outil de communication. De même, l'édition de l'état des forêts 2006, puis de la version 2008, sont également reconnus comme des apports majeurs du PFBC à la connaissance des forêts du Bassin du Congo.

**Observations :** la circulation et la dissémination de l'information sont tout de même restées trop souvent limitées au sein du PFBC aux personnes directement impliquées. Au-delà de ces personnes, le niveau d'information baisse très rapidement, notamment au sein des Etats où l'utilisation de l'internet reste encore souvent limitée, autant pour des raisons techniques qu'humaines.

**Leçons apprises/ Recommandations :** Sans information, les comportements traditionnels des différents partenaires ne changeraient pas et le réseau PFBC serait donc très peu efficace.

- Le dispositif d'information sur les activités des membres du PFBC relié au mécanisme de suivi évaluation du Plan de Convergence de la COMIFAC est à renforcer ;
- Il serait nécessaire de mettre à contribution tous les réseaux d'information disponibles au sein même du PFBC, utilisant notamment l'expérience du FORAF/OFAC pour alimenter un système de suivi-évaluation du plan de convergence de la COMIFAC qui reste encore trop faible ;
- Il serait judicieux de veiller à moduler les informations diffusées en fonction des divers groupes cibles, notamment en direction des politiques et autres décideurs stratégiques qui ne prennent pas nécessairement le temps de fouiller internet ou de lire des documents de référence.
- Travailler à capitaliser et à fédérer les différentes initiatives autour de l'imagerie satellitaire pour l'observation du Bassin du Congo, et le rattacher à l'OFAC.

### **3318 - Aspect Financement**

**Acquis :** La mobilisation des financements est restée une des préoccupations premières du PFBC et des différentes facilitations. La sous-région dispose désormais de plusieurs nouveaux mécanismes de financements : FFBC, PACEBCO/BAD, fonds FLEGT/FAO, FTNS, Fonds GEF 4, etc. et on attend la mise en route effective du Fast Start issu de Copenhague.

#### **Observations :**

- Les mécanismes de mise à disposition des diverses ressources financières sont souvent complexes et décriés par les pays COMIFAC, d'autant que le SE COMIFAC a très peu d'influence sur les décisions d'allocation des ressources, ce qui réduit fortement son influence auprès des Etats membres.
- Le mécanisme autonome de financement de la COMIFAC est dans l'impasse, la solution proposée ne fait plus l'unanimité au sein des pays /COMIFAC alors que la plupart des partenaires au développement en font théoriquement une conditionnalité.
- Il existe de grandes divergences de points de vue quant à l'idée d'une contribution des projets au financement du fonctionnement de la COMIFAC et de ses institutions sous-régionales partenaires, proposée par certains ministres et rejetée par la plupart des partenaires.
- Les pays/COMIFAC estiment que la recherche de financement doit être la priorité, voire l'exclusivité des missions des partenaires du Nord du PFBC et de la facilitation du PFBC, alors qu'eux-mêmes se voient comme les bénéficiaires naturels de ces financements.

#### **Leçons apprises/ Recommandations :**

- Il semble nécessaire de repenser et de développer une véritable stratégie de mobilisation des fonds au profit du Bassin du Congo, intégrant partenaires du nord et du sud, utilisant le PFBC et la facilitation pour contribuer à sensibiliser les acteurs, notamment sur leurs engagements antérieurs tels que prescrit dans le cadre de coopération.
- Travailler à assouplir, voire simplifier les mécanismes d'allocation de ressources des principales sources de financement existantes, tout en assurant un contrôle rigoureux de l'exécution. L'influence de la COMIFAC dans les mécanismes d'allocation des ressources devrait se voir conforté.
- Remettre le problème du mécanisme de financement de la COMIFAC à l'ordre du jour du prochain Sommet des Chefs d'Etat de mars 2011 à Kinshasa et continuer à mettre la pression sur les Etats membres pour qu'ils assument leurs engagements en la matière.
- Faire la démonstration économique et sociale de l'intérêt de promouvoir le secteur forestier dans les différents pays de la COMIFAC avec une approche valeur ajoutée et la mise en évidence de l'intérêt d'investir de l'argent public sur un secteur porteur pouvant apporter emplois et richesses pour la nation.
- Examiner la possibilité de concevoir un programme multipartenaires d'appui global à la COMIFAC et à son plan de convergence au niveau sous-régional mais aussi dans les Etats membres, en fédérant les contributions de tous les projets.
- Clarifier ce qui relève du financement des réunions et autres concertations, et ce qui relève des structures d'exécution et de mise en œuvre au niveau de la COMIFAC et des Etats.

### **3319 – A propos de la COMIFAC**

**Acquis :** La COMIFAC est désormais reconnue comme étant l'organe central de la dynamique de la déclaration de Yaoundé et le PFBC a largement contribué à son rayonnement au plan international.

#### **Observations**

- **L'évaluation récente de la COMIFAC** dénote toujours une trop faible appropriation de la dynamique COMIFAC/Déclaration de Yaoundé/PFBC par les pays membres.
- La faible capacité technique et financière du secrétariat exécutif de la COMIFAC reste entière et ne permet pas à la structure d'assumer de manière satisfaisante ses multiples missions.
- La coordination nationale COMIFAC n'a toujours pas dans la plupart des pays de réelle capacité de réaction/fonctionnement/initiative en égard de la densité de travail qui lui revient tant par rapport aux obligations nationales, que régionales et internationales.

#### **Leçons apprises/ Recommandations :**

- La COMIFAC doit être par excellence un organisme de conception/formulation puis de suivi/évaluation des projets afin de jouer pleinement son rôle de coordination.
- Il reste difficile de coordonner des projets livrés "clé en main" où l'Etat bénéficiaire ou la COMIFAC n'a pas pu être associé dès le départ au processus de formulation, c'est un des problèmes actuels de la COMIFAC en général et de plusieurs pays en particulier. Cela suppose que la COMIFAC et les Etats membres soient davantage associés aux processus de conception des actions du plan de convergence en général et des programmes nationaux en particulier.
- Il devient urgent de doter la COMIFAC d'un dispositif technique de qualité qui serait en charge des études/projets et du suivi/évaluation. Afin de ne pas alourdir non plus inconsidérément le SE COMIFAC, et de pouvoir travailler avec à la fois toute la souplesse, l'efficacité et la rigueur nécessaires, cet organe technique serait externalisé. A cet effet, on pourrait, sur une base contractuelle, adjoindre un bureau d'étude au SE/COMIFAC ou un pool de consultants spécialisés. Ce mécanisme pourrait ainsi mobiliser facilement l'expertise nécessaire pour réaliser à la demande du SE COMIFAC des travaux de planification, des études spécifiques, procéder au décryptage des documents scientifiques spécialisés pour l'éclairage de la COMIFAC, formuler des projets, procéder aux évaluations, et appuyer les pays membres dans l'élaboration de leur politique, PSFE/PTA, et programmes et projets à l'instar de ce qui se fait au niveau régional.
- Relancer à nouveau la réflexion sur le mode opératoire de la coordination nationale dans les pays membres. Dans la situation actuelle de cumul de fonctions, la coordination privilégie plutôt les activités de ses fonctions statutaires à lui confiées par son employeur plutôt que les fonctions liées à la COMIFAC, ce qui n'est pas satisfaisant;
- Appuyer la COMIFAC pour la vulgarisation, l'utilisation et la mise en œuvre des différents outils développés dans le cadre de l'harmonisation des politiques : conventions, directives, accords, recommandations.

### **3320 – A propos du Plan de Convergence**

**Acquis :** Le plan de convergence étant le cadre programmatique de référence, il a pu contribuer dans une certaine mesure à réduire le saupoudrage des opérations de terrain des membres du PFBC et faciliter dans plusieurs pays membres le processus de préparation et de mise en œuvre d'un programme national forestier (PSFE, PnFoCo, PAN/LCD).



Tous les partenaires connaissent le Plan de convergence et le reconnaissent comme cadre programmatique de référence.

**Observations:** Le niveau de mise en œuvre du Plan de Convergence (PC) reste relativement faible sur nombre d'aspects :

- Parce que nombre de partenaires, y compris notamment les Etats, ne s'inspirent pas réellement du plan de convergence pour planifier leurs opérations, cherchant plutôt la cohérence a posteriori au lieu de le faire a priori, oubliant souvent que le Plan de convergence a lui-même inspiré les programmes forestiers nationaux existant.
- Les différents projets formulés sur la base du PC ne s'articulent pas nécessairement bien aux programmes et stratégies de développement forestier au plan national. Le lien régional et national n'est toujours pas clair et effectif.
- Les plans d'opération triennale du PC viennent plus ou moins en duplication aux programmes forestiers nationaux et en déphasage avec les cycles des exercices budgétaires, rendant ainsi le financement et la mise en œuvre de ses activités aléatoires, car non budgétisées.
- La disparité des plans et stratégies de développement forestier au niveau des pays pénalise fortement la mise en œuvre du PC.
- Le clonage des projets demeure pratique courante dans les pays et rend de ce fait peu visible l'impact du PC.
- La première version du plan de convergence a 10 ans, et malgré la révision de 2004, le PC nécessite désormais une révision tant au niveau de son contenu qu'en ce qui concerne le dispositif de sa mise en œuvre, tel que le prône le rapport de son évaluation.
- L'élargissement des domaines d'intervention du PC à l'environnement gris ne s'inscrit pas dans l'esprit de la déclaration de Yaoundé et doit de ce fait être évité.

#### **Leçons apprises/ Recommandations**

- L'impact du plan de convergence ainsi que l'action de la COMIFAC seraient plus visibles si les pays internalisaient réellement et explicitement dans leur programme forestier national les dix axes du PC, lesquels offrent la charpente de base pour la formulation d'un PSFE. Les documents nationaux doivent clairement faire état de leur référence sous-régionale pour que les acteurs locaux se sentent concernés par le dispositif COMIFAC et des démembrements.
- Le plan de convergence révisé serait conçu désormais comme un répertoire par domaines des indicateurs ou d'objectifs chiffrés que la COMIFAC se chargerait de suivre, évaluer afin de s'assurer de leur niveau de mise en œuvre. Il s'agit aussi de mieux prendre en compte ce qui a été fait pour aller plus loin et d'intégrer les nouvelles thématiques qui n'étaient pas à l'ordre du jour en 2000 mais le sont désormais.
- Le plan de convergence devrait intégrer dans la problématique de zonage forestier les questions liées au développement agricole et minier.
- Il est urgent que l'ensemble des pays de l'espace COMIFAC internalise le PC en se dotant chacun d'un PSFE (du moins pour ceux qui ne l'ont pas encore fait). Un tel outil donnerait plus de sens à l'élaboration des programmes de travail triennal.
- Le pool de consultants en appui à la COMIFAC sus évoqué pourrait accompagner les pays concernés à se doter à l'instar du Cameroun d'un PSFE à titre de réceptacle du PC. D'ores et déjà la RCA et la RDC sont déjà engagés dans une telle logique d'élaboration du PSFE, mais cela met toujours en évidence le besoin de soutien technique et méthodologique.

## 4 – EVALUATION DE LA FACILITATION

### 41 - Résumé de la feuille de route de la facilitation allemande

#### 3 objectifs :

- a) Animation du réseau multi-acteurs et communication interne ;
- b) Promotion du PFBC (communication externe, recherche de nouveaux membres et financements, vision comparative du fonctionnement des autres Bassins forestiers du monde) ;
- c) Harmonisation des initiatives des partenaires.

#### Préconisations de l'évaluation de 2007 :

- a) Veiller à l'implication de tous les types de membres.
- b) Mieux préparer les pays aux négociations internationales.
- c) Faciliter une conception commune du système de suivi des activités de tous les membres (tableau de bord).
- d) Faciliter les consultations internes des pays en préparation des plénières ou CCR animés par la facilitation du moment.

### 42 – Rapport succinct et commentaires sur les réalisations de la facilitation allemande

Les rubriques ci-dessous sont directement issues du rapport succinct présentant les réalisations de la facilitation allemande au cours de son mandat. Les commentaires de l'évaluation sont présentés en italique pour se rapporter directement aux activités citées.

#### **421 - Renforcement des institutions de la COMIFAC**

- a. **Renouvellement du SE COMIFAC:** La facilitation, allant dans le sens de la proposition du Bureau d'appui à la COMIFAC, est intervenue comme conseil méthodologique auprès de la nouvelle présidence COMIFAC pour le recrutement d'un nouveau secrétariat. Tous les pays membres ont pu présenter leurs candidats dans le cadre d'une procédure transparente. Les candidats retenus suite au classement par points ont été officiellement approuvés lors du conseil extraordinaire des ministres d'octobre 2008.

*➔ la facilitation a continué par la suite à accompagner l'équipe du secrétariat exécutif de la COMIFAC en termes de conseils et d'appui lors de plusieurs évènements.*

- b. **Appui de la nouvelle présidence RCA de la COMIFAC/ mobilisation des ministres pour le 6<sup>ième</sup> Conseil des Ministres à Bangui:** La facilitation a appuyé la nouvelle présidence en matière d'appropriation des dossiers politiques et recommandé au Projet GTZ d'appui à la COMIFAC de lui permettre d'effectuer une tournée des pays membres afin de mobiliser les ministres en charge des forêts et d'assurer ainsi une redynamisation de la COMIFAC au plus haut niveau (septembre/octobre 2008).

*➔ la facilitation a pu également jouer de son influence pour que l'Allemagne apporte un soutien financier et technique à la présidence de la COMIFAC dans le cadre d'un projet spécifique avec la GTZ.*

- c. **Appropriation des dossiers « politisés » :** En coopération avec le Bureau d'appui à la COMIFAC, la facilitation a œuvré au niveau politique pour une appropriation régionale des dossiers dits « chauds » et pour une meilleure communication entre les ministres de la

COMIFAC à leur propos. Elle a notamment contribué à organiser une réunion de concertation à Libreville en mai 2009 sur ces questions.

➔ *c'est certainement sur ces dossiers politiques que l'essentiel de l'effort de la facilitation allemande a été concentré durant son mandat. Il s'agissait que les Ministres de la COMIFAC et le secrétariat exécutif soient effectivement présents et actifs sur les grands enjeux planétaires.*

- d. **Soutien au mécanisme de financement autonome :** la facilitation a travaillé sans discontinuer à la sensibilisation des partenaires, elle a aussi visité le président de la COMIFAC à Bangui pour proposer une stratégie adéquate afin de porter le dossier « financement autonome » à l'agenda du sommet CEEAC (Kinshasa 2009). Une lettre du ministère allemand (août 2009) et une mobilisation continue des partenaires a permis de préparer cette intervention.

➔ *l'effort constant de la facilitation allemande pour soutenir le principe de mécanisme de financement autonome de la COMIFAC sur base d'un prélèvement automatique de 0,1% sur la valeur import hors zone CEEAC pour rendre la COMIFAC réellement indépendante des financements de programmes, n'a pas toujours été bien perçu. Si les partenaires au développement sont globalement tous derrière la facilitation allemande sur ce thème, la position des Etats membres de la COMIFAC est plus ambiguë car, malgré l'accord déjà obtenu sur le principe, plusieurs pays renâclent à le mettre en œuvre.*

- e. **Accompagnement du SE COMIFAC et de la présidence lors des initiatives émergentes :** au cours de la phase de la facilitation allemande, plusieurs initiatives ont pris de l'ampleur. La facilitation a soutenu une implication accrue du SE et a conseillé plusieurs partenaires impliqués sur la mise en place des cadres institutionnels appropriés (Fonds Forestier pour le Bassin du Congo/CBFF, UN REDD, coopération trilatérale Chine, REDD Fast Start/processus post-Copenhague).

➔ *ces efforts de la facilitation allemande pour accompagner le SE COMIFAC et la Présidence ont été soulignés par la plupart des partenaires. Il reste que le secrétariat exécutif, faute de financement indépendant et durable, reste encore faible pour s'affirmer pleinement sur la scène internationale.*

- f. **Promotion de la COMIFAC :** En coopération étroite avec le Bureau d'appui, la facilitation a organisé et financé plusieurs événements parallèles lors des conférences internationales afin de promouvoir la COMIFAC : COP CBD (Bonn, mai 2008), COP Climat (Copenhague, décembre 2009), Buenos Aires Forest Day (octobre 2009), United Nations Forest Forum 8 (New York, mars 2009).

➔ *le principe de profiter des grandes rencontres internationales pour organiser des événements parallèles afin de mieux promouvoir la COMIFAC, le Plan de Convergence et le partenariat qui les soutiennent est apprécié par tous les partenaires. On doit seulement veiller à ce que le PFBC n'occulte pas parfois la COMIFAC elle-même, d'une part, ou que certains représentants de pays membres de la COMIFAC ne récupèrent pas pour eux-mêmes ou leur propre pays le bénéfice des efforts consentis pour l'organisation sous-régionale.*

#### 422 - Renforcement des institutions du PFBC

- g. **Conception, organisation et valorisation des réunions statutaires :** ont été organisés trois Comités Consultatifs Régionaux (Bangui mars 2008, Brazzaville octobre 2008, Douala mai

2009) et une Réunion Plénière (Yaoundé, novembre 2009), avec des excursions pour visiter des sites forestiers et de conservation.

→ *l'élargissement systématique du CCR à l'image de la plénière à l'ensemble des membres volontaires, et souvent aux non-membres, dans une ambiance de forum d'information où on tente de donner la parole très rapidement à beaucoup d'intervenants sans finalement se donner le temps de discuter en profondeur des thèmes abordés, a pu généré des frustrations et des incompréhensions. La présence de plusieurs ministres et dirigeants de haut niveau lors de la séance plénière de novembre 2009 a été très appréciée et a permis des discussions plus approfondies dans les groupes de réflexion. Pour le futur, il convient de faire en sorte que les CCR permettent des échanges sur un ou deux thèmes précis et intéressant suffisamment de partenaires pour que la rencontre puisse aller au-delà du simple forum d'information.*

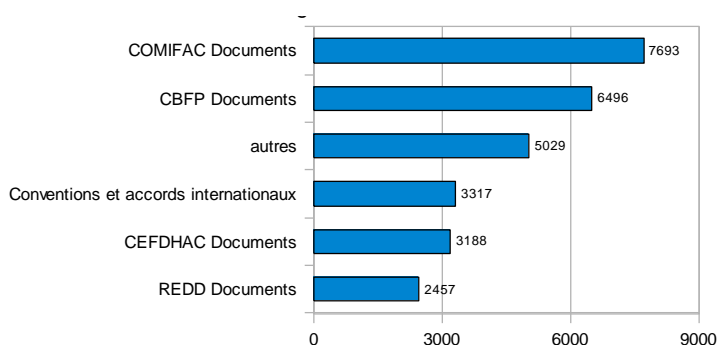
*Par ailleurs, la plupart des partenaires insistent sur la nécessité de prendre le temps lors des CCR pour faire le point sur l'avancement des programmes de mise en œuvre du plan de convergence au niveau sous-régional et dans les Etats membres. On doit notamment prendre du temps pour aborder la question épineuse de l'impact de la mise en œuvre du Plan de convergence, incluant de fait l'ensemble des interventions financées par les Etats de la COMIFAC et leurs multiples partenaires. Il s'agit tout particulièrement que les acteurs nationaux s'imprègnent des logiques de planification qui ont permis d'harmoniser les approches au niveau du plan de convergence à l'échelle de l'Afrique Centrale pour ensuite le décliner dans les pays, ce qui n'est pour le moment toujours pas compris par la plupart d'entre eux.*

*Une des difficultés pour l'organisation et le succès des CCR et des séances plénières reste due au fait que les personnes changent au sein des institutions partenaires, ce qui engendre des pertes de mémoire institutionnelle et oblige à de multiples exercices d'explication. La facilitation canadienne devra à nouveau travailler là-dessus.*

- h. Site web/ bulletin:** le site web du PFBC a été relancé et alimenté avec les actualités rédigées par la facilitation, des rapports, des conclusions et recommandations des réunions et ateliers, etc. Plusieurs bulletins d'information ont été publiés, de même que des messages d'informations sur la liste de diffusion. Le principe a été d'entretenir un échange continu avec les membres afin d'alimenter le site avec des infos intéressantes.

→ *Pour information, retenons que le site web a permis 28.180 téléchargements de documents entre septembre 2008 et avril 2010, soit une moyenne de 50 documents téléchargés chaque*

*jour. Retenons également une croissance continue de la fréquentation journalière qui a été multipliée par 5, passant de 324 visites journalières en avril 2008 à 1672 visites journalières en avril 2010, démontrant ainsi de l'intérêt à l'égard des forêts du Bassin du Congo et du site web. Cf. annexe 4 pour le détail des statistiques du site web du PFBC.*



*Le site internet du PFBC constitue sans conteste un grand succès de la facilitation. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'un site internet est nécessairement passif, il faut faire l'effort de s'y rendre pour chercher l'information. Cela fonctionne bien mais on pourrait également démontrer que beaucoup d'utilisateurs du site ne sont pas nécessairement les cibles privilégiées du PFBC et de la COMIFAC en termes d'information. Il faut donc continuer parallèlement, voire développer, le système de mailing direct avec le bulletin d'information et des courriers spécifiques pour faciliter l'atteinte directe des personnes clés.*

- i. **Dépliant PFBC :** la facilitation a rédigé, publié et distribué un dépliant d'information en anglais, français et chinois.

➔ *le dépliant est une bonne initiative mais qui devra encore être renouvelée avec une actualisation après le passage de témoin à la facilitation canadienne pour une diffusion large en Afrique Centrale.*

- j. **Noyaux thématiques :** la facilitation a proposé lors du CCR de Bangui d'améliorer la coordination en constituant des noyaux thématiques animés par des acteurs clés. Dans le cadre du suivi des initiatives émergentes, le contact a été maintenu avec tous les membres du PFBC travaillant sur chaque sujet spécifique avec des échanges réguliers.

➔ *Cette approche thématique a cependant connu des difficultés de mise en œuvre car plusieurs membres volontaires pour animer les groupes n'ont pas toujours su par la suite poursuivre leur effort. Cependant, sachant que la facilitation canadienne ne dispose pas d'un véritable réseau d'appui technique dans les pays, l'approche passant par des noyaux thématiques avec un chef de file reste d'actualité. La véritable question sera toujours cependant de savoir si les déclarations d'intention qui peuvent survenir publiquement lors des grandes rencontres, peuvent être effectivement suivies d'effets quand on sait qu'un engagement de la part d'un partenaire du PFBC suppose en pratique qu'il prenne en charge lui-même les coûts afférents aux activités induites. Il est suggéré à la facilitation canadienne de faire une analyse des potentialités thème par thème avant la tenue du prochain CCR, assortie de contacts directs, afin que lors de la rencontre elle-même, on puisse avancer de manière plus sereine.*

- k. **Promotion du concept du PFBC :** le concept du partenariat a fait l'objet d'une promotion constante en participant et en intervenant lors des conférences internationales et régionales, notamment celles organisées par ses membres: ICCF – Washington (audition devant le sénat américain, septembre 2009), CIFOR Journée Forestière (novembre 2009), UICN/Forest Trends Commerce de Bois Légal (Pékin, avril 2009), Durban –Décentralisation (avril 2008), conférence BAD sur le financement forestier (Tunis, février 2008), RACEWOOD (IFIA/ProInvest 2008, 2010).

➔ *à l'issue du Sommet de Johannesburg en 2002, environ 200 organisations de Type II ont été créées dans le monde. Seules quelques unes fonctionnent encore, le PFBC en fait partie et c'est en soi un réel succès. La promotion du PFBC doit cependant toujours se faire conjointement avec celle de la COMIFAC pour ne pas engendrer de confusion de rôle et il ne faut pas oublier que la facilitation n'est pas le PFBC.*

- l. **Adhésion de nouveaux partenaires :** il s'agissait de susciter l'intérêt de nouveaux partenaires importants qui, par la suite, ont adhéré au PFBC : BAD, Espagne, PNUE, SE Convention of Migratory Species, PNUD, Groupe Precious Woods, FSC, TRAFFIC, Groupe Alpica, Norvège.

➔ *le partenariat s'est élargi et affirmé comme une organisation de type II s'inscrivant dans la durée auprès de la COMIFAC. L'élargissement entraîne l'arrivée de nouvelles*

*organisations ou pays dont les intérêts peuvent être par ailleurs divergents, compliquant toujours davantage la possibilité de promouvoir des consensus tout en facilitant en même temps la possibilité de concertation. Le challenge que constitue le PFBC s'élève au fur et à mesure que le réseau s'élargie. En même temps, cela veut dire également que les attentes à l'égard de la facilitation se font de plus en plus pressantes d'une facilitation à l'autre car les nouveaux arrivants attendent du PFBC et de la facilitation des actions effectives.*

#### **423 - Renforcement de la gouvernance forestière et des conditions cadres**

- m. Dialogue avec la Chine et les opérateurs asiatiques :** une journée de dialogue Chine-Afrique (Libreville, mai 2008) a été organisée en partenariat avec l'IFIA, suivi par des visites chez des ambassadeurs chinois en Afrique centrale. Les acteurs clés ont été identifiés en Chine (missions janvier-avril 2009) ; une feuille de route a été présentée au PFBC (CCR Douala, mai 2009), un consultant ayant accès au Ministère des Affaires Etrangères, au Ministère du Commerce (MOFCOM) ainsi qu'à l'Administration Forestière (SFA), a été recruté en Chine ; la COMIFAC a été conseillée et obtenu que soit élargie au secteur environnement y compris le volet forestier, la coopération officielle de l'Union africaine avec la Chine (Sommet FOCAC, lettre août 2009), et un premier atelier FLEGT a été organisé par la COMIFAC avec la participation des acteurs chinois en mars 2010 à la suite de Racewood.

*➔ Ajoutons que la Chine a signé une convention avec l'Union Européenne concernant la gouvernance forestière et qu'un document présentant l'engagement de la Chine en matière de gestion durable des forêts a été vulgarisé auprès des entreprises chinoises travaillant en Afrique Centrale par l'administration chinoise elle-même.*

*Clairement, le dossier Chine aura été pour la facilitation allemande un dossier phare, intégrant le fait que la Chine est la plus grande usine de transformation du monde, et du bois tropical en particulier. La Chine n'a pas encore adhéré officiellement au PFBC mais les différents rapprochements ont été très positifs. Les engagements actuels de l'administration chinoise et les recommandations faites aux entreprises chinoises en Afrique centrale sont encourageants. Il faut poursuivre la relation avec l'administration chinoise pour continuer à avancer et le mieux est très certainement que l'Allemagne puisse continuer à gérer ce dossier afin d'avoir une continuité totale et d'éviter tout soubresaut.*

- n. Sensibilisation, avancement des réformes forestières, et application du Code Forestier (RDC) :** la facilitation a dû réagir vivement face aux accusations des ONG à caractère « extrémiste » et sensibiliser le public sur l'avancement des réformes forestières orientées vers une gestion durable, notamment en RDC (participation à l'atelier de concertation et de révision des titres forestiers, Kinshasa, et diffusion d'un communiqué à la presse internationale, mars 2009).

*➔ le rôle de la facilitation a été déterminant sur plusieurs dossiers, sur la conversion des titres forestiers en RDC, mais aussi sur la certification forestière en Afrique Centrale, ou sur les processus d'aménagement forestier et les réformes engagées. A chaque fois, le souci était de faire en sorte que différents protagonistes, et notamment les ONG radicales non membres du PFBC, ne viennent perturber un processus qui tentait de positiver et d'être constructif. La facilitation a su écarter les écueils et faire en sorte que les discussions avancent sereinement.*

- o. Exploitation illégale et crédibilité de la certification forestière :** création d'un groupe de réflexion sur l'exploitation illégale (février 2009, Douala) et appui au développement du



standard régional FSC (cofinancement ateliers 2009), avec renforcement de l'implication de l'organisation FSC dans le PFBC.

➔ *le processus de préparation d'un standard régional FSC est déjà bien avancé et devrait maintenant aboutir assez vite. Cependant, la facilitation canadienne aura à suivre ce dossier de près pour éviter qu'il ne soit encore perturbé par quelques radicaux qui ne veulent pas le voir avancer alors que tous les acteurs étatiques, économiques, sociaux et la grande majorité des environnementalistes veulent au contraire que ce standard FSC soit mis en place à l'échelle de l'Afrique centrale.*

- p. Atelier de réflexion sur le rôle du secteur privé en matière de gestion durable :** la facilitation a entrepris d'harmoniser et de favoriser les concertations sur les points de vue des membres du PFBC sur le rôle du secteur privé (19-20 mai 2009, Douala). Mission de consultation à l'Est du Cameroun, pour témoigner de la situation des communautés adjacentes aux concessions forestières (mai 2009).

➔ *dans le souci de contribuer à une réflexion équilibrée qui laisse au secteur privé toute sa place et désamorcer des attaques émanant d'organisations radicales, y compris en Allemagne, la facilitation s'est concentrée sur ce travail de réflexion et d'explication. Les membres PFBC du secteur privé ont beaucoup apprécié cet effort de la part de la facilitation et le disent haut et fort. Ils attendent de la prochaine facilitation la même volonté de faciliter le débat entre les organisations privées, publiques et les ONG de conservation. Ce dossier est évidemment très lié avec celui du référentiel FSC pour l'Afrique centrale car IFIA a déjà amené tous ses membres à s'engager sur la voie de la certification.*

#### 424 - Mise en œuvre du Plan de Convergence et des conventions internationales

**q. Climat :**

- i. **2008:** Appui à l'organisation de deux ateliers de travail sur la coordination des activités de soutien au processus REDD en Afrique Centrale (avec la France à Paris 03/08, et avec le WWF à Washington 10/08).
- ii. **2009 :** appui spécifique à l'élaboration des démarches appropriées pour la préparation des stratégies régionales REDD : ateliers GT Climat/SBSTA (Bonn, mars/avril 2009), appui continu aux points focaux (SBSTA Bonn août 2009), conseil interface avec CBFF / Paul Martin, participation à la COP de Copenhague.
- iii. **2010 :** forte implication dans le processus post-Copenhague/REDD et son Fast Start. Participation aux concertations et appui/conseil aux ministres présents à Paris (mars 2010) pour conciliation avec le SE COMIFAC, participation aux discussions à Oslo (mai 2010).

➔ *c'est le grand dossier de la facilitation allemande car le Sommet de Copenhague devait être le grand événement de la période en prévision de l'après 2012. Les résultats de Copenhague sont évidemment décevants mais l'Afrique centrale a obtenu quelques promesses de financement avec le Fast Start, qui s'ajoutent aux fonds du PFBC déjà mobilisés et aux diverses initiatives des partenaires. En pratique, il y a sans doute de bonnes perspectives de financement et il faut donc continuer à suivre de près ce dossier climat. Plusieurs ministres de la COMIFAC en font la priorité numéro 1 pour la facilitation canadienne. Ils attendent tout simplement de la facilitation qu'elle parvienne à faire débloquer le plus vite possible le Fast Start. Ce n'est certes pas le mandat de la facilitation, mais il est également évidemment que celle-ci ne peut pas non plus s'en désintéresser, il faudra donc accompagner le processus et conseiller les ministres et les points focaux.*



- r. **APA/ conservation de la biodiversité** : engagement et appui lors de la COP CBD à Bonn. Promotion auprès du grand public allemand de la richesse du parc national de Bayanga (article dans « Der Spiegel » après la mission d'un de ses journalistes en mars 2008), et encouragement au dialogue sur la gestion et le financement appropriés des aires protégées (groupe de travail et réunion plénière, novembre 2009). Suivi/publication des rapports de réunions du GT BAC.

➔ *c'est l'année de la biodiversité et la facilitation a travaillé à promouvoir l'importance de cette thématique auprès des Etats et des partenaires, ce qui est facile avec les ONG de conservation, mais parfois plus compliqué avec les acteurs étatiques ou privés.*

- s. **Lutte contre la désertification et la dégradation des sols**: accompagnement des réflexions sur la gestion durable des terres et sur la mise en œuvre des PAN/LCD et du PASR/LCD de la COMIFAC.

➔ *le sujet est complètement d'actualité et concerne en particulier tous les pays ou portions de pays qui constituent le pourtour du Bassin du Congo et de la forêt dense. Cependant, les enjeux sont d'un tout autre ordre que ceux de la forêt dense et humide et il s'avère nettement plus difficile de mobiliser partenaires et financements pour investir sur cette thématique, bien moins porteuse au plan médiatique et international. Ce sera le sujet de réflexion du CCR de fin septembre 2010 à Kinshasa.*

#### 425 - Mécanisme financiers innovants pour le financement des actions du plan de convergence

La facilitation a cherché à orienter l'allocation de nouveaux fonds et à sensibiliser les nouveaux bailleurs sur le rôle de la COMIFAC, avec notamment :

- t. Participation à toutes les séances du **Conseil de Direction du FFBC** et à son lancement officiel à Londres (en juin 2009). Concertations avec la Norvège, nouvel acteur dans la région Afrique centrale.
- u. Sensibilisations auprès de UN REDD, GEF/FEM, BAD, Banque Mondiale avec poursuite des dialogues.

➔ *sur la question de la mobilisation des financements, il est symptomatique de constater que certains Etats d'AC ne considèrent pas les nouveaux mécanismes de financement comme des produits du PFBC, et encore moins de la facilitation, alors que celle-ci n'a cessé d'accompagner la mise en place de ces outils. On est donc de nouveau dans la confusion avec le sens qu'on donne ça et là au vocable PFBC et à ce qu'il sous-tend comme processus. Dans la mesure où les différents mécanismes émanent d'organisations membres du PFBC, il est pourtant correct de considérer qu'il s'agit de résultats du PFBC, même si ce n'est pas nécessairement un résultat de la facilitation elle-même. La facilitation canadienne aura à clarifier à chaque fois que nécessaire ce qu'est le PFBC, son rôle en tant que réseau et le rôle de ses membres et enfin le rôle de la facilitation elle-même. Il conviendra notamment de contribuer à la réflexion sur le financement du plan de convergence pour que les différents mécanismes travaillent sur une base commune.*

## 43 – Les précédentes facilitations

### 431 - Facilitation Américaine

Si la facilitation Américaine a eu le mérite de poser les bases de la facilitation, elle n'a pas pu par contre se déployer correctement suite à une divergence totale de vue avec les pays/COMIFAC, mais aussi avec certains partenaires sur les dispositifs et modes opératoires du PFBC et de sa facilitation. Concrètement, ce sont les actions du programme CARPE à travers les ONG financées pour l'essentiel dans le secteur de la conservation, qui ont été le plus visibles durant cette période, mais aussi par après. L'approche paysage, introduite par CARPE, est aujourd'hui adoptée par l'ensemble des partenaires et par la COMIFAC pour la conception de programme d'intervention dans le cadre du plan de convergence. Notons également la contribution de CARPE au projet conjoint d'Etat des Forêts avec la France et l'UE, publié en 2006, et qui a constitué la première véritable réalisation commune à mettre complètement au crédit du PFBC.

### 432 - Facilitation Française

**Acquis :** l'expérience de la coopération Française, jointe à la forte densité de ses réseaux d'expertise en matière de forêts a largement contribué à donner plus de visibilité à la dynamique du PFBC en général et à la facilitation en particulier. Les partenaires ont d'avantage appréhendé les rôles et missions de la facilitation. La facilitation Française a mis l'emphasis sur : les aspects politiques, la structuration de la facilitation, le rayonnement de la COMIFAC, l'alimentation des missions techniques de la COMIFAC face aux enjeux internationaux.

Les principales valeurs ajoutées spécifiques de cette facilitation sont notamment « l'état des lieux des forêts d'Afrique Centrale » (réalisé en partenariat direct avec l'UE et l'USAID/CARPE), la création du site internet du PFBC et l'appui à la publication du « COMIFAC News ».

La France s'est affichée sans équivoque comme chef de file de la formation avec l'appui à l'émergence et à la structuration du RIFFEAC.

**Observations :** La densité de la feuille de route de la facilitation française n'a pas permis d'achever de nombreuses activités prescrites et initialement envisagées.

## 43 – La facilitation allemande

Au-delà de ce qui a déjà été souligné dans les commentaires du rapport succinct de la facilitation au chapitre précédent ou dans les acquis et problèmes du PFBC en général, on retiendra globalement :

**Acquis :** la facilitation Allemande s'est inscrite dans une logique de continuité avec celle de la France, en apportant toutefois de nouvelles méthodes dans une approche technique professionnelle rigoureuse et une vision politique plus large. Elle a été particulièrement dense et diversifiée avec des préférences naturelles axées sur le Cameroun, le Tchad, la RCA et la RDC où la GTZ était présente.

Les interventions de la facilitation sont particulièrement visibles dans les aspects ci-après :

- rayonnement de la COMIFAC au plan international ;
- information et communication ;
- recherche de consensus sur les positions communes face aux enjeux internationaux ;
- structuration et programmation opérationnelle ;
- participation à l'évaluation du plan de convergence ;
- programmation intégrée des appuis des partenaires à la COMIFAC ;
- tentative de regroupement des partenaires par axes du plan de convergence ;
- mobilisation de nouveaux partenaires, notamment avec la BAD et l'approche de la chine ;
- animation des structures du PFBC ;

- constitution et animation des groupes thématiques régionaux ;
- missions à caractère diplomatique pour la ratification des différents instruments internationaux, notamment le traité de la COMIFAC, etc. ;
- implication de la société civile en coopération avec le Bureau d'appui à la COMIFAC, en particulier avec la réforme de la CEFDHAC.

De manière générale, les membres ont apprécié la méthode allemande et ses résultats (*voir en annexe le résultat de l'enquête auprès des membres*).

Le facilitateur et le facilitateur délégué ont su imposer le respect pour être acceptés par tous comme une autorité morale ayant toute légitimité pour s'exprimer, notamment sur les questions politiques.

**Observations :** Forte densité de la feuille de route qui a pour conséquence de donner en bout de course un certain sentiment d'inachevé, faute de temps pour permettre de tout faire. Les organes de concertation et de coordination du PFBC sont demeurés de simples Forums sans réel mode opératoire. Insuffisances sur la compréhension des enjeux internationaux par les Etats. Une certaine rigidité du mode opératoire de la coopération allemande engendrant des difficultés de compréhension et de collaboration avec certains Etats membres de la COMIFAC qui dénoncent la facilitation et ses méthodes. Enfin, le mode de fonctionnement choisi par l'Allemagne avec une facilitation intégrée dans un programme GTZ basé en Allemagne, lui-même différent des autres programmes de la GTZ ou de la KfW intervenant dans le secteur forestier en Afrique centrale, a donné parfois l'impression d'une approche « projet » de la facilitation elle-même. Ce mode de fonctionnement, essentiellement lié à des contraintes administratives, a contribué à donner un sentiment de confusion entre ce que fait la facilitation et ce que font les autres programmes allemands, avec même la revendication parfois des prérogatives de chaque responsable de programme par rapport aux réalisations, chacun tenant à bien mettre en évidence ce qui relève de sa responsabilité directe. Or, c'est l'Allemagne qui est membre du PFBC et qui assure la facilitation, la GTZ et la KfW étant des institutions lui appartenant, elles ne sont que des outils devant y contribuer à hauteur de leurs moyens.

#### **Autres commentaires généraux sur les facilitations :**

Le rôle d'une facilitation dans le cadre de la mise en œuvre du plan de Convergence devrait consister à rechercher les voies et moyens pour apporter plus de cohérence et de fluidité dans le déploiement des actions du plan de convergence.

Aussi, l'harmonisation des appuis et des stratégies et le développement des programmes forestiers nationaux devraient s'inscrire dans les domaines régalien/permanents du PFBC et de sa facilitation.

Compte tenu de ce qui précède, la principale leçon à tirer serait de mieux cerner ce qu'on pourrait convenir d'appeler « domaines d'activité régalien/permanents d'intervention » de la facilitation. On pourrait d'ores et déjà suggérer les domaines ci-après :

- appui institutionnel et renforcement des capacités ;
- recherche de synergies inter partenaires,
- suivi-évaluation et information,
- harmonisation des stratégies et développement des programmes forestiers nationaux,
- appui des accords, conventions et enjeux internationaux.

De même, il serait judicieux que les programmes d'action de la facilitation soient suffisamment élaborés. La facilitation devrait avoir l'obligation d'élaborer un rapport bilan à mettre à la disposition des différents membres bien avant l'exercice d'évaluation.

L'appui institutionnel et le renforcement des capacités ne saurait se limiter à la seule action de la facilitation, mais résulter de l'apport de l'ensemble des partenaires membres du PFBC au travers de leurs multiples instruments d'intervention.

Aussi, serait-il opportun d'envisager la mise en place d'une forme de " Programme global d'appui institutionnel et de renforcement de capacités " résultant d'une planification commune et d'une

certaine mutualisation des moyens. Un tel dispositif pourrait permettre de concevoir dans un cadre unique pour besoin de cohérence, l'ensemble des appuis institutionnels à la COMIFAC incluant ses structures de relais, la présidence de la COMIFAC, les organismes partenaires. Il s'agit de mieux articuler les appuis institutionnels au profit de la COMIFAC sans pour autant vouloir tout mettre dans une seule boîte. L'important serait de travailler sur la cohérence de l'ensemble des actions afin d'éviter les doublons et les pertes d'énergie.

L'appui institutionnel à la COMIFAC ne saurait quant à lui se limiter au seul apport de certains partenaires. La plate forme technique actuelle doit être élargie aux différents acteurs venant en appui à la COMIFAC et au plan de convergence.

Dans le cadre de cet appui institutionnel, le volet renforcement de la Coordination nationale de la COMIFAC au niveau de chaque pays membre, devrait revêtir un caractère particulier, car l'avenir de la COMIFAC elle-même en dépend. Le flux de travail destiné à une coordination nationale est équivalent à celui d'une Direction de l'Administration Centrale. Aussi le montage institutionnel de la Coordination/COMIFAC/National doit être repensé. La facilitation devra encourager la constitution de plateformes d'appui au niveau national sous forme de comités ad hoc permettant des concertations régulières et faire en sorte que les coordonnateurs nationaux de la COMIFAC soient de véritables conseillers ayant un accès facile à leur ministre. La facilitation elle-même doit faire en sorte d'avoir un accès privilégié auprès des ministres de la COMIFAC.

## 5 PISTES POUR LA FACILITATION CANADIENNE

L'évaluation du PFBC et de la facilitation allemande ont servi à dégager des éléments susceptibles d'être intégrés à la feuille de route de la facilitation canadienne qui s'apprête à prendre le relais pour les deux prochaines années.

Sont d'abord brièvement rappelées et analysées les problématiques propres au PFBC et à sa facilitation dans le contexte actuel, synthèse en quelque sorte des chapitres précédents du document d'évaluation. Puis, sont présentées quelques pistes qui pourraient éventuellement faire parti de la feuille de route de la facilitation canadienne sans pour autant que soit ignorée la poursuite des appuis à apporter à d'autres activités qui s'inscrivent dans la continuité de celles entreprises par les facilitations passées. Les pistes potentielles ont été retenues sur la base des préoccupations décelées lors des entrevues et enquêtes menées et des priorités de la partie canadienne.

### 51 - PFBC

Il ne fait pas de doute que les partenaires techniques et financiers du secteur forestier sont parvenus à se concerter, se coordonner et à établir des synergies qui leur ont permis d'accroître l'efficacité de leurs activités dans le processus de gestion durable des forêts du Bassin du Congo. Le développement et la recherche systématique des synergies entre les acteurs du secteur forestier demeurent pour les partenaires une priorité.

Cependant, on observe encore des comportements ou des attitudes qui hypothèquent les activités menées par le PFBC. On note que :

- le déploiement des activités des membres du PFBC dans les différents pays de l'espace COMIFAC se fait encore trop souvent dans la logique du bilatéralisme si bien que les pays ne perçoivent pas bien les différences apportées par le PFBC. Au niveau local, il est sans doute souvent difficile de savoir si l'intervention d'un partenaire découle d'une concertation avec les autres partenaires. Pourtant, depuis la signature de la Déclaration de Paris sur l'alignement, les partenaires d'un État bénéficiaire doivent s'aligner sur sa planification nationale. La compréhension et la mise en œuvre des dispositions de Paris, complétées par les résolutions de la déclaration d'Accra, ne sont en réalité pas bien maîtrisées au niveau de leur mise en œuvre dans les pays bénéficiaires, ni par les représentants de l'administration, ni parfois par les représentants de certains partenaires.
- ce manque de visibilité du PFBC contribue à ce que l'intérêt d'évoluer vers une approche régionale des états membres, né de la déclaration de Yaoundé, s'est progressivement effrité au point où ces derniers se limitent à leurs préoccupations nationales, sans les insérer ou les rattacher à une problématique sous-régionale;
- le PFBC est en partie responsable de ce manque de visibilité au plan sous-régional mais surtout au niveau des états membres, puisqu'il n'a pas encore réussi à présenter un bilan global convaincant pour les États, rendant compte de ses réalisations;
- les mécanismes internes au PFBC demeurent peu connus pour permettre à différents bénéficiaires de savoir comment sont déterminées les priorités, comment s'opère le suivi-évaluation des activités des membres du PFBC, quels sont les lendemains des nombreuses recommandations accompagnant la multitude d'ateliers, forums qui se tiennent chaque année;
- comme les partenaires techniques et financiers du secteur forestier contribuent à la mobilisation des financements en provenance des pays du nord et destinés aux pays du sud, des pays de l'espace COMIFAC comprennent mal qu'on continue à exiger d'eux qu'ils défraient les coûts de fonctionnement de la COMIFAC, ignorant alors la philosophie derrière du PFBC reposant sur une mise en commun des efforts. Cette perception est aussi la conséquence de la faible visibilité des activités du PFBC au niveau régional et les impacts des

projets d'appui des membres du PFBC sur l'amélioration des capacités des administrations forestières nationales et du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC.

L'évaluation du partenariat montre qu'une certaine confusion persiste sur les rôles et les responsabilités particulières dévolues au PFBC, à sa facilitation, à la COMIFAC, au Bureau d'appui de la COMIFAC. Cette confusion croît depuis le niveau sous-régional jusqu'à celui des états membres de la COMIFAC. Les résultats de l'enquête vont dans le même sens, les répondants souhaitant que les rôles du PFBC et de la COMIFAC soient clarifiés alors même que les mandats respectifs couchés dans les textes fondateurs sont clairs. Il y a donc un besoin d'explication pour une meilleure compréhension, en particulier pour les personnes découvrant ces processus de manière récente.

Dans ce contexte, la facilitation canadienne pourrait suggérer que le PFBC s'engage dans une réflexion avec les différentes parties prenantes pour revoir et, au besoin, reformer, redresser ou redynamiser certains éléments du processus du PFBC et de sa facilitation. Cet examen concerne également les liens que ces institutions sous régionales entretiennent ou devraient entretenir avec les états membres.

L'objectif de la démarche consisterait à dégager **une vision long terme** dont le plus grand mérite consisterait à éviter un mode de fonctionnement à la pièce et un pilotage à vue. Elle permet à chaque acteur de se positionner de même que ses activités par rapport à l'ensemble du processus.

Dans ce contexte, le facilitateur canadien suscite la réflexion, l'anime et coordonne les activités requises et ce, aux différents paliers impliqués.

À cette occasion, le PFBC devra réfléchir sur le constat de **désintéressement d'une fraction relativement importante de ses membres**. Ce désintéressement d'une partie des membres à l'égard de l'institution se traduit par une faible assiduité aux réunions plénières et le peu d'intérêt entourant les phases de suivi et d'évaluation des activités menées par les partenaires. Lors de l'évaluation de la facilitation allemande, on a eu à noter la faible implication des partenaires puisque sur les 52 membres du PFBC, seuls 31 ont complété le questionnaire ou accepté une interview. Pour y pallier, divers éléments de solution pourraient être analysés : formaliser peut être un peu plus la démarche d'adhésion, aborder la question de l'examen d'une candidature, clarifier pour tout le monde les modalités entourant l'admission de nouveaux membres, s'accorder sur la présence aux réunions. Autant de critères d'éligibilité et de conduite qui devront être rapidement définis. Concernant le CCR, il a été institué dans le cadre de coopération adopté en février 2005 à Brazzaville par les membres du PFBC et devait regrouper outre le facilitateur, six représentants dont un des bailleurs de fonds, un de la présidence de la COMIFAC, un des ONG internationales, un des ONG de la sous-région, un du secteur privé et un des Organisations internationales. Ce dispositif a fonctionné tel quel au cours de la facilitation française. Mais la facilitation allemande a ouvert le CCR à tous les membres du PFBC, ce qui a engendré un accroissement du nombre d'institutions y prenant part et évidemment du nombre de participants. Néanmoins, il se pose deux problèmes : l'assiduité des membres aux différents CCR et le suivi par chaque membre, de la mise en œuvre des résolutions l'engageant.

L'harmonisation des approches des partenaires demeure partielle par suite d'une **mauvaise circulation de l'information parmi les membres** si bien que la détermination des priorités ne procède pas d'une démarche volontaire et bien articulée. La circulation de l'information paraît souvent se limiter aux seuls représentants des organisations siégeant dans les instances du PFBC, privant en partie les autres membres d'une information susceptible d'entretenir l'intérêt. Ceci étant, le problème vient peut être également de la non-attribution des responsabilités au sein des organisations partenaires. L'enquête démontre que la majorité des gens ayant répondu au questionnaire n'a pas participé au Conseil Consultatif Régional (CCR). Cette situation démontre l'instabilité des gens dans les postes provoquant du même coup une perte de la mémoire institutionnelle.

Après trois facilitations, les objectifs du PFBC n'ont pas changé mais la prise en compte progressive de sa mission témoigne plus clairement de l'ampleur que pose la diversité des thématiques

impliquées dans la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers si bien qu'aujourd'hui on éprouve le besoin d'introduire de nouvelles approches et de faire appel à de nouveaux outils, tels que la définition de modalités de fonctionnement, de la constitution de plateformes technique d'appui, etc.

L'ampleur de la tâche jette un éclairage plus singulier sur les ressources humaines et financières requises pour assurer la démarche. Aussi, appelle-t-il à une révision des façons de faire et des attitudes adoptées jusqu'à maintenant.

En résumé, les pistes relatives à la gouvernance du PFBC concernent :

- ✓ le recrutement de nouveaux partenaires, et notamment de partenaires politiquement et économiquement forts et autonomes, aptes par exemple à prendre en main et à financer une facilitation dans le futur;
- ✓ l'implication des partenaires dans les activités de concertation, d'information, de financement, d'exécution, etc. ;
- ✓ l'information des partenaires tant au plan vertical que transversal;
- ✓ le suivi-évaluation des activités des partenaires au niveau sous-régional et dans les pays de la COMIFAC.

## 52 - LA FACILITATION

La facilitation est une structure légère de coordination. Deux éléments caractérisent la mission de la facilitation : l'animation (animation de la concertation, communication interne) et la promotion du PFBC (communication externe, mobilisation de nouveaux membres, recherche de nouveaux financements).

L'élaboration de la feuille de route canadienne capitalise sur les expériences vécues par les facilitations précédentes. Elles ont beaucoup œuvré dans les domaines de la communication/information, du renforcement des capacités, du positionnement de la COMIFAC au plan international; autant de domaines qui participent à l'établissement d'un dialogue à travers les pays membres et à la recherche de consensus face aux enjeux internationaux.

La diversité des interventions rend compte du large spectre des domaines d'action de la facilitation et du PFBC. Ce large déploiement de la facilitation et du PFBC ne serait pas étranger au peu de visibilité sur les résultats et à la confusion qui persiste autour des rôles et responsabilités brièvement décrite dans la première partie. Pour contrer cette dispersion, il apparaît primordial de se recentrer autour des engagements du départ.

**La COMIFAC doit être au centre de l'action du PFBC** et bénéficier d'un programme d'appui impliquant tous les partenaires et incluant les pays membres. Ainsi perçue, la COMIFAC devrait être l'organe le plus visible et non le PFBC et sa facilitation qui, contrairement à la COMIFAC, sont des dispositifs informels sans base juridique.

La facilitation doit mettre à contribution les réseaux et expertises des différents partenaires, des pays membres de l'espace COMIFAC, y compris les programmes de coopération du facilitateur. Elle doit avoir une vision globale de toutes les initiatives et actions des partenaires pour se constituer en véritable organe d'expression des différentes tendances du PFBC. Compte tenu du poids financier à dégager au titre de la facilitation, il devient de plus en plus évident qu'il faille envisager pour le futur un mécanisme de facilitation de groupe qui admette une délégation de certains dossiers par le facilitateur à d'autres partenaires plus pertinents sur certaines thématiques spécifiques.

Les domaines spécifiques à la facilitation sont :

- communication/information : modulée au regard des partenaires cibles;
- financement : prescription élargie à l'ensemble des partenaires;
- harmonisation des politiques;
- suivi-évaluation;
- mobilisation pour une réflexion face aux enjeux internationaux;



- renforcement des capacités.

**Équipe de la facilitation :** Il est maintenant acquis que l'animation de la facilitation relève d'une équipe composée d'un facilitateur et d'un facilitateur délégué sous-régional africain.

Le premier coordonne l'ensemble des activités du PFBC, poursuit le recrutement de nouveaux partenaires, représente le PFBC à l'extérieur, dénoue les impasses et anime les dossiers majeurs. Si cette partie de la feuille de route du facilitateur est relativement claire, reste une autre partie moins formelle et, de ce fait, plus difficile à cerner, s'apparentant plutôt à une démarche teintée d'opportunisme associée au suivi d'événements pouvant avoir une incidence sur l'évolution des problématiques internationales ou sur le recrutement de nouveaux partenaires. Une telle mobilité exige des moyens financiers relativement importants, un contexte administratif souple et une grande disponibilité. Dans un contexte plus restrictif, le facilitateur devra moduler ses actions en fonction des moyens mis à sa disposition et, au besoin, faire appel à certains partenaires afin qu'ils acceptent de prendre la responsabilité de certains dossiers avec lesquels ils sont particulièrement familiers. La poursuite du dossier relatif à l'adhésion de la Chine dans les rangs du PFBC illustre cette situation et l'Allemagne pourrait continuer à s'en charger. Enfin, les enquêtes démontrent que la feuille de route canadienne a avantage à ne pas être trop ambitieuse, être assez précise et permettre des résultats tangibles dans les 2 ans qui suivent son entrée en fonction.

Quant au facilitateur délégué africain, il est associé au quotidien du PFBC. Il accompagne l'action au jour le jour. Technicien, il est le pourvoyeur des argumentaires techniques nécessaires à la facilitation. Il doit être au centre du dispositif de décryptage des activités du PFBC en ce qui concerne les besoins d'information, de coordination et d'identification des aspects autour desquels se développent les synergies ou s'engagent les réflexions au regard des enjeux internationaux. Il doit être au centre du dispositif de suivi-évaluation de la COMIFAC.

Il est en mesure de suivre les problématiques, de détecter les impasses qui ralentissent et les conflits qui minent l'efficacité du groupe. Le dénouement de certaines situations lui appartient tandis qu'il devra s'en remettre au facilitateur pour les situations plus délicates. Pour être efficace, le facilitateur délégué doit également disposer de moyens, certes modestes, mais suffisants pour lui permettre de solutionner des problèmes associés au quotidien.

La facilitation canadienne, bien qu'elle adopte un mode d'organisation identique à celui emprunté par la facilitation allemande, doit être consciente que ce modèle n'est cependant pas approuvé par tous et que le rôle de chacun des deux facilitateurs aura avantage à être clairement défini.

## 53 - ÉLÉMENTS D'UNE FEUILLE DE ROUTE DE LA FACILITATION CANADIENNE

Suit un certain nombre d'actions pouvant s'inscrire à la feuille de route de la facilitation canadienne. Elles concernent l'accompagnement ou l'appui à donner à la poursuite ou à la mise en route d'initiatives susceptibles de conduire à une plus grande efficacité dans la conduite des activités menant à la mise en œuvre du plan de convergence de la COMIFAC. Certaines de ces initiatives accompagnent la programmation de la coopération canadienne.

Parmi les éléments pouvant être associés à la feuille de route de la facilitation, plusieurs relèvent de la continuité à maintenir avec les acquis des facilitations précédentes : la gouvernance, l'adhésion de nouveaux membres, la promotion entourant la mise en place du mécanisme autonome de financement, le soutien à poursuivre auprès du SE-COMIFAC, le renforcement des coordinations nationales, la promotion de groupes de travail thématiques.

D'autres découlent ou ont été inspirés par les informations recueillies lors des entrevues et enquêtes. Certaines d'entre elles réfèrent au plan structurel de la COMIFAC ou du PFBC. Il s'agit de :

- élaboration d'un code de conduite du PFBC;

- instauration de réunions de haut niveau dans le cadre de la coordination du PFBC ;
- établir un mode opératoire du CCR/PFBC et sa séance plénière;
- réalisation d'un audit technique et financier de la COMIFAC;
- vulgarisation des outils d'harmonisation des politiques développées par la COMIFAC/PFBC.

d'autres réfèrent plutôt à des axes et domaines d'interventions :

- contribution à l'organisation au plan technique du 3<sup>ème</sup> sommet des chefs d'État;
- réception des images satellitaires;
- domiciliation de l'OFAC;
- appui à la COMIFAC dans les domaines de l'harmonisation des politiques, de la connaissance des ressources, du zonage de l'espace forestier;
- relecture et actualisation du plan de convergence dans l'optique d'avancer vers des directives/objectifs/indicateurs chiffrés;
- appui à la clarification, voire la simplification des procédures d'accès aux mécanismes de financement qui se sont multipliés en Afrique centrale avec le concours des membres du PFBC ;
- clarification des relations de travail et de financement entre la CEEAC et la COMIFAC.

Celles qui ont été retenues et succinctement décrites ci-dessous faisaient partie de ce lot. Elles ont été sélectionnées sur la base des priorités décelées lors de l'analyse des résultats découlant des entrevues et enquêtes. S'y ajoutent des propositions qui reflètent les priorités du pays assumant la présente facilitation.

Des groupes de réflexion pourront être proposés aux partenaires pour approfondir des sujets précis sur lesquels il est nécessaire d'avoir une concertation multi-acteurs pour pouvoir dégager des options et éventuellement des recommandations communes. On pense par exemple à réfléchir sur l'état de la gestion forestière en Afrique centrale 10 ans après la Déclaration de Yaoundé et concrètement ce qu'on devra proposer pour le prochain Sommet des Chefs d'État, mais aussi réfléchir très concrètement sur l'apport économique et social de la forêt et son intérêt direct pour le développement des nations, etc.

La question de l'amélioration et de la coordination du plateau technique d'appui à la COMIFAC doit également faire l'objet d'une réflexion spécifique car cette question très concrète est désormais à l'ordre du jour compte tenu de l'augmentation des instruments d'appui.

### **531 - Appui au SE-COMIFAC et à ses institutions partenaires**

La COMIFAC est désormais reconnue comme l'organe central de la dynamique de la déclaration de Yaoundé et le secrétariat exécutif en constitue l'organe d'exécution. Cependant, sa faible capacité technique et financière l'empêche de jouer le rôle d'organisme chargé de la conception/formulation et du suivi-évaluation des projets, limitant d'autant son rôle de coordonnateur.

Dans ce contexte, le taux de réalisation du plan de convergence reste faible et s'explique par la mobilisation également faible des ressources affectées à cette fin. Pour les mêmes raisons, le développement des programmes nationaux prenant en compte les directives du plan de convergence garantissant ainsi l'harmonisation des politiques et programmes forestiers tarde à démarrer. Aussi cette question de l'intégration des directives du plan de convergence dans les programmes nationaux demeure-t-elle entière. À cet effet, la majorité des répondants de l'enquête considère que l'appui à la mise en œuvre des activités du plan de convergence demeure un axe prioritaire pour la facilitation.

Pourtant, la COMIFAC dispose de groupes de travail, de points focaux thématiques et de coordonnateurs nationaux dont l'objectif est de contribuer à l'implantation des politiques de la COMIFAC à travers les pays membres. En dépit des appuis jusqu'ici apportés, on observe de profondes lacunes tant au niveau de la compréhension de leur rôle, de leur statut au sein du

ministère d'accueil, qu'au niveau des moyens mis à leur disposition, si bien que dans la plupart des cas, ces structures devront être redynamisées pour être plus efficaces et jouer le rôle attendu d'elles. Cette situation ne contribue pas à un arrimage réussi des activités prévues au plan de convergence avec celles des programmes et stratégies de développement forestier au plan national.

Dans ce contexte, il est urgent d'amorcer une réflexion pour déterminer le meilleur moyen de doter le COMIFAC de l'expertise technique essentielle à l'exercice de ses fonctions.

Le programme régional de l'ACDI pour le Bassin du Congo constitue une démarche en ce sens qui viendra compléter les initiatives en cours d'exécution. Il consistera en la fourniture d'expertise technique, de formation, de moyens logistiques et d'équipement au SE-COMIFAC dont la mise en œuvre serait confiée à une agence canadienne d'accompagnement. On prévoit également un appui au SE-COMIFAC dans la confection et l'application d'un manuel de gestion répondant aux standards internationaux. À terme, cet appui devrait permettre d'approcher un modèle ajusté aux besoins du SE-COMIFAC débouchant sur la définition d'une vision à long terme, assortie d'un plan stratégique.

Cette problématique constitue pour la facilitation canadienne une occasion exceptionnelle d'initier, de faciliter et d'accompagner la prise en compte de cette situation, de provoquer la réflexion des différents partenaires pour en arriver à identifier des éléments de solution et prévoir la mise en place des moyens pour y parvenir.

Il y aurait lieu de constituer un groupe de travail planchant sur cette thématique avec comme chef de file le Canada. Ce groupe de travail serait chargé de l'animation des différents réseaux dans le cadre d'une véritable plate-forme régionale de dialogue et de concertation.

Comme le démontre le résultat des enquêtes, le renforcement des institutions de la COMIFAC et des partenaires de la COMIFAC demeure la priorité des priorités pour plus des 2/3 des répondants.

### **532 - Appui au PFBC**

Afin d'accompagner le développement du PFBC et de mieux conformer ses modes de fonctionnement à ses objectifs, certains ajustements ou correctifs paraissent opportuns; la réalité voulant qu'un PFBC fort et performant est gage d'une plus grande efficacité et d'une synergie réussie; éléments essentiels à la mise en place de conditions favorables à la gestion durable des écosystèmes forestiers de l'Afrique centrale.

Fort du vécu des facilitations antérieures et des leçons apprises, la facilitation canadienne serait donc invitée à proposer aux partenaires du PFBC de réfléchir sur le fonctionnement, les principes et les résultats atteints et de communiquer sur le contenu du cadre de coopération.

Cet examen portera entre autres choses sur a) la procédure d'adhésion des nouveaux membres, b) leur implication dans les affaires courantes du partenariat, c) une plus grande assiduité aux activités du PFBC et d), au besoin, sur la révision et/ou la redynamisation de certaines façons de faire dont il a été question dans la première partie du document.

Par ailleurs, cet appui pourrait également prendre en compte le suivi-évaluation des activités des membres du PFBC de manière à mieux rendre compte des activités menées, de l'efficacité de la synergie établie entre les membres et des investissements consentis. Il permet à chacun des partenaires de mesurer l'impact de ses activités dans la réalisation du plan de convergence tout en renseignant sur la complexité de certains thèmes et la nécessité de revoir les approches pour mieux les ajuster à l'objectif recherché.

Positif, ce bilan constitue une occasion de rallier les membres, de renforcer le sentiment d'appartenance au PFBC et, pour le facilitateur, fournit une carte de visite appuyant ses démarches de recrutement. Aussi, ces bilans doivent-ils faire l'objet d'une large diffusion, notamment par le biais des produits phares de communication du PFBC (site Web, EdF, mailing, bulletin).

Un système de tableau de suivi des actions pourrait être instauré afin d'alimenter conjointement le système de suivi-évaluation du plan de convergence de la COMIFAC et la facilitation du PFBC. Ce système doit intégrer les actions dans la pays membres de la COMIFAC.

Lors des enquêtes menées, les ¾ des répondants confirment l'importance d'un suivi des différentes activités du PFBC et celle d'en faire le point lors de chaque Comité Consultatif Régional (CCR) bien que moins de la moitié des répondants se montrent peu satisfaits du CCR en cette matière.

### **533 - Appui à la création de comités consultatifs nationaux**

Les enquêtes ont montré que la formule du comité consultatif régional (CCR) pour assurer une meilleure coordination des initiatives entre les membres doit être repensée; le CCR s'identifiant de plus en plus à un simple forum, ce qui était voulu, mais semble désormais insuffisant.

Il paraît notamment pertinent d'examiner l'instauration de comités consultatifs nationaux (CCN) appelés à devenir des plates-formes de réflexion facilitant la conception et l'exécution des projets locaux arrimés à la stratégie de la COMIFAC.

Ces derniers sont alimentés par l'information provenant des différents réseaux d'information disponibles au sein du PFBC et de la COMIFAC. Les CCN s'apparenteraient alors à des relais chargés au niveau du pays membres de faire circuler l'information, de provoquer des réflexions, et d'assurer un suivi fonctionnel des activités et de leurs impacts (à l'image du CCPM au Cameroun) et, d'autre part, de faire remonter au niveau sous régional les spécificités nationales et les problématiques qui y sont associées, de même que le suivi-évaluation des activités menées. L'OFAC pourrait être impliqué dans ce travail.

L'établissement et le maintien de ces liens avec les différents paliers nécessitent la mise en place d'une véritable stratégie de communication identifiant les publics cibles et le type d'information à privilégier. Plusieurs outils de communication ont été développés sous les deux dernières facilitations. Afin de garantir cette continuité, la mise à jour de l'État des forêts du Bassin du Congo s'impose tout comme l'appui et le suivi apportés à l'Observatoire des forêts (projet FORAF) devenu OFAC. Il s'agit là d'outils permettant de mieux appréhender les problématiques entourant la gestion durable et de rendre compte des impacts associés aux activités du PFBC. Cette préoccupation a été soulevée lors d'évaluations passées. Il conviendrait maintenant d'établir un nouvel état des lieux et de déterminer les actions à prendre pour consolider cette initiative. C'est dans cette mouvance que pourrait s'inscrire la facilitation canadienne. Cette initiative devrait se consolider en tenant compte de l'existence du réseau des coordonnateurs nationaux et des points focaux thématiques.

### **534 - Appui aux points focaux thématiques (climat, biodiversité, désertification)**

Tout comme les coordonnateurs nationaux, les points focaux thématiques identifient les relais entre la COMIFAC et chacun des pays de son espace sur les questions touchant les grands dossiers internationaux.

L'objectif principal est de première importance puisque c'est à travers eux que se développeront et se concrétiseront les positions communes et consensuelles sous-régionales sur les enjeux d'ordre mondial. Pareil front commun est essentiel et vise à la reconnaissance de la position singulière à l'Afrique centrale en matière des retombées associées à la gestion durable des massifs forestiers tropicaux et à celle des privilèges et droits qui y sont rattachés dans un contexte d'équité.

Cet appui passe par un renforcement des capacités, la formation et le perfectionnement des points focaux, le transfert technologique aux pays en développement et le partage des expériences. Dans ce contexte, le facilitateur suscite et entretient l'intérêt tout en s'impliquant dans les cercles internationaux où se prennent les décisions.

### **535 - Appui aux coordonnateurs nationaux de la COMIFAC**

Sous la facilitation française, le statut, les rôles et fonctions des coordonnateurs nationaux ont été revus, les besoins de formation inventoriés et les équipements requis recensés.

Jusqu'à maintenant, cet appui au renforcement des coordonnateurs nationaux ne s'est pas concrétisé ou n'a pas apporté les résultats escomptés, si bien que subsistent encore aujourd'hui d'importantes différences d'un pays à l'autre de l'espace COMIFAC au point qu'une remise à niveau s'impose, nécessitant le maintien ou le recentrage de l'appui jusqu'ici apporté.

Cet appui s'orienterait vers la formalisation des conditions de travail entre les coordonnateurs. Jusqu'à maintenant, les liens restent souvent informels et reposent essentiellement sur l'existence de bonnes relations humaines. Cette situation se complique avec l'arrivée des points focaux thématiques (climat, forêt, biodiversité, etc.) rattachés au même ministère que les coordonnateurs nationaux ou appartenant à d'autres institutions. Dans un tel contexte, il y a lieu de clarifier les rôles et les fonctions de chacun. Cette intervention est d'autant plus importante que les coordonnateurs sont appelés à jouer un rôle de plus en plus stratégique dans les pays.

La COMIFAC doit marquer plus fortement sa présence par le renforcement des coordonnateurs nationaux. Pour ce, ils doivent disposer de matériel et de moyens de communication pour assurer la formation des acteurs locaux afin qu'ils s'approprient le concept du plan de convergence et les directives d'harmonisation proposées par la COMIFAC.

Le rôle des coordonnateurs est central pour assurer le relais et la mise en application dans les états membres des résolutions, des plans, des directives et des différents accords permettant ainsi de passer du niveau sous-régional au niveau national. Actuellement, les pays disposent de très peu d'informations sur le processus PFBC, sa facilitation et sur les activités de la COMIFAC. L'essentiel des informations circule entre les partenaires du Nord et leurs projets sur le terrain.

La coopération canadienne a déjà inscrit ce volet à son programme régional de gestion des forêts tropicales d'Afrique centrale et la facilitation veillera à ce que cet appui se mette en place car elle devra développer une relation directe avec les coordonnateurs et leurs ministres.

### **536 - Accompagnement des pays de l'espace COMIFAC lors des négociations internationales REDD**

L'accord de Copenhague prévoit un financement important et rapide de la part des pays industrialisés en faveur des pays en développement dans le cadre des négociations relatives à la prise en compte du rôle des forêts tropicales dans la lutte contre les changements climatiques. Il est essentiel que les pays d'Afrique centrale développent et proposent une approche concertée.

Cet accompagnement se poursuit par un appui à l'élaboration d'une feuille de route du groupe de travail climat, à la mise sur pied et au fonctionnement d'un comité scientifique sur le climat en Afrique centrale. Cet appui s'étendra à toutes les négociations internationales.

Un groupe de travail existe sur cette problématique. L'implication de la facilitation canadienne sur ce dossier consisterait principalement à accompagner le groupe de travail et, au besoin, lui faciliter le cheminement. Cette implication participe à l'effort pour tenter d'inverser la tendance favorisant plutôt les massifs forestiers tropicaux asiatiques et amazoniens au détriment de ceux de l'Afrique centrale.

### **537 - Groupe de réflexion financement**

Ce groupe de réflexion doit être maintenu autour de l'axe 9 du plan de convergence. Le coût d'opérationnalisation du plan de convergence est maintenant connu et décliné par axe et par activité. Les sommes qui transitent par le PFBC restent cependant difficiles à préciser compte tenu des particularités comptables propres à chaque pays et du retard accumulé par certains pays à publier cette information.

Il y a lieu de maintenir la prospection de nouvelles sources de fonds : financement des états membres, remises de dettes, crédits carbone, investissements privés.

La mobilisation des financements est toujours restée une des préoccupations premières des membres du PFBC et de ses facilitations. On peut citer par exemple deux nouvelles sources de financements qui sont désormais opérationnelles : le fonds du Bassin du Congo et le PACEBCO dont les mécanismes de mise à disposition restent complexes aux yeux des États. Quant au mécanisme autonome de financement de la COMIFAC, sa mise en application est toujours sous questionnement au niveau des États d'Afrique centrale, alors que les pays du nord sont toujours et resteront sans doute très réticents, pour ne pas dire réfractaire, à l'idée que le fonctionnement du SE-COMIFAC puisse provenir des projets qu'ils financent eux-mêmes. C'est une question d'autonomie et de souveraineté des nations membres de la COMIFAC.

La question relative à la mobilisation des financements reste donc prioritaire.

### **539 - Poursuivre la mise en place du mécanisme autonome de financement de la COMIFAC**

Bien que des réticences subsistent encore quant à l'application du mécanisme de financement autonome, les principes le sous-tendant ont été reconnus et validés par les ministres en charge de la COMIFAC et les Chefs d'État ont confiés aux ministres des finances le soin d'étudier la mise en place du système. Malgré les efforts déployés, le dossier stagne et seule l'intervention d'une instance supérieure peut sans doute prétendre au dénouement de l'impasse. Deux événements pourraient être mis à profit pour porter et encadrer cette demande, soit lors du passage de la présidence de la COMIFAC de la RCA à la RDC, fin octobre 2010 à Kinshasa, soit lors du sommet des chefs d'État à l'occasion du dixième anniversaire de la déclaration de Yaoundé et prévu pour mars 2011, également à Kinshasa.

La prise en charge de la COMIFAC par les pays membres apparaît comme un signal fort attendu par les partenaires, ce serait une preuve tangible de l'intérêt que les pays attachent à leur autonomie et à celle de la COMIFAC.

### **540 - Appui à la stratégie d'égalité entre femmes et hommes**

Elle concerne principalement l'égalité entre femmes et hommes dans l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de production, ainsi que dans les opportunités économiques.

Sur cette question, le résultat des enquêtes par questionnaire écrit est clair : les 2/3 des gens consultés s'y opposent et pour les 3/4, il s'agit de bailleurs. Ces résultats diffèrent des perspectives que laissaient entrevoir les consultations menées par la coopération canadienne portant spécifiquement sur cette question auprès de 25 répondants du PFBC.

Cependant, la base des deux enquêtes est différente. Le premier mené dans le cadre de l'évaluation de la facilitation allemande répond strictement à la question « Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur l'aspect genre (égalité entre les sexes) ? ». Les objectifs du second cherchent plutôt à établir a) l'état de la prise en compte de la dimension « genre » dans l'appui des partenaires du PFBC, b) l'évaluation des besoins et des capacités institutionnelles de la COMIFAC en la matière et c) l'analyse des points d'entrée dans la formulation de propositions pour la facilitation canadienne.

Ce dernier sondage montre que « à l'unanimité tous les acteurs et actrices rencontrés reconnaissent sans ambages l'importance et la nécessité d'institutionnaliser l'EFH à travers le fonctionnement du PFBC et de sa facilitation, ainsi qu'à travers le fonctionnement de la COMIFAC et la prise en compte de l'EFH dans l'opérationnalisation du plan de convergence ».



Trois préalables sont identifiés : a) que l'EFH soit intégrée à la feuille de route de la facilitation canadienne, b) que l'appui du PFBC soit effective et c) que les capacités opérationnelles en matière de l'EFH soient renforcées.

L'étude avance plusieurs suggestions pour faire cheminer le dossier en haut lieu (CEEAC, les chefs d'États). Cet appui nécessiterait la compétence du facilitateur canadien.

L'objectif ultime de la démarche vise à faire de cette stratégie un axe transversal de l'ensemble des activités de la COMIFAC et du PFBC nécessitant une révision du plan de convergence.

L'agence canadienne de développement international (ACDI) a déjà inscrit ce projet à son programme d'appui à la gestion des forêts tropicales de l'Afrique centrale. Dès le départ, il faut être conscient que cette activité démarre dans l'indifférence de la plupart des partenaires, que la synergie sur ce dossier pourrait être difficile à bâtir et que sa progression restera relativement lente.

Afin de mieux organiser et consolider l'interface femme-forêts, il pourrait être suggéré ce qui suit :

a) Au plan sous-régional

- Mettre en place un groupe de réflexion sur l'aspect genre;
- Stimuler une prise de position claire des Chefs d'État au sujet de l'EFH et la gestion durable des ressources forestières (Yaoundé+10) ;
- Renforcer les réseaux de femmes à l'instar de ce qui est fait avec le REPAR ;
- Réviser le plan de convergence afin d'y intégrer, entre autres, le genre. Prévoir une directive sous-régionale dans le cadre du Plan de Convergence actualisé et centré notamment sur la promotion des microprojets;
- Définir et proposer aux membres du PFBC un mécanisme de coordination des appuis à la COMIFAC en matière de genre ;
- Coordonner le développement d'une stratégie EFH de la COMIFAC indiquant la prise en compte de l'EFH dans son fonctionnement, la coordination des États membres, les appuis capacitaires des organisations satellites (Femmes parlementaires, REFADD) ;
- Organiser un forum sous régional sur l'aspect genre dans la gestion forestière;
- Mettre en place et intégrer au PFBC un réseau sous-régional des institutions de micro-finances intéressées par les microprojets de développement rural en milieu forestier;

b) Au plan national

Créer au sein des Ministères en charge des forêts une structure forte et déconcentrée en charge de la foresterie sociétale et de l'aspect genre, tel que le prescrit d'ores et déjà une des dispositions de la directive sous-régionale sur l'implication des populations, des ONG et des peuples autochtones au processus de gestion forestière.

### **541 - Réduction de la pauvreté**

Le PFBC poursuit trois objectifs : la conservation, la gestion durable des écosystèmes forestiers et la réduction de la pauvreté. Lors de l'élaboration du document portant sur l'état des forêts, un certain nombre d'indicateurs ont été développés permettant, entre autres choses, d'appréhender les impacts découlant des activités du PFBC. Cependant, la « réduction de la pauvreté » demeure l'objectif dont l'évolution est la plus mal connue, étant donné qu'aucun indicateur n'a été retenu pour en suivre l'évolution. En l'absence de données, on assume que les retombées du PFBC en cette matière sont positives.

Un fait demeure, on dispose de peu de données économiques relatives à l'impact de l'exploitation forestière et de l'écotourisme sur la lutte contre la pauvreté alors que la moins grande visibilité des activités de lutte contre la pauvreté contribuerait également à ce vide. Dans cette conjoncture, il est également pertinent de se demander si les actions de conservation participent également à la lutte contre la pauvreté. Quoiqu'il en soit, on reconnaît que la lutte contre la pauvreté dispose de moins de moyens et concerne moins d'activités que les autres objectifs du PFBC. Cette réalité expliquerait



que l'axe 6 du plan de convergence de la COMIFAC « Développement des activités alternatives et réduction de la pauvreté » soit insuffisamment doté.

Il y a là une opportunité pour le facilitateur canadien de rechercher parmi les partenaires du PFBC un chef de file intéressé à diriger un groupe thématique de réflexion orienté plus spécifiquement vers un appui sur l'axe n° 6 du plan de convergence afin de pouvoir mieux orienter les activités.

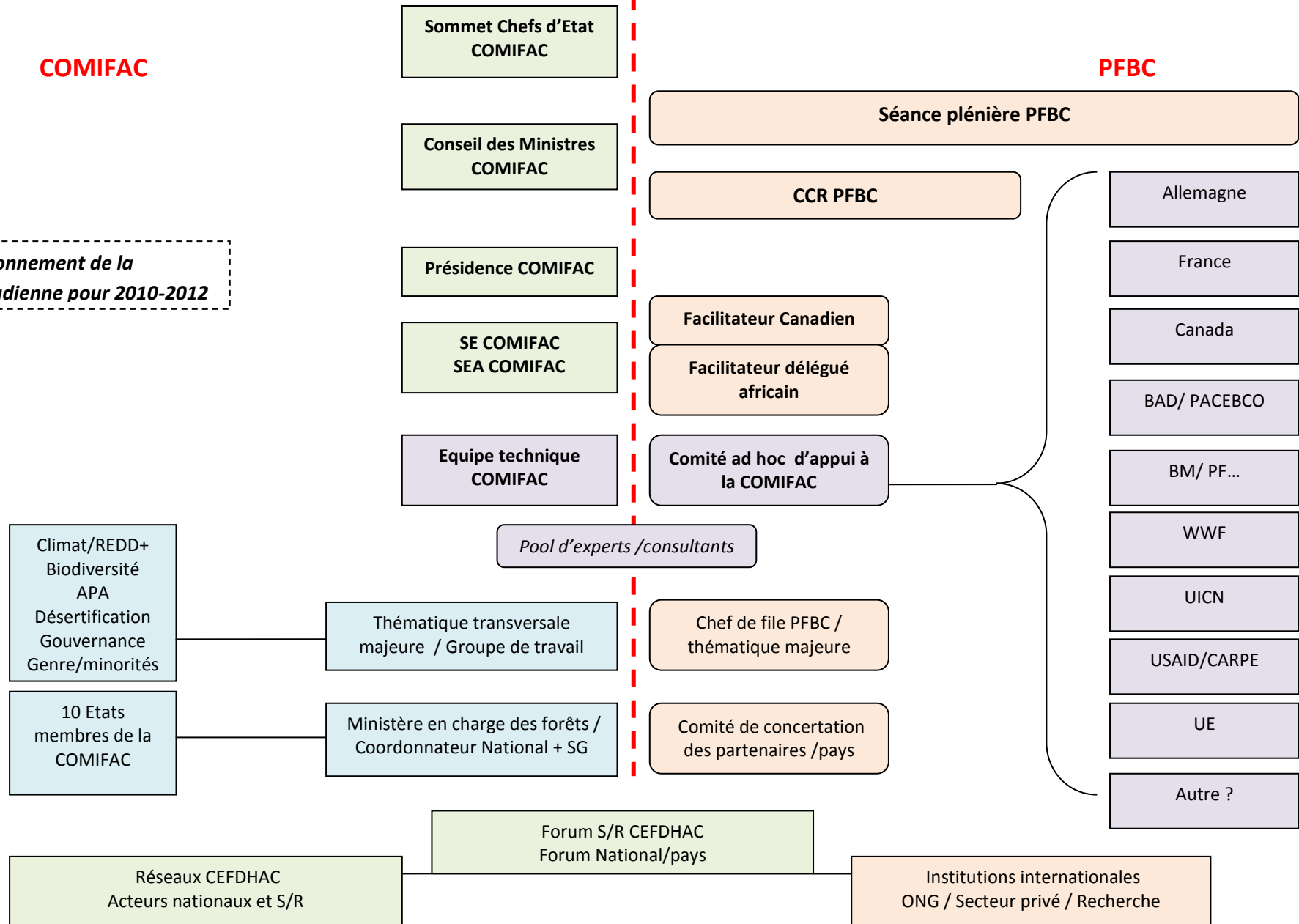
À la question de savoir s'il serait intéressant de mettre en place un groupe de travail sur la lutte contre la pauvreté, les résultats de l'enquête démontrent qu'une telle initiative ne paraît pas convaincre la majorité des gens. Néanmoins, on dénombre plusieurs bailleurs, États et agences qui le souhaitent tout de même.

Page suivante : **Schéma organisationnel proposé pour l'appui du PFBC à la COMIFAC**

## COMIFAC

## PFBC

*Vision du positionnement de la  
facilitation canadienne pour 2010-2012*



## **Annexe 1 : Liste des 52 membres du PFBC (et des non membres !!)**

*1 : réponse par questionnaire ou par entretien, au moins une fois par organisation membre*

*0 : pas de réponse*

### **Pays membres de la COMIFAC ( 7/10)**

1. Burundi, 1
2. Cameroun, 1
3. Congo, 1
4. Gabon, 1
5. Guinée équatoriale, 0
6. République Centrafricaine, 1
7. République Démocratique du Congo, 1
8. Rwanda, 0
9. Sao Tomé et Príncipe, 0
10. Tchad, 1

### **Autres Pays /Gouvernements (7/12)**

11. Afrique du Sud, 0
12. Allemagne, 1
13. Belgique, 0
14. Canada, 1
15. Commission européenne 1
16. Espagne, 0
17. Etats-Unis d'Amérique 1
18. France, 1
19. Japon, 0
20. **Norvège (nouveau membre)**, 1
21. Pays-Bas, 1
22. Royaume-Uni de la Grande Bretagne, 0

### **Organisations intergouvernementales (9/12)**

23. Banque Africaine du Développement (**BAD**), 1
24. Banque Mondiale, 1
25. COMIFAC, 1
26. Convention des Espèces Migratoires (**UNCMS**), 0
27. FAO, 1
28. GRASP, 0
29. Mécanisme Mondial de la UNCCD, 1
30. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT/ITTO), 0
31. PNUD,
32. PNUE
33. Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (UNCDB), 1
34. UNESCO, 1

### Les organisations non-gouvernementales et les instituts de recherche (6/12)

- 35. Center for International Forestry Research (CIFOR), 1
- 36. CIRAD, 1
- 37. Conservation International (CI), 0
- 38. Dutch Development Organisation (SNV) 0
- 39. Fonds mondial pour la nature (WWF), 1
- 40. Forest Stewardship Council (FSC), 0
- 41. Forest Trends, 0
- 42. Jane Goodall Institute, 0
- 43. **TRAFFIC (nouveau membre)**, Réseau pour le Suivi du Commerce en Faune Sauvage, 1
- 44. Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), 1
- 45. Wildlife Conservation Society (WCS), 0
- 46. World Resources Institute (WRI), 1

### Les membres du secteur privé (2/6)

- 47. **Alpi Group (nouveau membre)**. 1
- 48. American Forest & Paper Association (AFPA), 0
- 49. Association Interafricaine des Industries Forestières (IFIA), 1
- 50. Association technique et internationale des bois tropicaux (ATIBT), 0
- 51. **Precious Woods Holding (nouveau membre)** 0
- 52. Society of American Foresters. 0

**Taux de réaction des membres : 31/52** (questionnaires et interviews, sachant qu'on ne compte qu'une réaction par membre même si on a pu enregistrer plusieurs réactions au nom d'une même organisation membre)

**+ 13 réactions d'organisations non membres.**

**Total réactions d'organisations différentes : 44** (en ne comptant par principe qu'une réaction par structure même si nous en avons traité davantage).

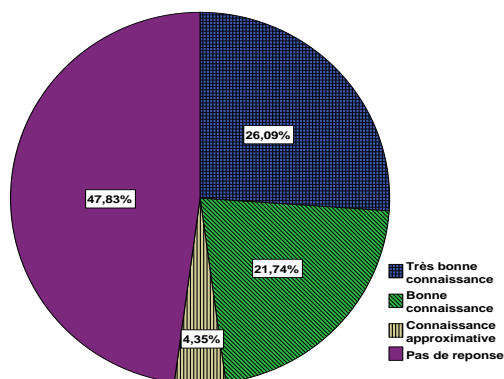
## **NON MEMBRES**

Liste de pays et organisations non-membres (souvent sources de confusions dans les esprits car beaucoup de gens pensent qu'ils sont membres du PFBC alors que non, ou simplement confondent le pays membre avec ses organes techniques d'intervention étatiques ou paraétatiques). Certaines personnes appartenant à l'une ou l'autre organisation pensent parfois même être membres du PFBC alors que ce n'est pas vrai. D'autres au contraire sont de fait membres alors qu'elles n'en sont pas conscientes.

- i. Chine (pays qui a seulement déclaré récemment son intention de devenir membre du PFBC)
- ii. Italie
- iii. Suède
- iv. ICRAF (organisation qui a présenté une demande d'adhésion mais sans en assurer le suivi)
- v. FNUF
- vi. GTZ, KfW, DED, INWEnt (car c'est l'Allemagne qui est membre)
- vii. USAID et CARPE (car ce sont les USA qui sont membres)
- viii. SCAC, AFD, FFEM (car c'est la France qui est membre)
- ix. GEF /FEM (car ce sont la Banque Mondiale, le PNUD, le PNUE et la FAO qui exécutent des fonds GEF qui sont membres mais pas le GEF lui-même)
- x. OAB, ADIE, CEFDHAC, RAPAC, OCFSA (organisations associées à la COMIFAC par le Traité, mais qui ne sont pas formellement membres)
- xi. CEEAC (organisation tutelle politique de la COMIFAC mais qui n'a pas adhéré au PFBC alors que les Etats en sont membres)
- xii. CEMAC (idem que pour la CEEAC)
- xiii. SADEC (organisation qui n'a que très peu de relations avec la COMIFAC)
- xiv. TRIDOM et TNS (ce ne sont pas réellement des entités en tant que tel mais des initiatives transfrontalières)
- xv. PACEBCO (c'est un programme, ce sont la BAD et la COMIFAC qui sont membres)
- xvi. FFBC/CBFF (c'est un fonds commun logé à la BAD, ce sont ses bailleurs de fonds, Norvège et Royaume Uni, qui sont membres)
- xvii. FTNS (la fondation TNS n'est pas membre mais deux de ses actionnaires principaux, AFD et KfW, appartiennent à des membres que sont la France et l'Allemagne)
- xviii. RIFFEAC, REPAR, RIJEAC, REPALEAC, REFADD, etc. (ce sont simplement des réseaux de la CEFDHAC associés à la COMIFAC, mais ils ne sont pas membres alors que plusieurs des personnes qui militent dans ces réseaux pensent être membres du PFBC)
- xix. RAF (réseau africain des forêts modèles), c'est le Canada qui est membre, pas le réseau.
- xx. Syndicats nationaux des entreprises forestières (GFBC, FIB, etc.) car c'est l'IFIA qui est membre, pas directement les structures nationales affiliées, lesquelles souvent représentent la fédération lors des événements du PFBC ou de la COMIFAC ;
- xxi. ERAIFT, UNIKYS, CRESA, Université de Dschang, Ecole de faune, etc. (aucune école n'est membre et le RIFFEAC non plus, le réseau est cependant associé à la COMIFAC et a signé une convention avec InWEnt, structure appartenant à l'Allemagne) mais ces écoles appartiennent aux Etats qui sont membres ;
- xxii. Groupes de Travail de la COMIFAC ou des Conventions (aucun GT n'est membre en tant que tel, ce sont des groupes informels).
- xxiii. ONFi (filiale privée d'une société paraétatique, c'est la France qui est membre).
- xxiv. Bureaux d'études du secteur forêts (aucun BE n'est membre en tant que tel).

## Annexe 2 : Traitement des questionnaires

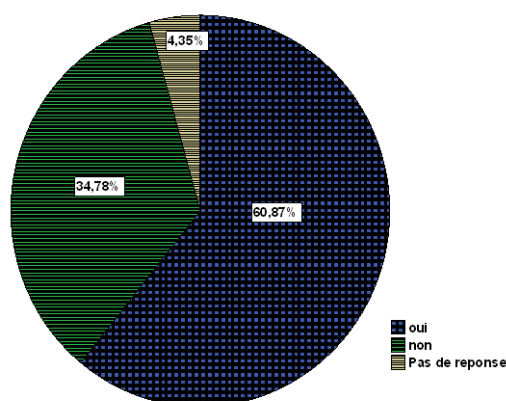
### A11. De façon générale, le PFBC c'est quoi?



Commentaire : Avec un taux de réponse inférieur à 50 %, ceux qui s'expriment connaissent bien le PFBC. On peut supposer que ceux qui ne répondent pas ne savent pas très bien ce qu'il en est et préfèrent peut être ne pas répondre, ou bien trouvent-ils la question stupide.

**Dans tous les cas, il est sans doute nécessaire de prévoir un effort de communication spécifique pour rappeler ce qu'est le PFBC et son mode de fonctionnement, notamment aux nouveaux arrivants (personnels).**

### A 12. Quand on parle d'organisation de Type II (ou de réseau), est ce que cela vous semble clair?



Commentaire : Les réponses sont majoritairement oui, mais il apparaît également clairement qu'une part importante des gens ne comprennent finalement pas très bien ce que veut dire organisation de Type II.

**Il serait donc nécessaire de réexpliquer encore ce concept, notamment pour les personnes intégrant récemment leurs propres organisations et n'ayant pas la mémoire institutionnelle correspondante.**

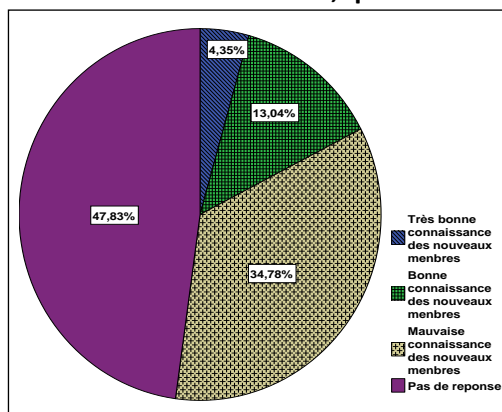
### A 15. Pourriez-vous résumer les objectifs du PFBC en quelques mots?

Des disparités semblent se confirmer au vue des tendances du questionnaire. Bien qu'un certain nombre d'acteurs pensent que l'objectif du PFBC se résume en la coordination des interventions et des ressources en vue de la gestion durable du Bassin du Congo, d'autres pensent plutôt qu'il se résume en la concertation et l'appui à la COMIFAC et au plan de convergence.

### A 16. Dans le cadre du PFBC, vers quels grands domaines les contributions financières et techniques des membres sont-elles facilitées ?

Au vu du questionnaire, plusieurs acteurs pensent que les contributions sont orientées au renforcement des institutions et à la mise en œuvre du plan de convergence. D'autres pensent que les domaines de contribution sont l'organisation de rencontres et le financement de la conservation.

**A 17. A votre connaissance, quels sont les derniers membres à avoir adhéré au PFBC ?**

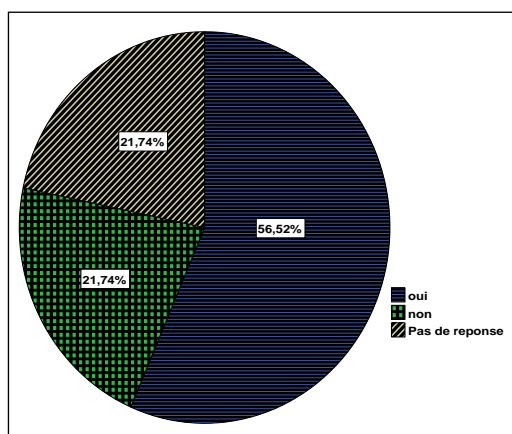


Commentaire : la plupart des répondants se trompent sur les derniers membres adhérents au PFBC. Beaucoup croient que la Chine a déjà adhéré, ce qui n'est pas vrai. La moitié des gens ne préfèrent pas répondre à la question car ils n'en savent sans doute rien.

**La facilitation canadienne devra sans doute communiquer périodiquement sur la liste des membres actualisée.**

**A 2. Réseau du PFBC et gouvernance interne**

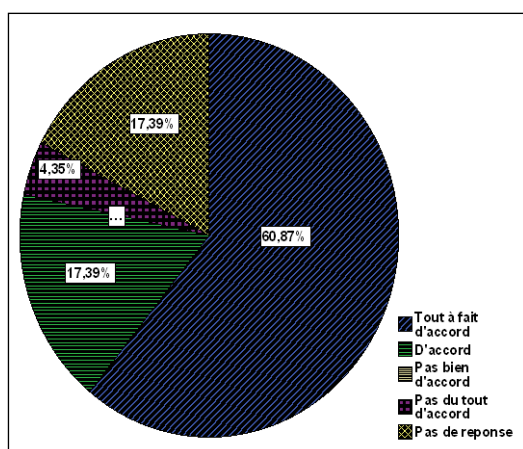
**A 21. Le mode de fonctionnement actuel du PFBC (partenariat ouvert avec facilitation-organisation de type II) vous satisfait-il ?**



Commentaire : Ce sont surtout les bailleurs et ONG/agences qui répondent à cette question et qui trouvent en majorité que le fonctionnement actuel du PFBC est satisfaisant. Les non-membres qui ont répondu au questionnaire ne sont pas satisfaits ou ne répondent pas.

**Globalement, il n'y a pas lieu de changer les fondamentaux du fonctionnement du PFBC qui sont validés.**

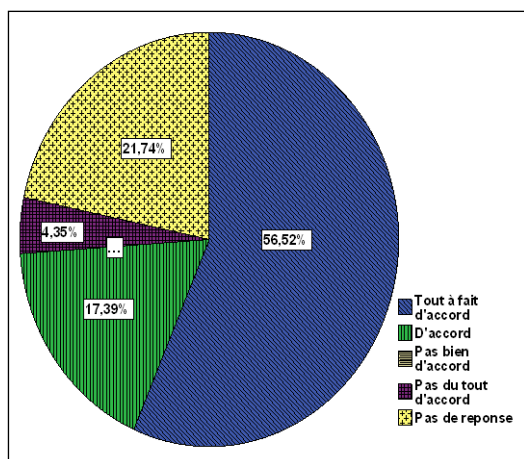
**A2331. A votre avis, le suivi évaluation des activités devrait-il être mis en priorité à l'ordre du jour des Comité Consultatifs Régionaux ?**



Commentaire : Alors que pour plusieurs autres questions posées, les réponses ne sont pas très significatives, concernant le suivi-évaluation, la réponse est claire pour plus de ¾ des répondants : **le suivi-évaluation des différentes activités doit être mis en priorité à l'ordre du jour des CCR**. Cette préoccupation intéresse en premier lieu les bailleurs et les grandes organisations et agences d'exécution.  
**La facilitation canadienne devrait en faire un axe de travail principal pour les CCR.**



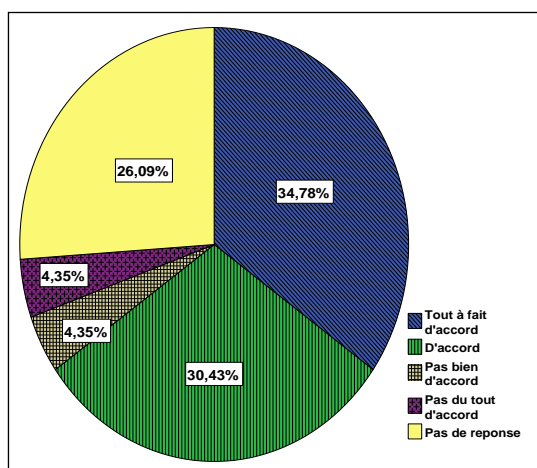
**A2332. A votre avis, les réflexions sur les thématiques identifiées de façon collective devraient-elles être mises en priorité à l'ordre du jour des Comité Consultatifs Régionaux ?**



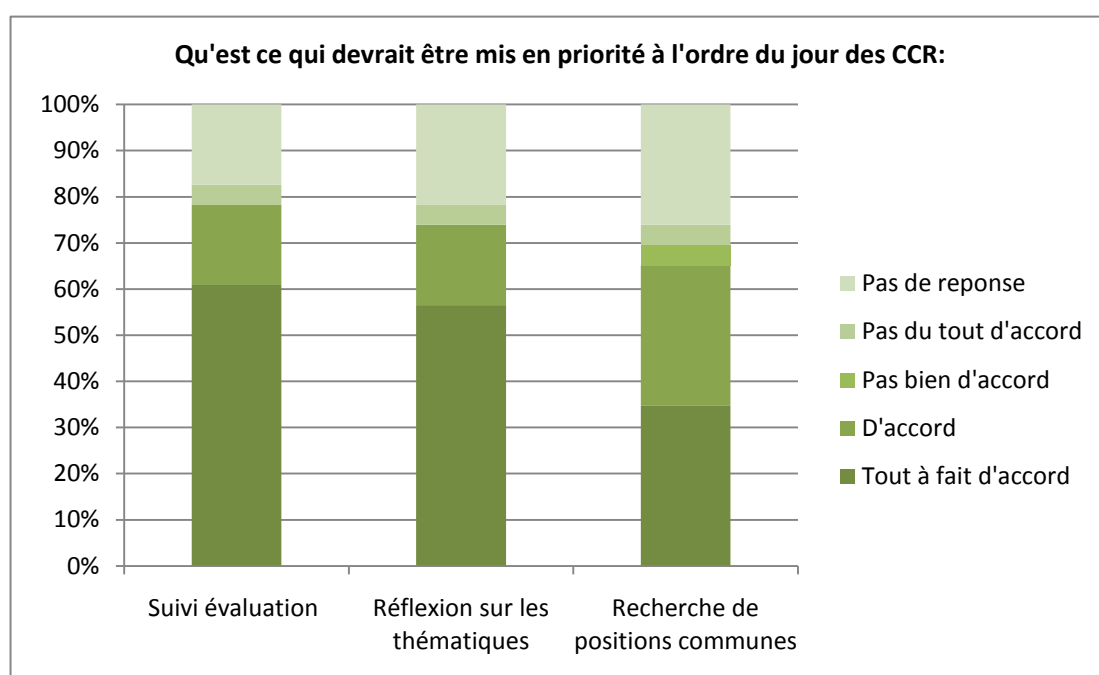
Commentaire : Ici encore, près des ¾ des répondants estiment que le CCR doit travailler en priorité sur les thématiques identifiées de façon collective.

Pour la facilitation canadienne, cela confirme la nécessité de poursuivre le travail sur les thématiques majeures et de faire régulièrement le point sur l'état d'avancement des travaux à chaque CCR.

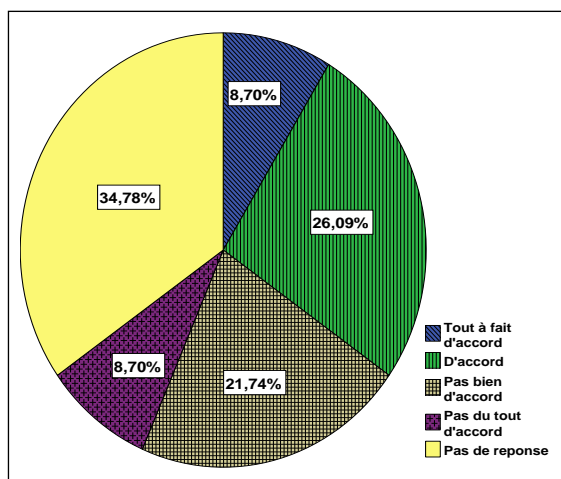
**A 2333. A votre avis, la recherche de positions communes devrait-elle être mise en priorité à l'ordre du jour des Comité Consultatifs Régionaux ?**



Commentaire : à l'instar des grandes thématiques, la recherche de positions communes apparaît bien comme une priorité pour 2/3 des répondants mais on notera que 26 % ne répondent pas et 8,5 % ne sont pas d'accord. **En réalité, 1/3 des répondants ne sont donc pas vraiment d'accord avec l'idée de rechercher des positions communes au PFBC dans le cadre des CCR, traduisant ainsi des divergences de vues sans doute plus profondes qu'on ne veut bien le dire.**



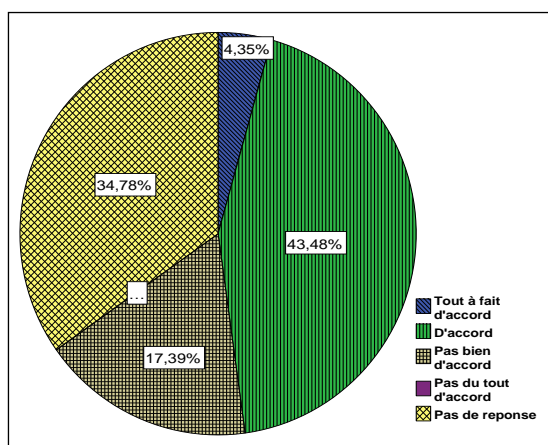
**A 241. Estimez-vous bonne la performance du CCR/PFBC au regard de la mission d'assurer une meilleure coordination entre les membres ?**



Commentaire : les répondant ne sont satisfaits qu'à 1/3, 1/3 ne répondant pas et 1/3 n'étant pas satisfait. En clair, seuls la moitié des répondants semblent trouver satisfaisante la performance du CCR/PFBC en termes de coordination entre les membres.

**Pour la facilitation canadienne, il conviendra de revoir le mode de coordination des membres du PFBC afin de viser une amélioration du taux de satisfaction en terme de coordination.**

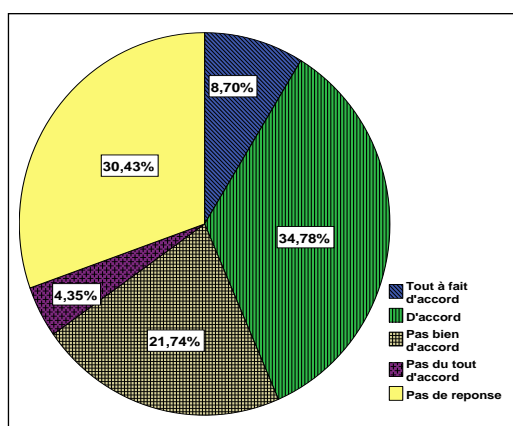
**A 242. Estimez-vous bonne la performance du CCR/PFBC au regard de la mission de suivi régulier des activités réalisées au sein du PFBC ?**



Commentaire : Moins de la moitié des répondants s'affirment satisfaits concernant la mission de suivi régulier des activités réalisées au sein du PFBC.

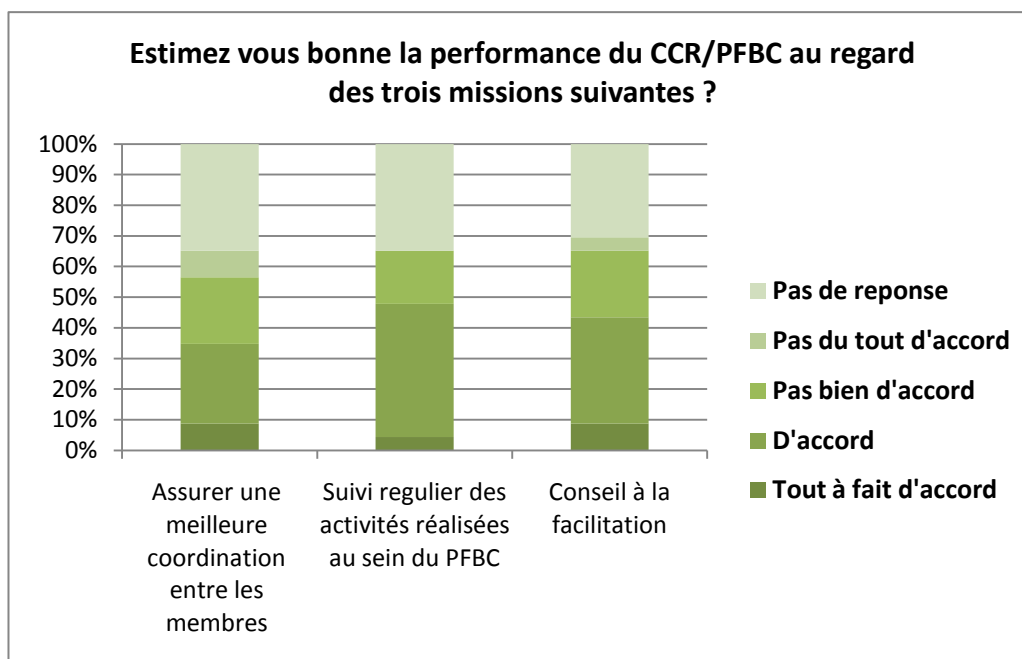
**Cette réponse est à mettre en corrélation avec la précédente concernant la coordination des membres et confirme qu'un effort doit être fait sur ces deux points dans le futur.**

**A 243. Estimez-vous bonne la performance du CCR/PFBC au regard de la mission de conseil à la facilitation ?**

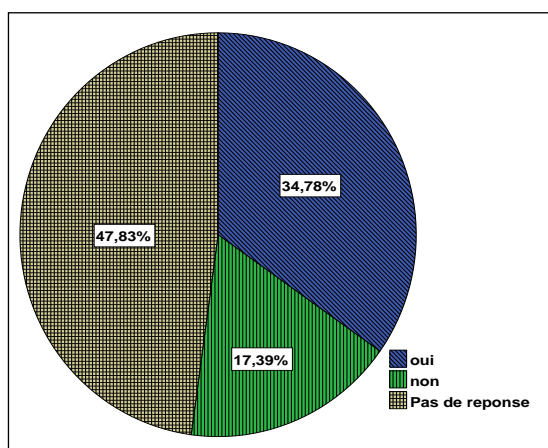


Commentaire : Ce sont surtout les bailleurs qui sont d'accord avec cette affirmation. Les Etats et autres partenaires ne répondent pas ou ne sont pas réellement d'accord.

**On peut sans doute en déduire que la mission de conseil du CCR/PFBC auprès de la facilitation n'est pas très nette ou pas réellement sensible.**



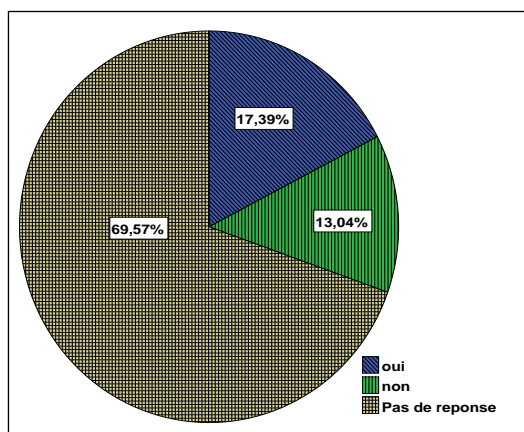
**A 261. Un comité consultatif devrait être selon vous le relais du PFBC au plan national dans les pays COMIFAC ?**



Commentaire : en réalité, la moitié des gens ne répondent pas à cette question, soit parce qu'ils n'ont pas d'idée, soit peut être parce qu'ils ne veulent pas se positionner. Finalement, 1/3 seulement de l'ensemble penche pour cette idée de comité consultatif national pour relayer le PFBC dans les pays, mais cela représente près des  $\frac{3}{4}$  des répondants, notamment les bailleurs.

**On peut certainement proposer la création d'un comité consultatif dans les pays où cela n'existe pas encore.**

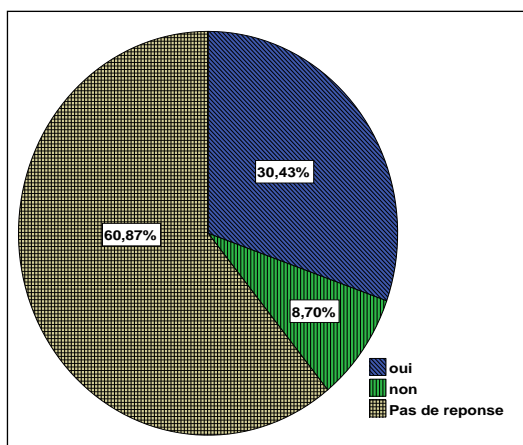
**A 262. Un membre du PFBC au plan local devrait-il être selon vous le relais du PFBC au plan national dans les pays COMIFAC ?**



Commentaire : Il apparait plus clairement que l'idée d'avoir un membre du PFBC qui soit le relais du PFBC au plan national n'est pas vraiment admise. 2/3 des gens ne répondent pas, et près de la moitié des répondants ne sont pas d'accord.

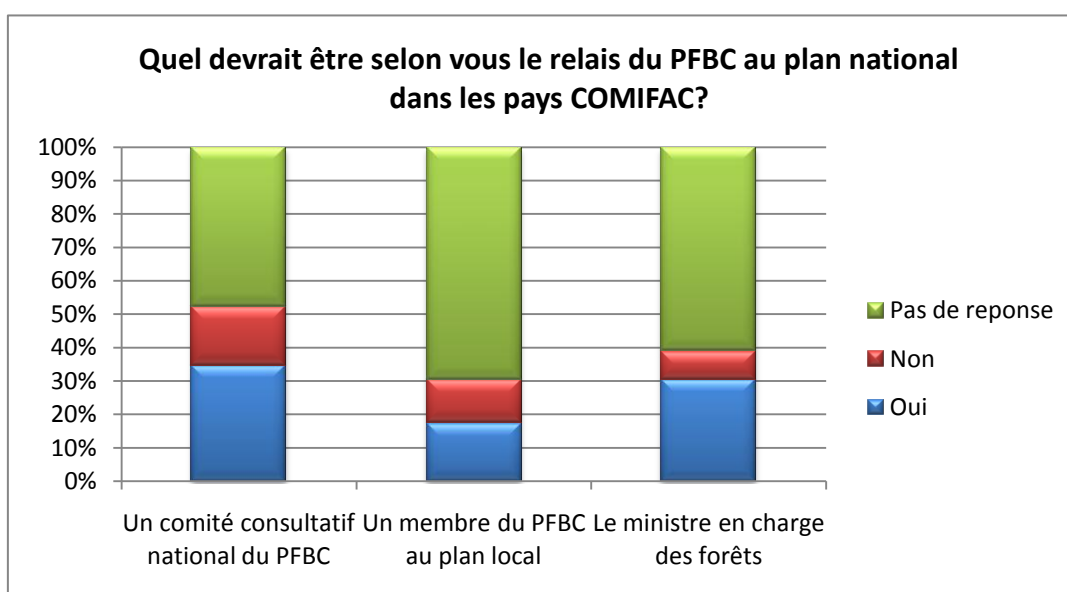
**Cette idée ne peut pas être validée.**

**A 263. Le ministre en charge des forêts devrait-il être selon vous le relais du PFBC au plan national dans les pays COMIFAC ?**

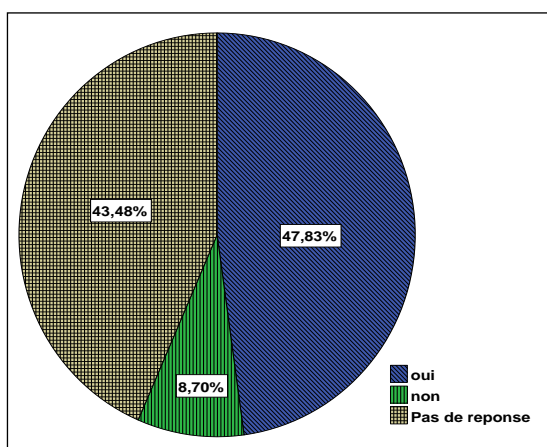


Commentaire : de même, l'idée que le ministre en charge des forêts soit le relais du PFBC au plan national n'est pas non plus admise par les 2/3 qui ne répondent pas ou s'y opposent.

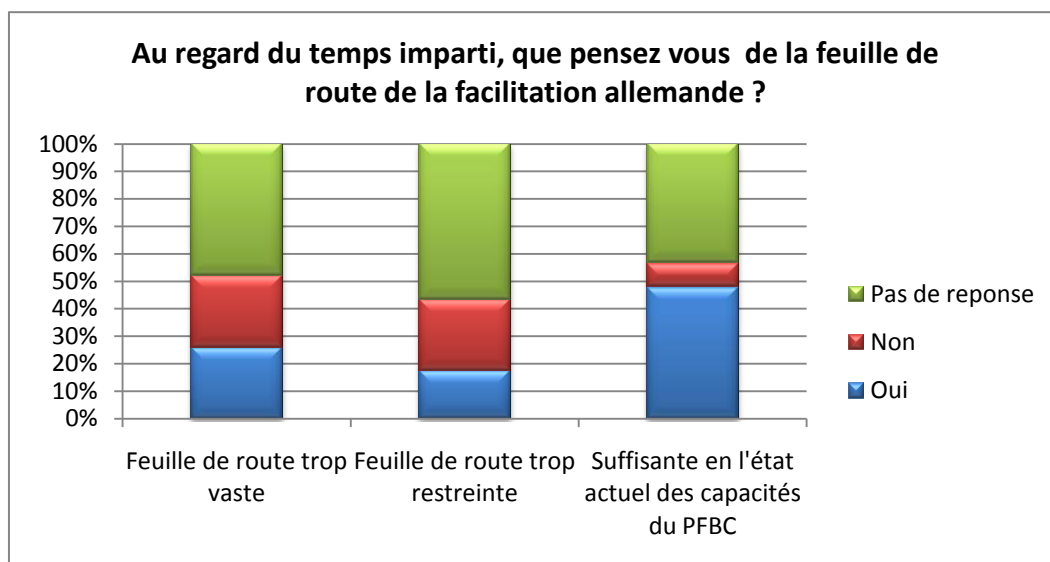
**Il est donc très difficile d'imaginer le ministre en relais du PFBC au plan national, il semble y avoir une idée d'antinomie. Cette idée ne peut pas être retenue.**



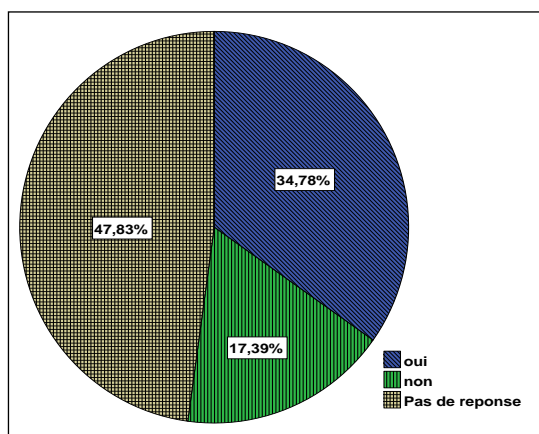
**A 3c. Missions: au regard du temps imparti, pensez-vous concernant la feuille de route de la facilitation allemande qu'elle soit suffisante en l'état actuel des capacités du PFBC?**



Commentaire : près de la moitié des gens ne répondent pas à cette question mais la grande majorité des répondants pense que la feuille de route allemande était ni trop ambitieuse, ni trop restreinte et donc finalement suffisante. **Ce qu'on peut retenir, c'est certainement que la feuille de route canadienne ne doit pas être trop ambitieuse, être assez précise et permettre des résultats tangibles dans les 2 ans.**



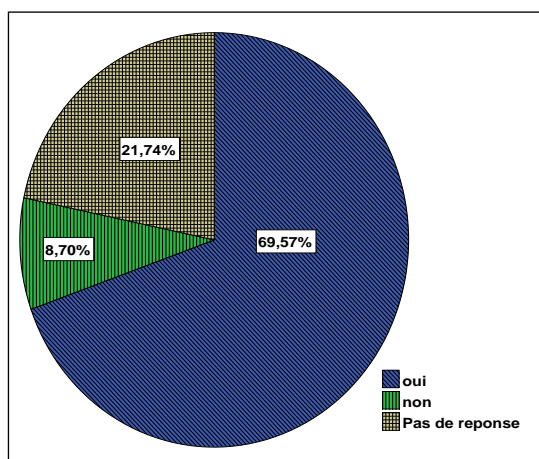
**A 311. Jugez-vous prioritaire la mission de "renforcement de l'organisation même du PFBC" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : même si certains confirment leur souhait de voir se renforcer l'organisation même du PFBC, cela ne semble pas une préoccupation majoritaire.

En pratique, la majorité penche pour garder un mode de fonctionnement plutôt souple, peu contraignant, basé sur une approche volontaire où le principe est de partager les informations dans une certaine transparence.

**A 312. Jugez-vous prioritaire la mission de "renforcement des institutions de la COMIFAC et des partenaires de la COMIFAC" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**

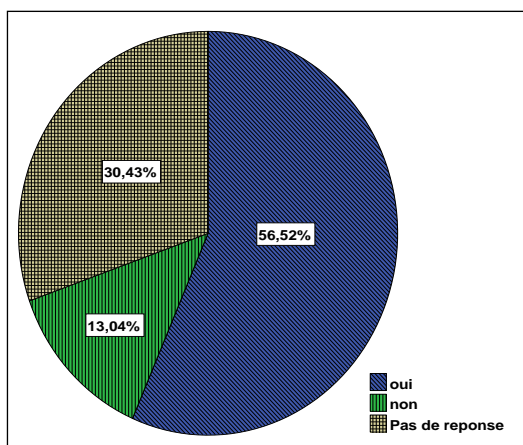


Commentaire : à l'inverse, la mission de renforcement des institutions de la COMIFAC et de ses partenaires est une priorité communément affirmée par plus des 2/3 des gens et près de la totalité des répondants.

Le renforcement de la COMIFAC est la priorité pour tout le monde et devra être la priorité des priorités pour la facilitation canadienne.



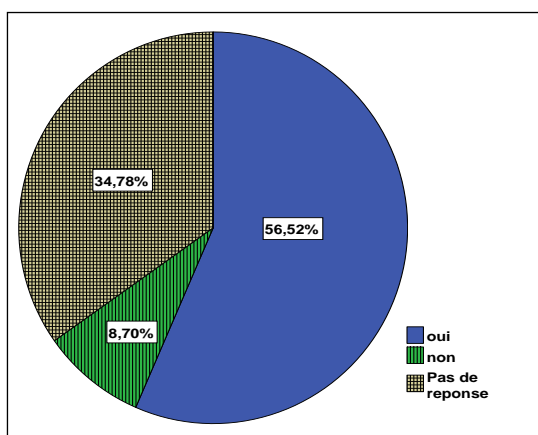
**A313. Jugez-vous prioritaire la mission de " Amélioration de la gouvernance forestière en Afrique Centrale" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : L'amélioration de la gouvernance forestière est une priorité pour plus des ¾ des répondants et près des 2/3 de l'ensemble.

La question de la gouvernance forestière reste donc bien au cœur même de la problématique en Afrique centrale et devra rester une préoccupation constante de la facilitation canadienne.

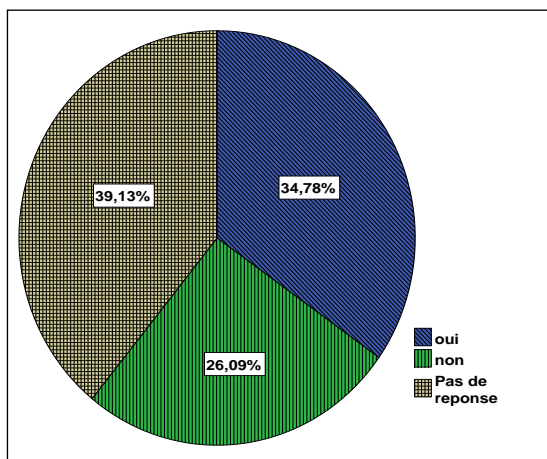
**A314. Jugez-vous prioritaire la mission de " Mise en œuvre du Plan de Convergence, des principaux accords et conventions " pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : pour ceux qui ont répondu, la mise en œuvre du plan de convergence et des accords et conventions internationaux doit rester la priorité pour la prochaine facilitation de 2010 à 2012.

Il s'agit donc bien d'un axe de travail prioritaire pour la facilitation canadienne, ceci dans la continuité des facilitations précédentes.

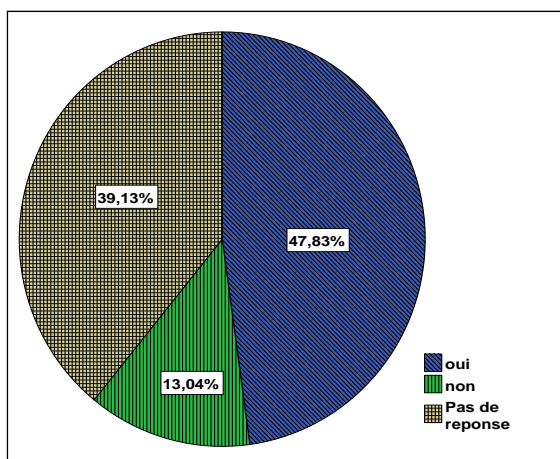
**A315. Jugez-vous prioritaire la mission de " Faciliter l'obtention et la fluidité des financements" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : sur la question de faciliter l'obtention des financements, le clivage des réponses est très simple et très clair : pour la majorité des Etats notamment, cela doit être une priorité, par contre pour la majorité des bailleurs et des agences, ce n'est pas une priorité.

C'est une question qui devrait être discutée lors du prochain CCR afin de clarifier pour tout le monde ce que doit être le rôle de la facilitation du PFBC.

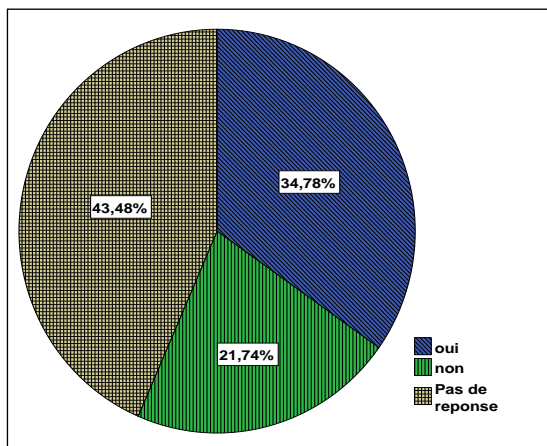
**A316. Jugez-vous prioritaire la mission de " Cohérence des politiques et instruments juridico-normatifs de gestion forestière" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : même si tout le monde ne se prononce pas, la majeure partie des avis exprimés soutient l'idée de travailler sur la cohérence des politiques et des instruments juridico-normatifs de gestion forestière en Afrique Centrale.

**La facilitation canadienne devrait appuyer les efforts visant à harmoniser au plan régional et dans les Etats les politiques forestières dans l'esprit de l'axe 1 du plan de convergence et dans la continuité des facilitations antérieures.**

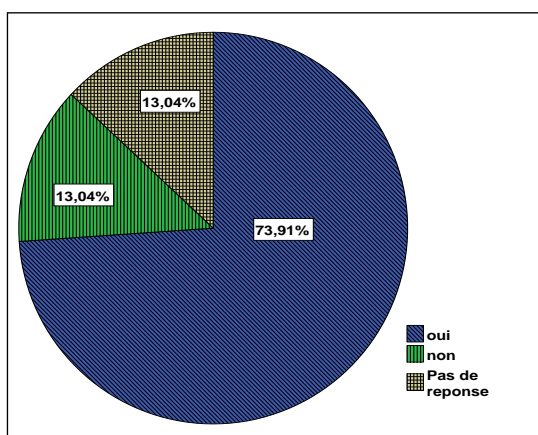
**A317. Jugez-vous prioritaires la mission d " Actualisation des PFN (programmes forestiers nationaux) intégrant le plan de convergence" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : pour la majorité des avis exprimés, il faut travailler sur l'actualisation des programmes forestiers nationaux intégrant le plan de convergence ; ceci étant, les avis sont partagés, ce qui paraît un peu contradictoire avec l'avis précédent concernant la mise en cohérence des politiques et des instruments.

**La facilitation canadienne devra certainement se concentrer sur les politiques davantage que sur les PFN.**

**A318. Jugez-vous prioritaires la mission de " Développement des synergies entre les acteurs du secteur forestier" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**

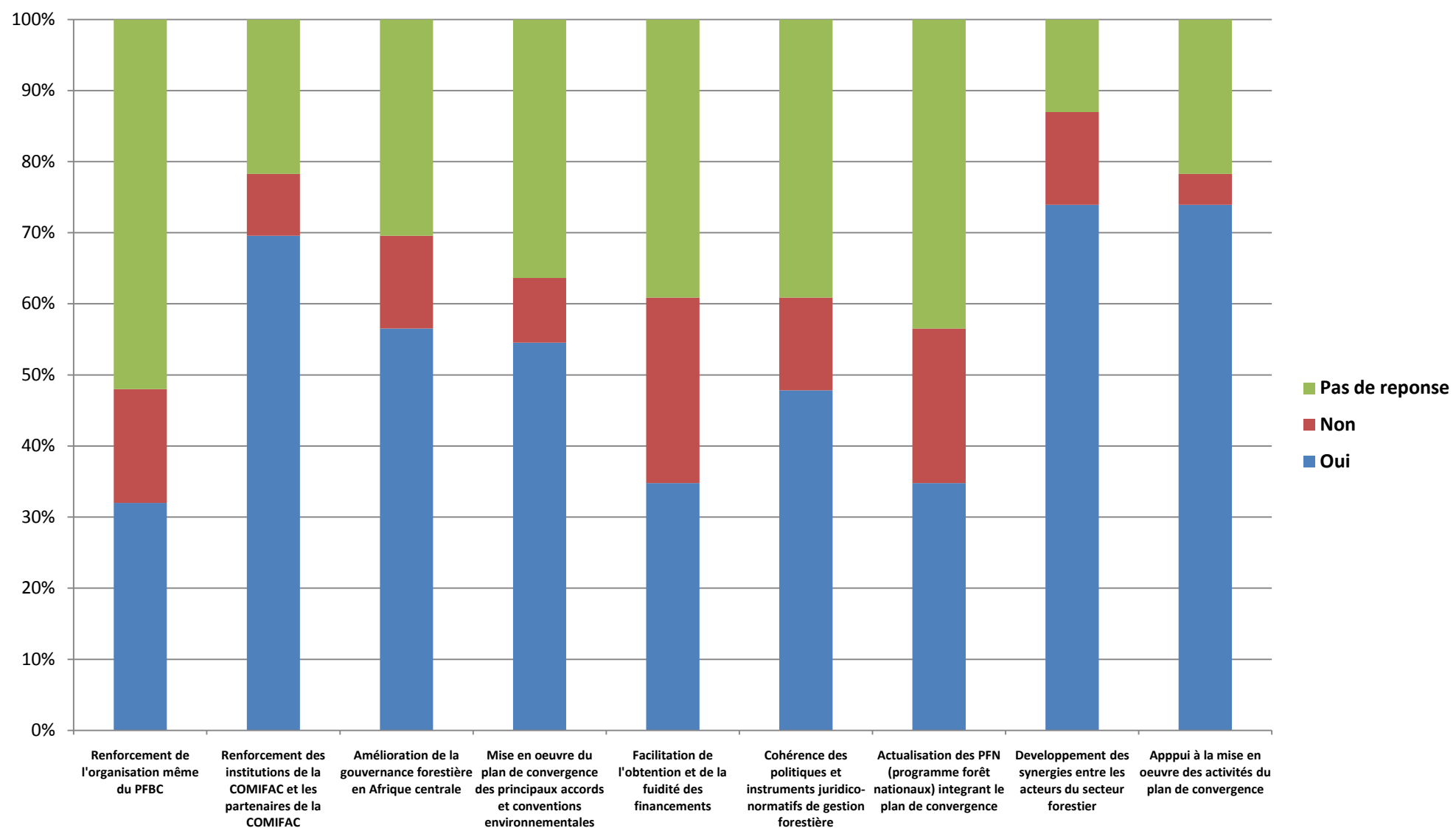


Commentaire : c'est une réponse très claire : le développement de synergies entre les acteurs du secteur forestier par la facilitation doit être une priorité.

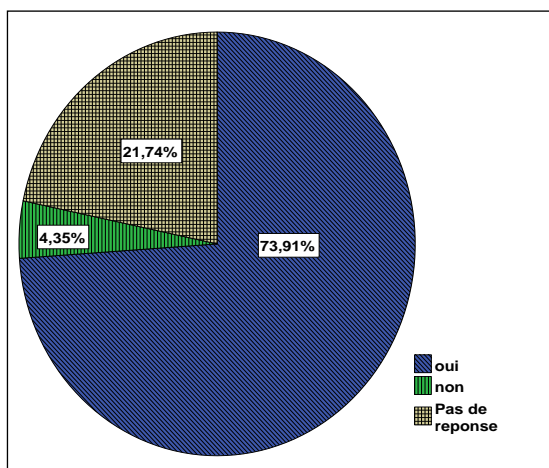
**La facilitation canadienne devrait se concentrer sur la recherche systématique de synergies entre les acteurs et en faire un axe central de son intervention.**



**A31 : Quelles missions jugez vous prioritaires pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



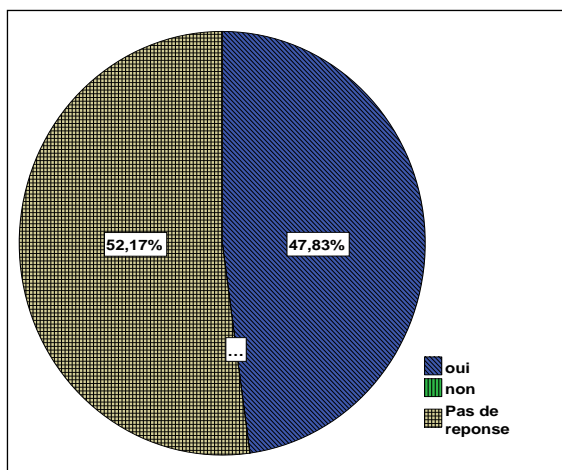
**A319. Jugez-vous prioritaires la mission de " Appuyer la mise en œuvre des activités du plan de convergence" pour la facilitation du PFBC pour 2010-2012?**



Commentaire : la réponse est très claire, sans ambiguïté : la facilitation doit appuyer la mise en œuvre des activités du plan de convergence.

**L'appui à la mise en œuvre des activités du plan de convergence doit être un axe prioritaire de la facilitation canadienne, toujours dans la continuité des facilitations précédentes.**

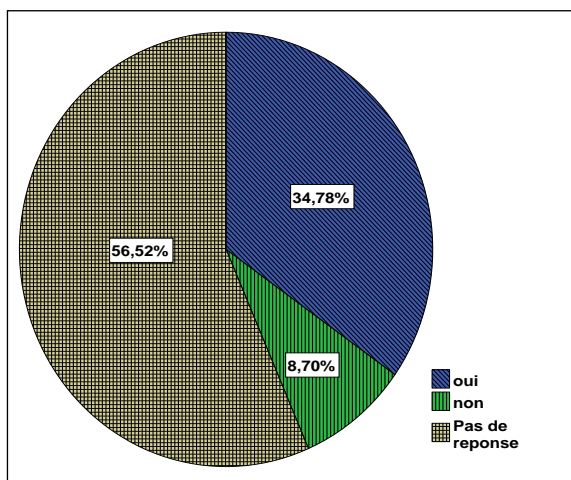
**A321. Estimez-vous efficace et utile le groupe thématique « GT BAC /biodiversité » mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : pour simplifier, on pourrait sans doute dire que ceux qui connaissent le GTBAC semblent le trouver utile et que ceux qui ne le connaissent pas ne répondent pas à la question.

**En pratique, il faut poursuivre le travail avec le GTBAC mais il est certainement nécessaire de faire un effort de communication sur son rôle et ses activités pour que tout le monde soit au courant.**

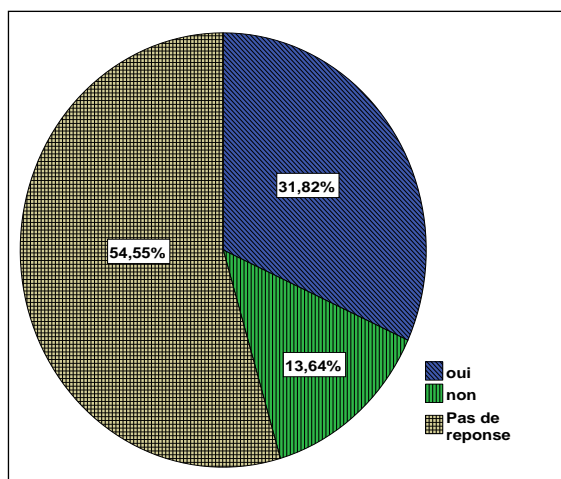
**A322. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « (A) FLEG (T) légalité des bois commercialisés» mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : la majorité des gens n'a tout simplement pas répondu à la question, démontrant certainement d'une méconnaissance assez généralisée de ce groupe de travail. Pour ceux le connaissant, il est majoritairement considéré comme utile, mais on note également des avis contraires.

**Dans la mouvance des négociations des APV FLEGT, il est certainement nécessaire de mieux communiquer sur ce que fait ou non ce groupe de travail.**

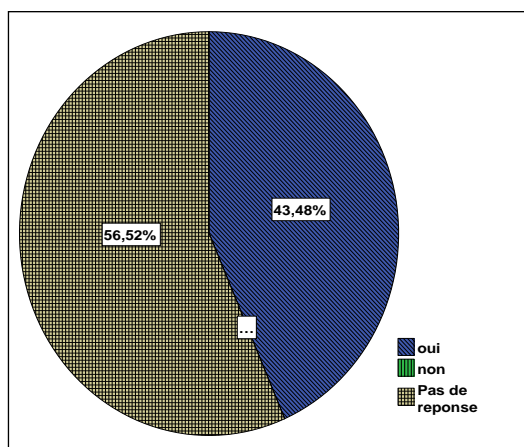
**A323. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « Référentiel de certification régionale FSC » mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : les réponses sont assez semblables que pour le groupe FLEGT. Le groupe référentiel de certification régionale semble mal connu et même si pour ceux qui répondent, la majorité le trouve utile, il y a aussi plusieurs avis contraires le trouvant inutile.

**En pratique, il faudrait sans doute mieux communiquer et certainement rendre le groupe plus efficace pour que des résultats tangibles puissent être publiés rapidement.**

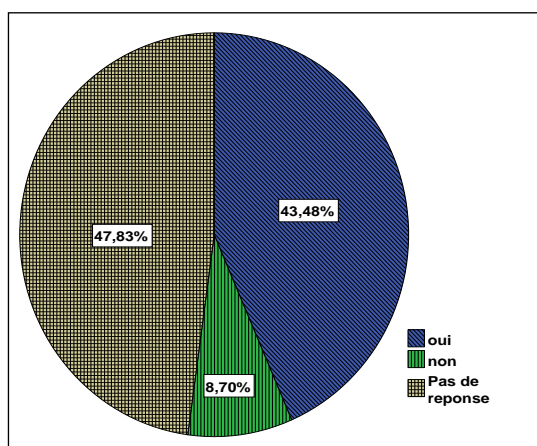
**A324. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « APA / Accès et partage des avantages » mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : ici, c'est comme pour le GTBAC, la majorité des gens ne connaissent pas le groupe APA et ne se prononcent pas, mais ceux qui le connaissent l'approuvent.

**Il faut sans doute mieux communiquer sur ce que fait ce groupe, et l'accompagner pour rendre ses résultats plus tangibles et plus visibles à court terme.**

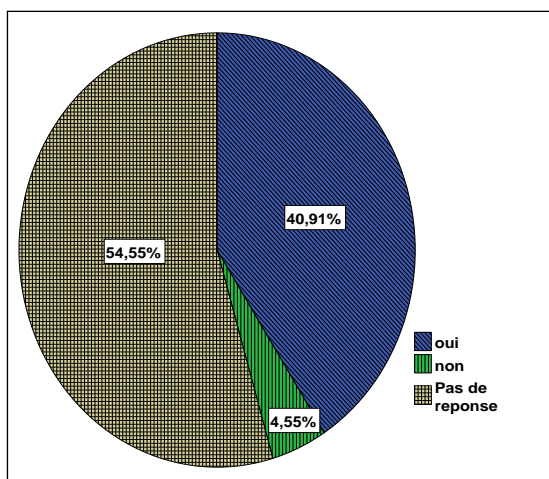
**A325. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « Financement durable » mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : le groupe est mal connu et la moitié des gens ne se prononce pas. Pour ceux qui connaissent, le groupe est majoritairement jugé utile. Il y a cependant aussi des avis contraires qui en mitigent quelque peu l'interprétation.

**La facilitation canadienne devra faciliter le fonctionnement de ce groupe et faciliter aussi la communication sur ses acquis et résultats.**

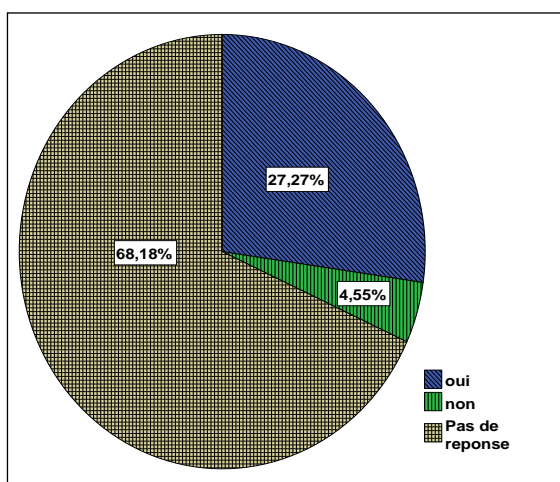
**A326. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « Climat (changement climatique, REDD+)» mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : la majorité ne se prononce pas ou ne veut pas le faire, mais il est notoire de préciser que ce sont d'abord les Etats et les points focaux qui approuvent ce groupe climat, les bailleurs restant généralement plus circonspects.

On est clairement dans l'après Copenhague et son échec. Les Etats croient encore que le REDD pourra les sortir de l'ornière, alors que les partenaires sont désormais plus prudents, voire dubitatifs, et préfèrent même ne pas prendre position.

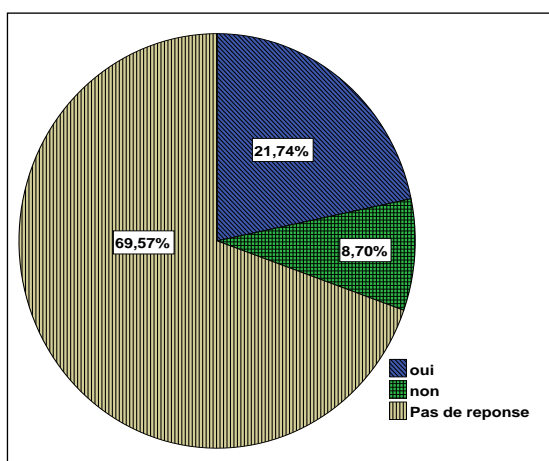
**A327. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « Désertification / PASR-LCD» mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : un seul bailleur a répondu à cette question, ce qui équivaut certainement à une forme de désapprobation de la part des autres. D'ailleurs, les ¾ des gens ne répondent pas. Ce groupe Désertification n'est pas une priorité pour la majorité des gens, soit que la communication ait été mauvaise, soit que son efficacité soit à revoir complètement.

**La facilitation canadienne devrait travailler avec la COMIFAC pour proposer une nouvelle approche pour le suivi de cette convention qui semble mal perçue.**

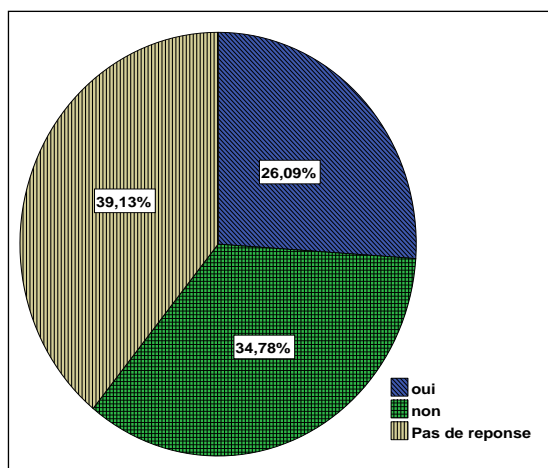
**A328. Estimez vous efficace et utile le groupe thématique « GT FNUF» mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC ?**



Commentaire : même commentaire que précédemment. Ce groupe est peu connu, ce sont en fait quelques représentants des Etats qui en approuvent le fonctionnement, la plupart des autres y sont opposés ou tout simplement indifférents.

**La facilitation canadienne devrait retravailler avec la COMIFAC pour proposer une nouvelle approche pour le suivi de cette convention mal perçue.**

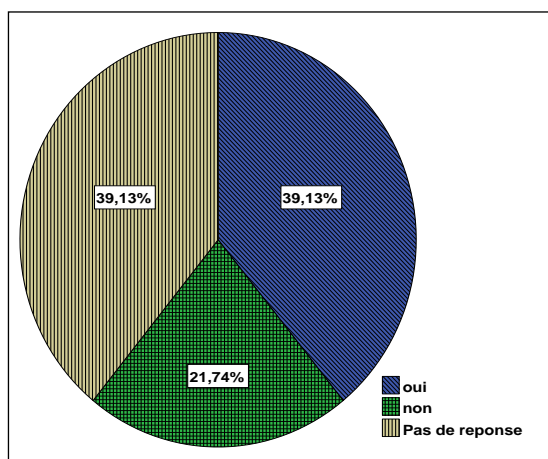
**A331. Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur l'aspect genre (égalité entre les sexes)?**



Commentaire : au vu de ce résultat, 1/3 seulement des gens approuve l'idée de créer un groupe de travail sur l'aspect genre.

**La facilitation canadienne souhaite faire de cette question une priorité, il sera donc nécessaire au vu des résultats de valider l'opportunité de créer ce groupe de travail.**

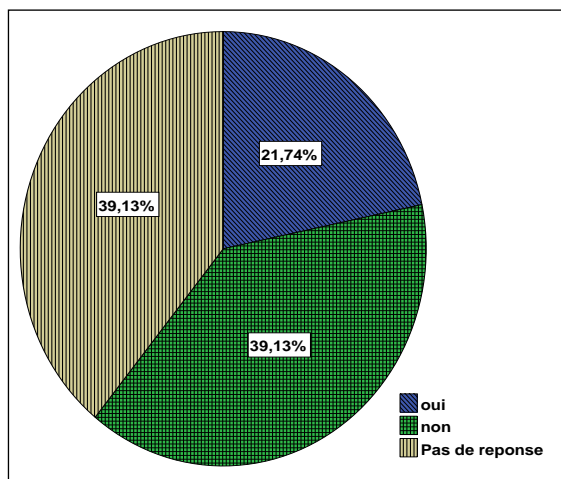
**A332. Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur la Lutte contre la pauvreté?**



Commentaire : Le résultat ici est un peu plus nuancé que pour le genre, mais il apparaît clairement qu'un groupe de travail sur la pauvreté ne parait pas convaincre la majorité des gens, sans doute parce qu'on se demande un peu ce qu'il pourrait faire. Mais à l'inverse du genre, plusieurs bailleurs, Etats et agences le souhaitent tout de même.

**C'est une question qui devrait être discutée avec la COMIFAC et posée ensuite lors d'un CCR.**

**A333. Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur réglementation et reboisement ?**

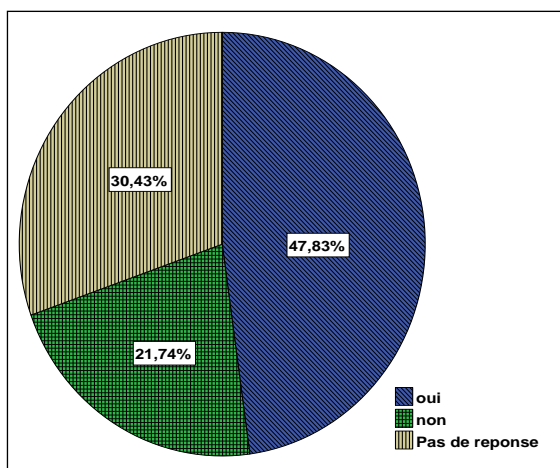


Commentaire : à peine 21 % des gens approuve cette idée de groupe de travail et la majorité des bailleurs en fait s'y oppose. On ne voit sans doute pas ce qu'un tel groupe pourrait produire d'utile.

**C'est une discussion qui pourrait être reprise avec la COMIFAC mais plutôt dans le sens de trouver ensemble une autre approche de travail sur cette question du reboisement qui est essentielle mais mal perçue ici.**



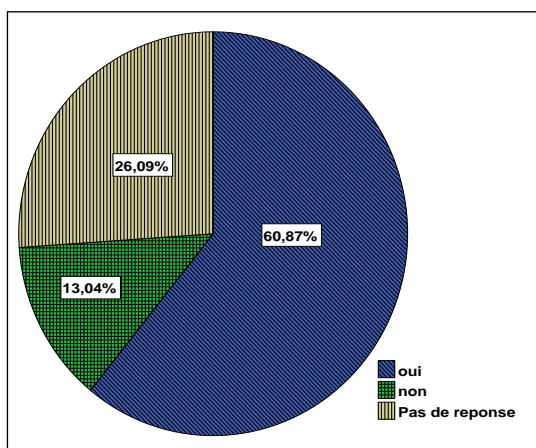
**A334. Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur l'aspect Politique, stratégie et réglementation en matière de développement forestier ?**



Commentaire : contrairement aux précédentes propositions, la moitié des gens approuve ici cette idée, soit ½ des avis exprimés, toutes catégories confondues.

**Ce groupe n'existe pas et la facilitation canadienne devrait en discuter avec la COMIFAC et lors d'un CCR pour envisager sa création, lui donner un contenu et une feuille de route dans la logique et la continuité du plan de convergence.**

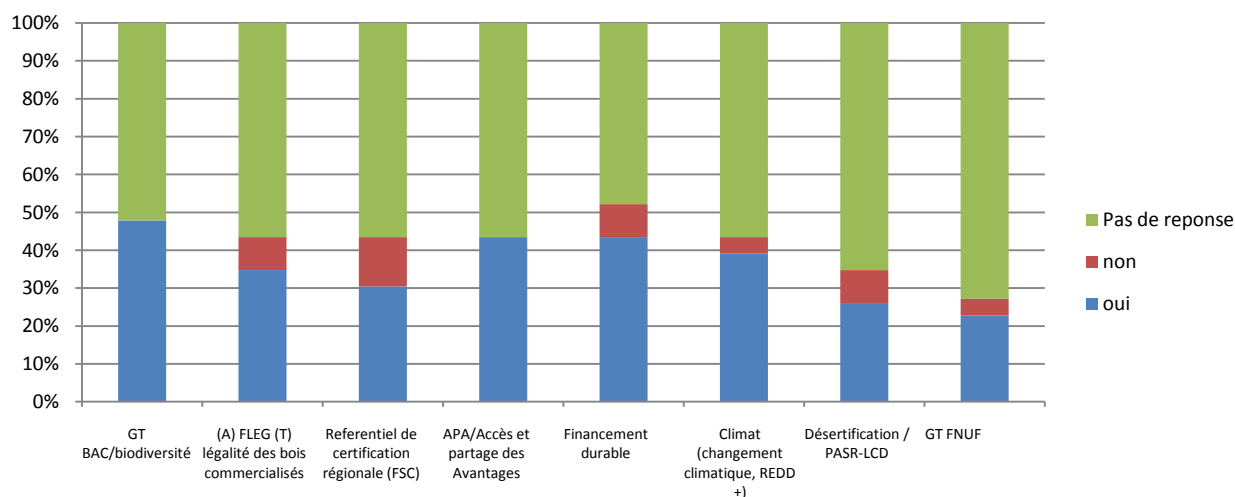
**A335. Estimeriez-vous intéressant et utile de mettre en place un groupe de travail sur l'économie forestière et fiscalité ?**



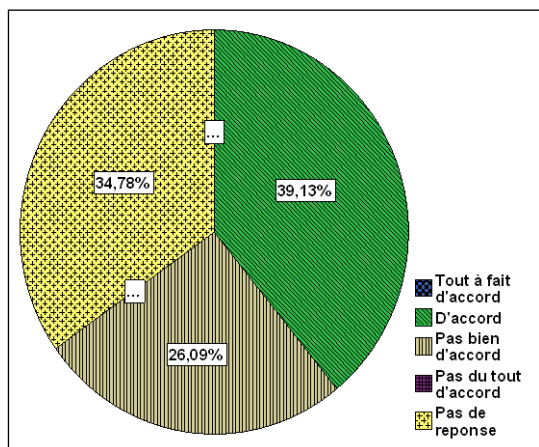
Commentaire : la réponse ici est encore plus nette, la majorité approuve l'idée de créer un groupe de travail sur les question de l'économie forestière et de la fiscalité, avec même un appui assez massif des bailleurs.

**La facilitation canadienne devra en discuter avec la COMIFAC et lors d'un prochain CCR pour donner un contenu à cette idée et une feuille de route permettant d'envisager des résultats.**

**Quel groupe thématique mis en place conjointement par le PFBC et la COMIFAC estimez-vous efficace?**



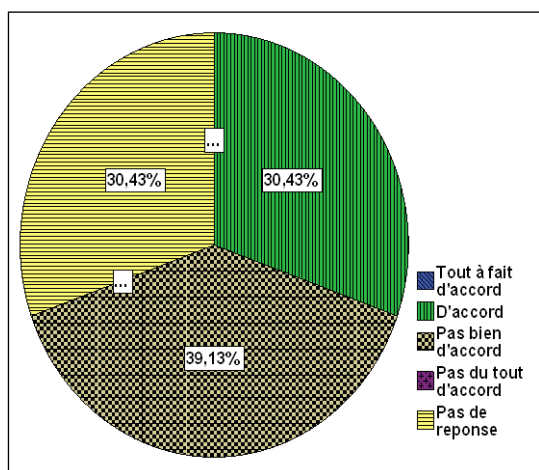
#### A4 1. Etes-vous satisfait du système de suivi et évaluation des actions du Partenariat?



Commentaire : le résultat ici est assez clair, personne n'est très satisfait, 1/3 seulement semble d'accord et 2/3 désapprouvent ou ne répondent pas, ce qui revient un peu au même.

**Concrètement, la facilitation canadienne va devoir travailler rapidement et fermement sur une proposition de mécanisme de suivi des actions du PFBC qui puisse répondre aux besoins de tous.**

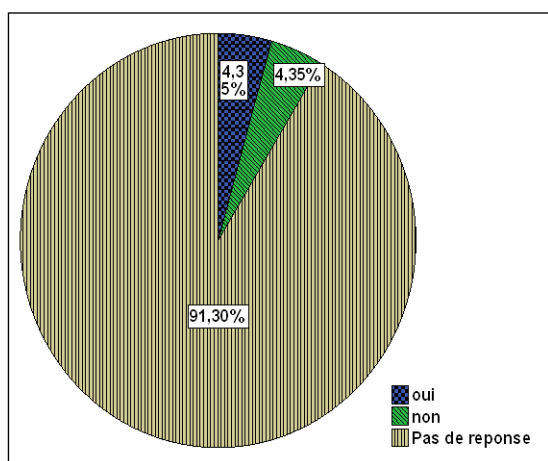
#### A4 2. Etes-vous satisfait du système de suivi et évaluation du plan de convergence par COMIFAC ?



Commentaire : le résultat ici est encore plus clair que pour le partenariat, le système de S&E du plan de convergence par la COMIFAC ne semble pas satisfaire grand monde. Mais n'oublions pas en même temps que les mêmes qui trouvent le système inefficace, rechignent souvent à produire et partager leurs propres éléments de suivi.

**Comme le suivi des activités du PFBC et le suivi du PC par la COMIFAC sont nécessairement des activités liées, cette question devra être traitée avec la COMIFAC et les partenaires par la facilitation canadienne pour avancer sur des propositions concrètes.**

#### A4 3. Pourriez-vous être un partenaire leader sur un des 10 axes stratégiques du plan de convergence ?

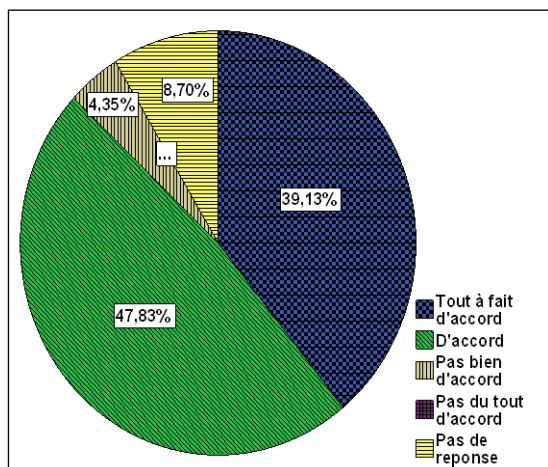


Commentaire : ce résultat est presque une caricature, pratiquement personne ne souhaite répondre, soit qu'on ne souhaite pas s'engager, soit plus vraisemblablement que l'approche proposant un leader par axe du Plan de convergence ne soit pas du tout une bonne idée.

**Dans tous les cas, il est certainement inutile de proposer des leaders en fonction des axes stratégique du PC.**



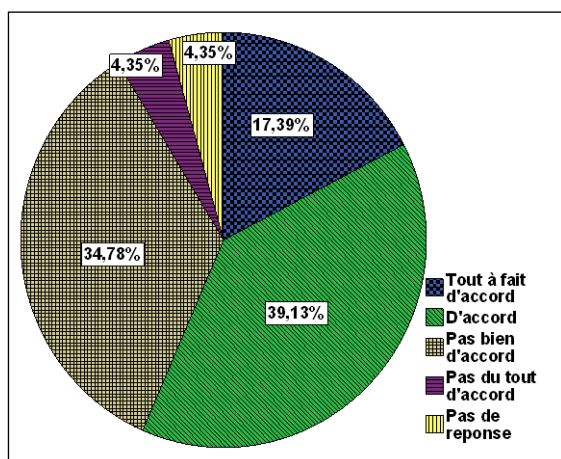
**A51. De manière générale, considérez-vous très positive l'existence et l'action du PFBC?**



Commentaire : malgré les insuffisances soulignées, le PFBC est jugé très positif ou positif par 90% des gens, soit plus de 95% des avis exprimés. Il n'y a donc aucune ambiguïté, pratiquement tout le monde approuve ce mécanisme et souhaite qu'il poursuive sa route.

**La facilitation canadienne s'engage sur un mécanisme approuvé par tous et qu'il convient de poursuivre dans un réel esprit de continuité.**

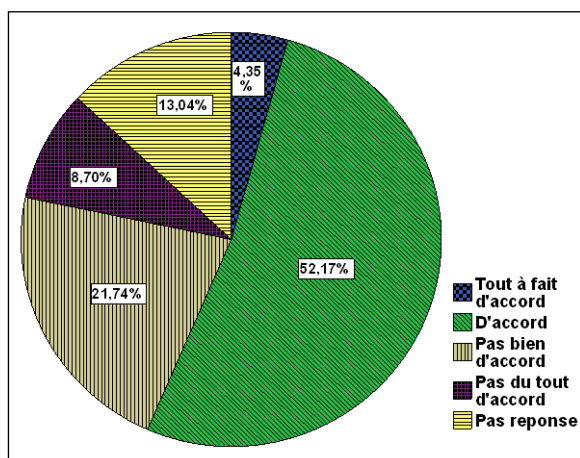
**A53. Vous considérez-vous bien informé des actions menées par la facilitation allemande du PFBC ?**



Commentaire : la grande majorité des répondants se sentent bien informés sur les actions de la facilitation allemande, 1/3 cependant des gens ne répond pas, ce qui semble dire qu'ils ne se sentent pas bien informés. Une réponse, provenant en réalité d'un non membre, affirme ne pas être informé du tout.

**Pour la facilitation canadienne, cela veut dire qu'il faudra garder en permanence à l'esprit la nécessité de communiquer toujours et partout sur les actions menées afin que tout le monde se sente informé et concerné.**

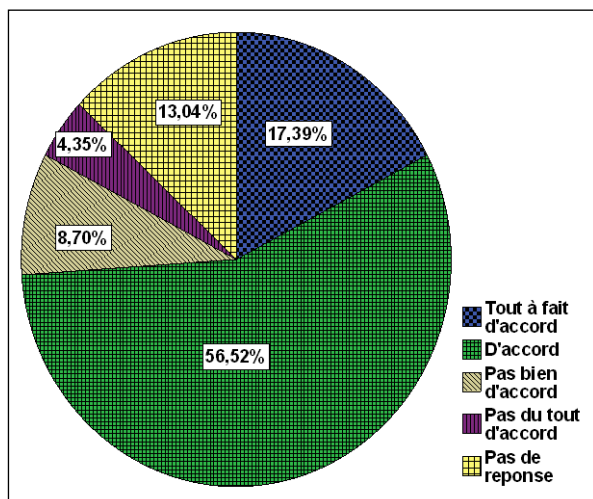
**A57. Le PFBC est-il bien connu de votre entourage professionnel ?**



Commentaire : le PFBC semble bien connu dans l'entourage immédiat des répondants, mais le résultat sur l'ensemble est nettement plus mitigé.

**En pratique, le PFBC est bien connu par les gens qui s'en occupent directement mais sans doute beaucoup moins parmi les personnels des multiples organisations dès lors que ce sujet n'est plus le leur, notamment au niveau des Etats ou du secteur privé.**

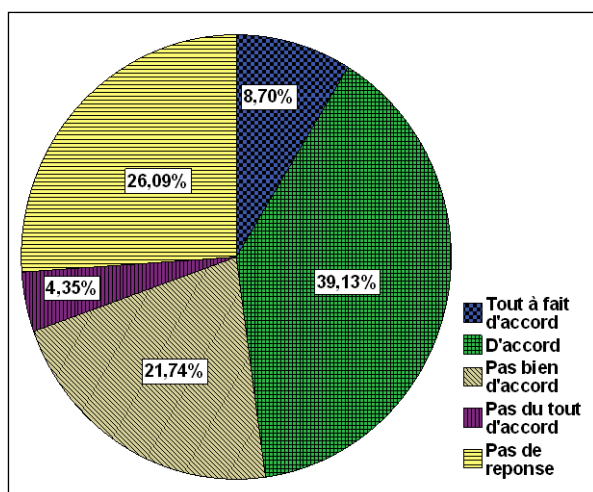
**A56. Le PFBC est-il considéré de manière positive par votre entourage professionnel ?**



Commentaire : le PFBC semble globalement bien perçu par les personnels des organisations répondantes.

**Il reste cependant sans doute des efforts de communication à faire en direction de certains groupes dans la mesure où on avoue ici 1/3 au moins de faiblesses.**

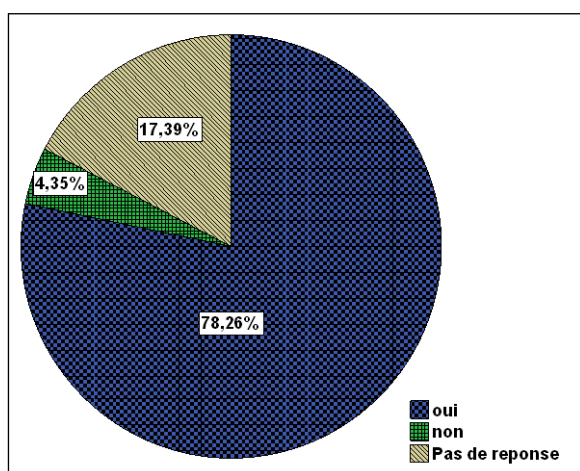
**A57. La sous-région parle-t-elle d'une seule voix sur les sujets majeurs concernant les forêts ?**



Commentaire : la réponse est pour le moins assez mitigée et même si plus de la moitié des répondants semble d'accord, le nombre de réponses négatives, ou de non réponses, démontre que ce sentiment ne fait pas l'unanimité.

**On peut en conclure pour la facilitation canadienne et pour la COMIFAC un besoin de rendre plus clair et plus net les positions de la sous région sur les thématiques majeures des forêts d'AC.**

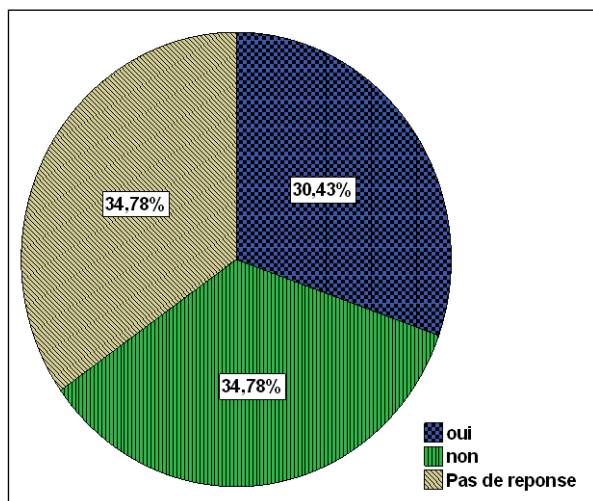
**A581. Estimez-vous que la facilitation allemande du PFBC agit en réseau de partenaires ?**



Commentaire : pour pratiquement tous ceux qui ont répondu, soit 80% des questionnaires reçus, la facilitation allemande a agit en réseau de partenaires.

**C'est globalement un satisfecit qui semble approuver la méthode où la facilitation allemande a cherché à animer le réseau lui-même sans nécessairement mettre l'Allemagne en avant. Pour la facilitation canadienne, il faudra veiller à garder cet esprit de réseau de partenaires.**

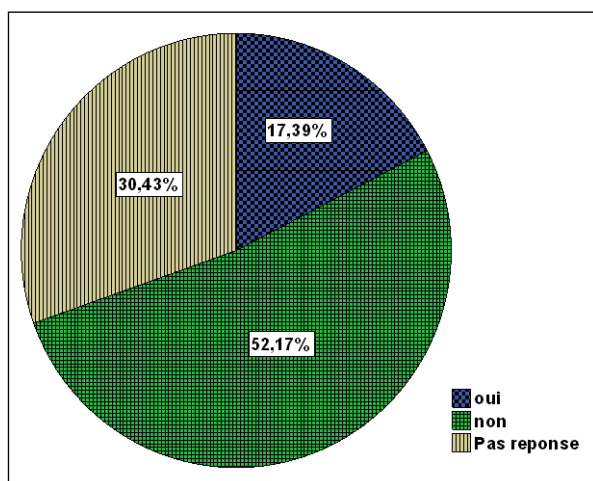
**A582. Estimez-vous que la facilitation allemande du PFBC agit comme une institution formelle ?**



Commentaire : les avis ici sont très partagés et 1/3 des gens ne se prononcent pas. Si on regarde par catégories de répondants (Etats, bailleurs, agences, non-membres), les résultats sont également partagés.

**On ne peut donc pas tirer d'autre conclusion que de souligner que l'image projetée par la facilitation allemande est donc assez floue pour ses partenaires qui ne savent pas très bien si elle agit comme une institution formelle ou non. Ce sera quelque chose à clarifier pour les canadiens aussi.**

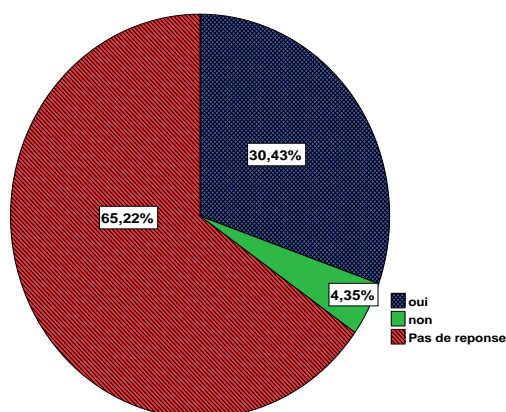
**A59. Avez-vous l'impression que la facilitation allemande du PFBC s'érige en groupe de pression ?**



Commentaire : il semble bien que la majorité considère que la facilitation allemande ne s'érige pas en groupe de pression, mais une partie ne se prononce pas et une petite partie pense qu'effectivement, c'est bien un groupe de pression.

**Cette réponse est difficile à interpréter en dehors du fait que l'image projetée auprès des partenaires est semble-t-il quelque peu brouillée.**

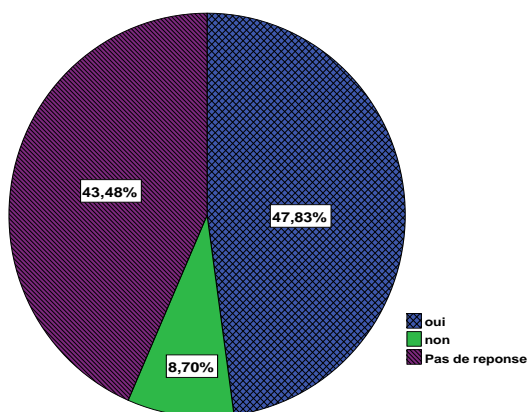
**B62. Pensez-vous que les indicateurs de performance devraient être fixés à chaque activité réalisée par le partenaire**



Commentaire : sur les différentes questions concernant les indicateurs de performance, le taux de réponse est à chaque fois extrêmement faible. Les gens ne veulent pas répondre. En clair, tout le monde sait qu'il faudrait mettre des indicateurs en place mais peu sont sans doute prêts à en assumer les exigences.

**La question de la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation efficace des actions des partenaires reste posée et la solution n'est pas encore réellement trouvée.**

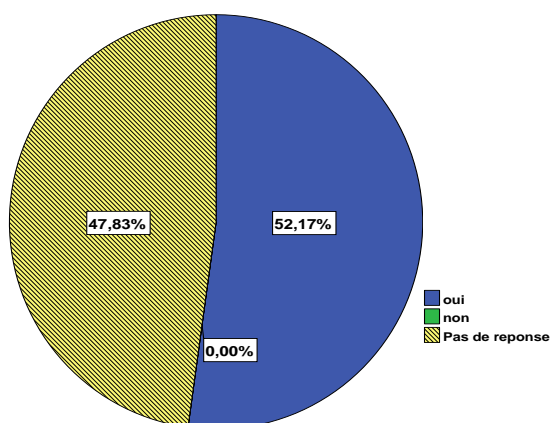
**B71. Les appuis en termes de renforcement des capacités ont-ils été efficaces?**



Commentaire : la forte proportion d'abstention brouille la réponse à cette question qui pour le moins met en évidence tout de même que la moitié seulement des gens considère que le renforcement des capacités a eu des résultats.

**Il conviendra de méditer ce constat avec la facilitation canadienne pour permettre d'élaborer des stratégies de renforcement des capacités qui soient plus efficaces.**

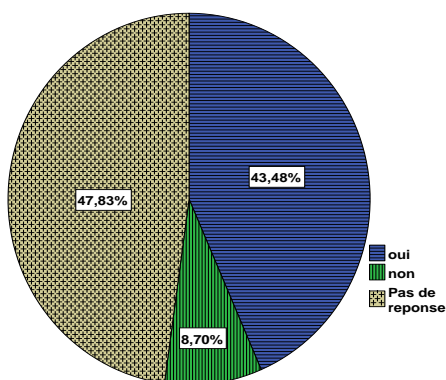
**B73. Ces appuis consistent-il en de l'information?**



Commentaire : l'information est bien toujours au cœur de la problématique, tous les gens ayant répondu ont ainsi souligné l'importance de l'information.

**Pour la facilitation canadienne, il est évident que la poursuite des efforts en matière d'information est indispensable et au cœur même de toute la logique de facilitation et de renforcement des capacités.**

**B91. Pensez-vous qu'il y a désormais plus de cohérence dans la position du PFBC face aux enjeux nationaux, sous régionaux et internationaux ?**

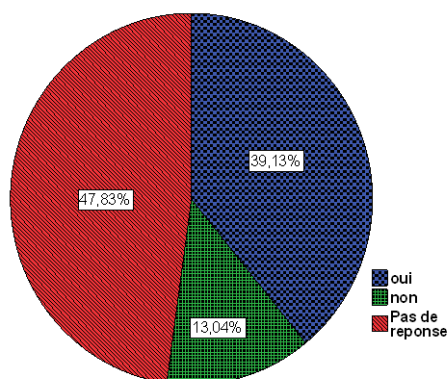


Commentaire : ce sont essentiellement des bailleurs et des agences qui ont répondu à cette question et qui pensent majoritairement que les positions du PFBC sont désormais plus cohérentes. Les Etats et les points focaux n'ont pas répondu.

**C'est un constat d'amélioration de la cohérence des positions du PFBC avec le constat parallèle que les Etats d'AC, ou du moins leurs fonctionnaires, ne se sentent pas très concernés.**



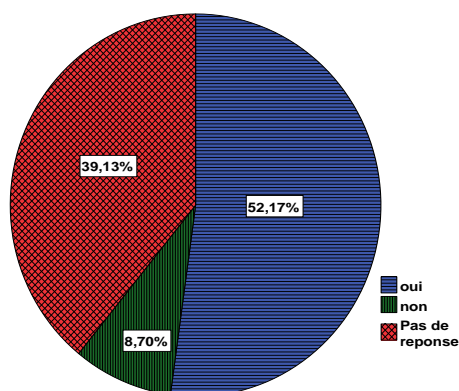
**B92. Pensez-vous qu'il y a désormais plus de cohérence dans la position de la COMIFAC face aux enjeux nationaux, sous régionaux et internationaux ?**



Commentaire : c'est à peu de chose près pour les positions de la COMIFAC la même chose que pour les positions du PFBC, sauf que l'absence de réponse de la part des Etats d'AC prend ici une autre dimension. Les bailleurs ont davantage de sentiment d'amélioration de la cohérence que les Etats eux-mêmes.

**Concrètement, il est clair que la culture d'un positionnement commun des Etats d'AC sur les grands sujets internationaux n'est pas encore bien établie au sein de la COMIFAC.**

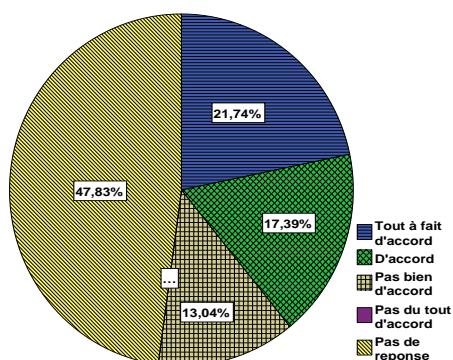
**B11. Selon vous, a-t-on plus de visibilité désormais sur les missions du PFBC?**



Commentaire : Pour les gens ayant répondu, la réponse est clairement oui, et seulement 1/3 n'ayant pas répondu, on peut donc en déduire qu'il y a bien une perception globalement positive de l'amélioration de la visibilité des missions du PFBC.

**Pour la facilitation canadienne, il conviendra de veiller à renforcer cette visibilité du PFBC.**

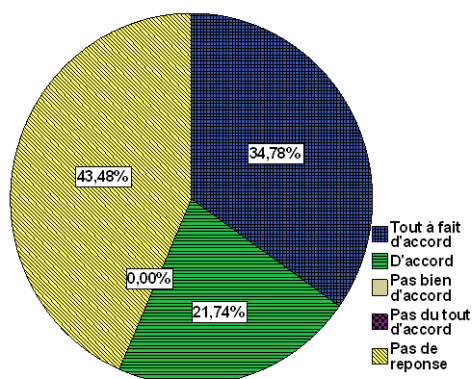
**B122. A votre avis, en dehors de la mise en œuvre du plan de convergence "la mobilisation des financements" devrait-elle être l'une des missions du PFBC ?**



Commentaire : les réponses sont pour le moins partagées et mettent seulement en évidence que la mission de mobilisation des financements pour le PFBC n'est pas clairement une mission principale. Cela fait partie des choses à faire, mais pas nécessairement la priorité si on analyse l'ensemble, alors même que cela peut être considéré comme le principal objet du PFBC pour la plupart des Etats de l'AC.

**La mission du PFBC est à clarifier dans les esprits des partenaires eux-mêmes.**

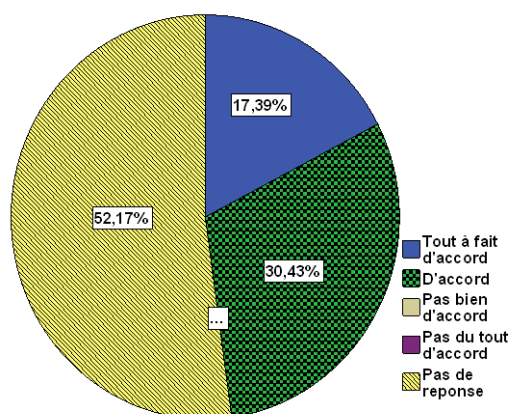
**B123. A votre avis, en dehors de la mise en œuvre du plan de convergence "l'échange des informations " devrait-il être l'une des missions du PFBC ?**



Commentaire : concernant l'échange d'informations, la réponse ici est nettement plus claire, c'est une mission prioritaire pour le PFBC.

**Pour la facilitation canadienne, l'échange d'informations devra donc rester un axe majeur de son plan de travail.**

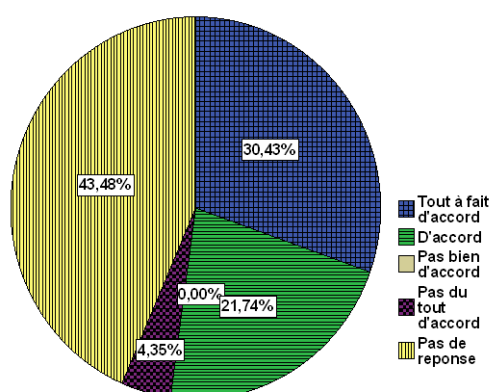
**B124. A votre avis, en dehors de la mise en œuvre du plan de convergence "le renforcement des capacités" devrait-il être l'une des missions du PFBC ?**



Commentaire : concernant le renforcement des capacités, tous ceux qui répondent à la question en font une mission prioritaire, mais la moitié ne répondant pas, il faut donc sans doute quelque peu nuancer.

**Pour la facilitation canadienne, le renforcement des capacités reste cependant bien un axe principal de travail pour la prochaine période.**

**B125. A votre avis, en dehors de la mise en œuvre du plan de convergence "l'analyse suivi évaluation des activités" devrait être l'une des missions du PFBC ?**

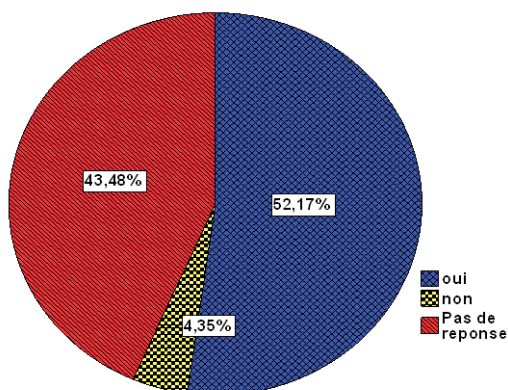


Commentaire : sur les différentes questions concernant les indicateurs de performance, le taux de réponse est à chaque fois extrêmement faible. Les gens ne veulent pas répondre. En clair, tout le monde sait qu'il faudrait mettre des indicateurs en place mais peu sont prêts à en assumer les exigences.

**La question de la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation efficace des actions des partenaires reste posée et la solution n'est pas encore réellement trouvée.**

B14. Concernant toutes les questions portant sur les critères d'adhésion au PFBC, le niveau d'abstention est trop élevé pour qu'on puisse en tirer réellement des conclusions.

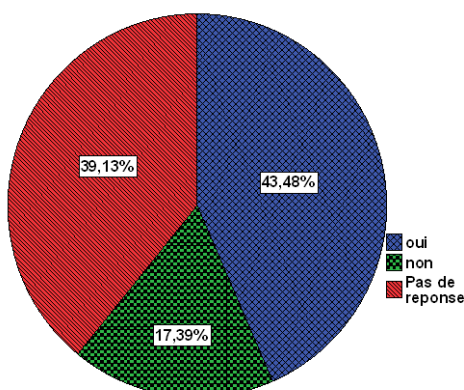
**B15. Pensez-vous que les insuffisances relevées lors de la précédente évaluation ont été redressées par la facilitation allemande à travers la clarification des missions du PFBC versus celles de COMIFAC ?**



Commentaire : la majorité des gens et la presque totalité des répondants pensent que les insuffisances relevées lors de la précédente évaluation ont été redressées par la facilitation allemande à travers la clarification des missions PFBC versus celles de la COMIFAC.

**Il conviendra sans doute d'être encore plus clair sur les missions du PFBC afin de réduire certains flous et autres incompréhensions.**

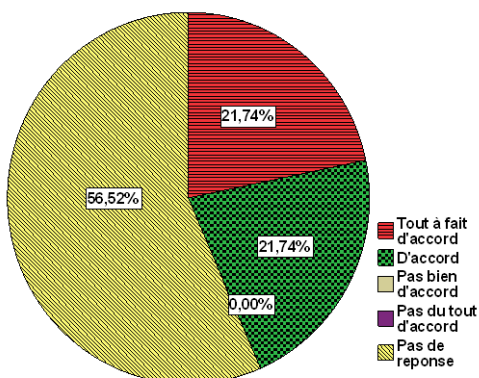
**B16. Pensez-vous que l'on a désormais plus de lisibilité sur les prérogatives de la COMIFAC par rapport au PFBC ?**



Commentaire : la réponse concernant les prérogatives de la COMIFAC par rapport au PFBC est ici plutôt partagée, démontrant qu'il persiste toujours un certain flou dans la répartition des rôles entre les deux et sans doute de l'image projetée.

**La facilitation canadienne devra veiller à clarifier ces rôles, définir précisément ce qui relève du PFBC par rapport à ce qui relève de la COMIFAC car cela reste encore un sujet de confusions.**

**C22. Lors d'une concertation nationale à laquelle vous avez participé, avez-vous été satisfait de la circulation de l'information ?**

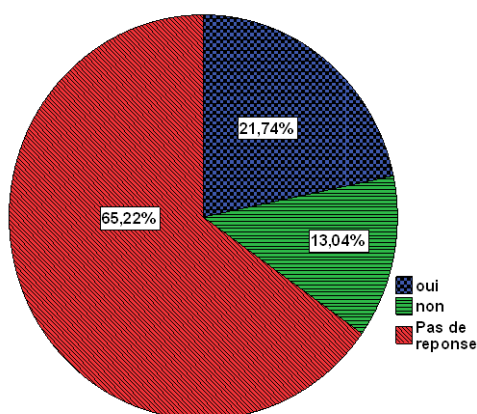


Commentaire : le taux de réponse à la question est ici très faible, généralement le fait de gens qui n'ont pas participé à des concertation nationales et ne peuvent pas répondre. A l'inverse, ceux qui ont répondu sont plutôt satisfaits de la circulation de l'information.

**Pour la facilitation canadienne, cela amène à souligner l'importance de la communication avant, pendant et après les événements, pour ceux qui y participent MAIS AUSSI pour ceux qui n'y participent pas, mais qui ont besoin tout de même d'être informés.**



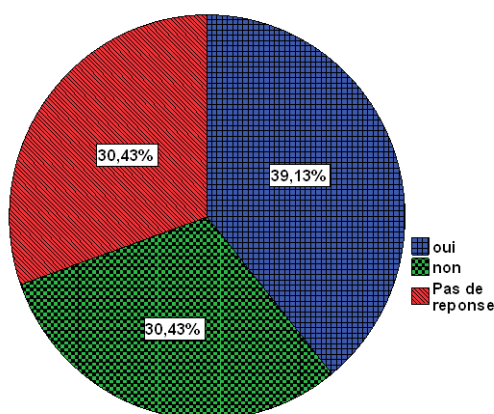
**C23. Diriez-vous de votre organisation qu'elle est réellement impliquée par le Partenariat ?**



Commentaire : il est amusant de constater que sur cette question, ce sont surtout les bailleurs qui n'ont pas répondu, avouant implicitement que leur propre organisation n'est pas réellement impliquée dans le partenariat.

**On tombe ici au cœur même des difficultés du PFBC qui ne voit s'impliquer réellement qu'une petite partie de ses membres pour son bon fonctionnement. Ce sera un défi réel à relever pour la facilitation canadienne.**

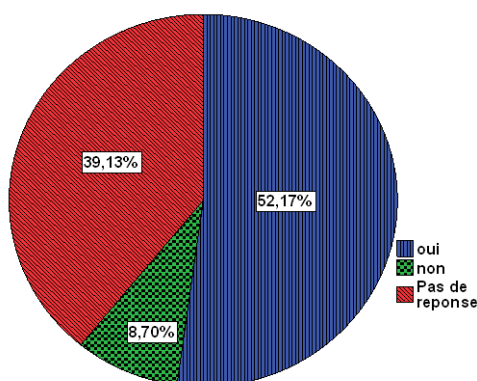
**C28. Êtes-vous satisfait de votre niveau d'initiative et d'implication actuel dans le cadre du PFBC?**



Commentaire : à cette question plus personnelle sur l'implication à l'égard du PFBC, la réponse est partagée. La plupart des gens reconnaissent ne pas s'impliquer suffisamment ou préfèrent ne pas répondre à la question.

**On ne peut sans doute pas facilement dissocier les organisations des individus qui les animent. Si les individus ne se sentent pas impliqués, les organisations ne le seront pas non plus. La véritable réponse en terme d'implication est donc nécessairement politique puisque les agents sur le terrain sont rarement les véritables décideurs. La facilitation canadienne aura intérêt à revitaliser le comité « politique » du PFBC pour prétendre avoir des résultats.**

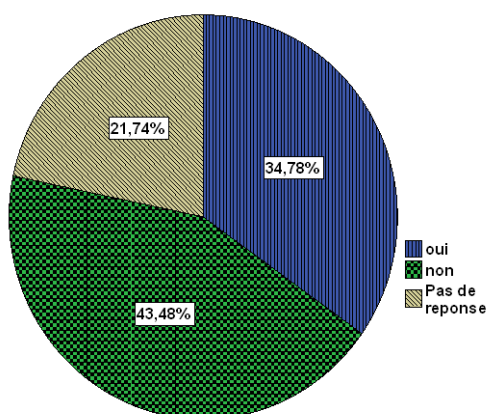
**C30. Votre organisation serait-elle d'accord pour s'engager formellement sur la durée sur une activité ou un axe?**



Commentaire : contrairement à la question sur l'engagement sur les axes stratégiques, la réponse ici est plus claire, la majorité des partenaires est potentiellement prête à s'engager sur la durée sur une activité.

**L'engagement sur une activité ou une thématique paraît assez réaliste et envisageable. On peut donc imaginer mieux responsabiliser certains partenaires par rapport à des thèmes précis.**

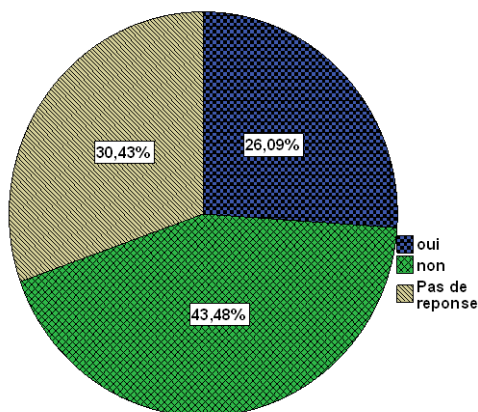
### C31. Participez-vous à un groupe de travail PFBC/COMIFAC?



Commentaire : en analysant l'ensemble des réponses, mais aussi les réponses par catégorie, on constate que ce sont plutôt des représentants étatiques qui participent à ces groupes, alors que les bailleurs et les agences y sont peu présents.

**On devra ici réfléchir à cette question du membership des groupes de travail qui sont davantage une affaire des fonctionnaires de la sous-région que l'affaire des partenaires extérieurs. Mais comme ce sont ces groupes qui définissent la position COMIFAC, cela laisse bien en évidence que la position PFBC n'est pas, quant à elle, aussi claire que cela.**

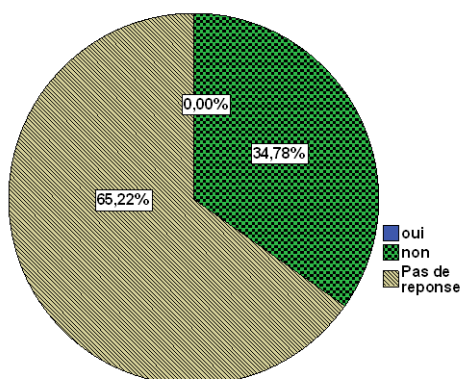
### C32. Participez-vous au Comité Consultatif Régional ?



Commentaire : la majorité des gens ayant répondu au questionnaire n'a pas participé au CCR. Quelque part cela illustre également bien le problème de l'instabilité des gens dans les postes. Les organisations restent mais les gens changent, il y a donc systématiquement des pertes de mémoire institutionnelle et des phénomènes de rupture.

**Ce même problème va se poser avec la facilitation canadienne entrante qui n'aura pas la mémoire des activités passées. La passation des dossiers, mais surtout de la mémoire, doit faire l'objet d'un travail important entre les allemands et les canadiens, les uns devant faire l'effort de rentrer l'information complète et digeste, et les autres devant faire l'effort d'apprendre et de comprendre.**

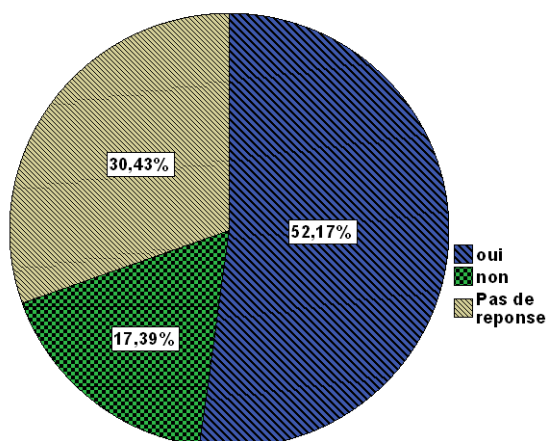
### C33. Avez-vous déjà fait une demande de conseil ou d'appui spécifique au PFBC ?



Commentaire : la réponse est ici caricaturale, c'est non, ou bien on ne répond pas, ce qui revient au même. Les membres ne se rappellent pas avoir demandé conseil au PFBC.

**Pour la facilitation canadienne, cela doit sans doute être un élément à prendre en compte car il ne faut pas croire que cette attitude va évoluer facilement.**

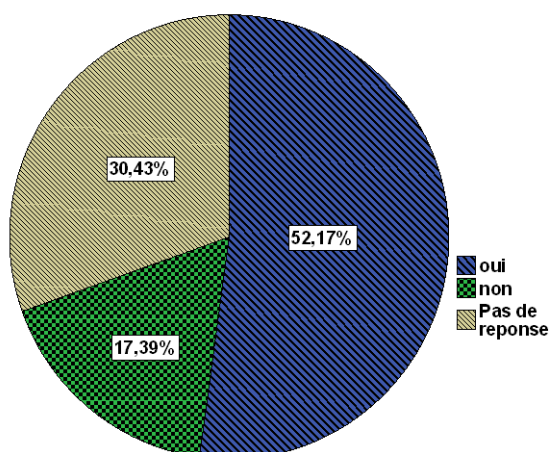
**E45. La facilitation actuellement animée par un duo composé d'un facilitateur allemand basé en Allemagne et d'un facilitateur délégué africain basé au Cameroun est-elle efficace?**



**Commentaire :** Majoritairement, les personnes répondent « oui » à ce modèle avec un facilitateur en Allemagne et un facilitateur en Afrique. Remarquons tout de même qu'il y a des réponses négatives et des gens qui ne se prononcent pas. Ce n'est donc pas un modèle approuvé par tout le monde.

**La facilitation canadienne va reprendre ce même modèle mais il faut comprendre que certaines personnes ne l'approuvent pas. Il s'agira donc d'être diplomate.**

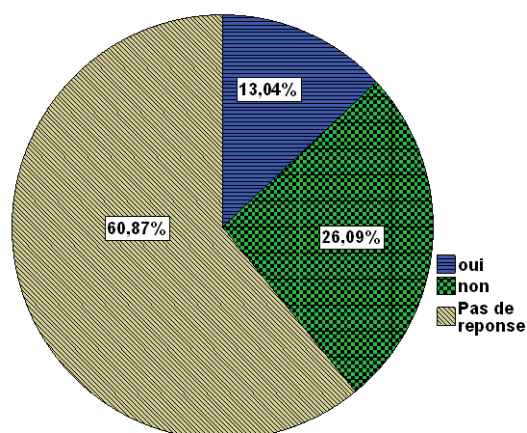
**E46. Le facilitateur et son délégué devraient-ils agir sur les mêmes TDR?**



**Commentaire :** concernant cette question, le résultat est partagé entre oui et non et ne réponds pas, même si la majorité penche pour le oui. On peut également se poser la question de savoir si la question elle-même a été bien comprise.

**Pour la facilitation canadienne, il faudra nécessairement bien clarifier et expliquer le rôle de chacun des deux facilitateurs.**

**E48. Le facilitateur délégué pourrait-il relever d'un autre type de partenaire ?**

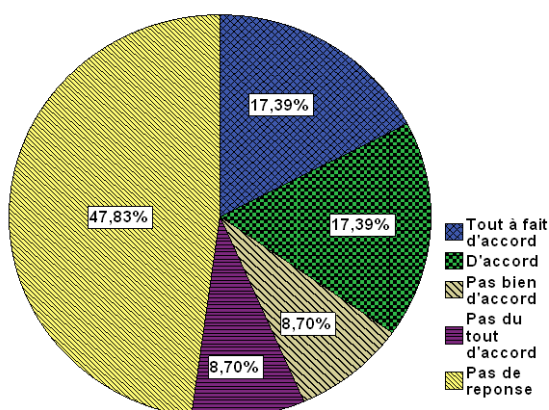


**Commentaire :** la plupart des gens n'ont pas répondu à cette question, mais il semble bien tout de même que la réponse soit de dire que « non », approuvant de ce fait que le facilitateur délégué appartienne à la même organisation que le facilitateur.

**C'est le modèle allemand qui a lui-même été retenu par les canadiens.**



**E491. Un comité consultatif national du PFBC, serait il de votre point de vue le meilleur relais de la facilitation au niveau des pays de la COMIFAC bénéficiaires de la facilitation?**

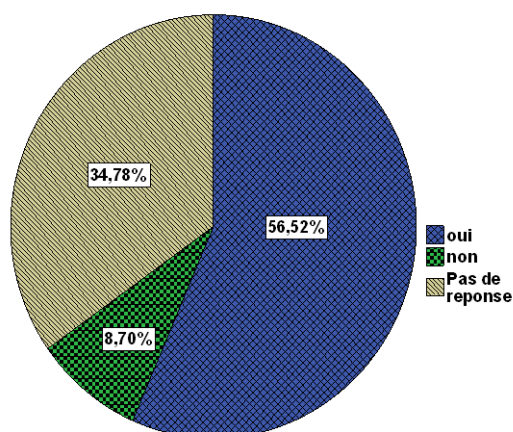


Commentaire : les réponses ici sont assez partagées mais la majorité des répondants sont d'accord avec l'idée d'un comité consultatif national du PFBC comme relais de la facilitation. La plupart des bailleurs ne se prononcent pas.

**Si on prend pour modèle le CCPM du Cameroun, on a une idée de ce qui pourrait être proposé dans chaque pays pour assurer le relais de la facilitation.**

**Les autres propositions de relais de la facilitation du PFBC ne sont pas validées.**

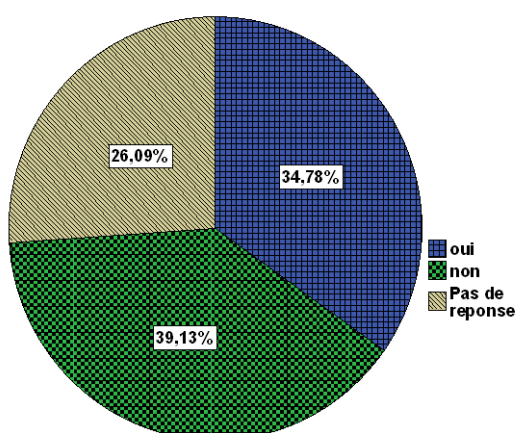
**54. Le site internet du PFBC dans sa configuration actuelle vous satisfait-il ?**



Commentaire : Globalement, la configuration actuelle du site internet du PFBC est approuvée.

**Pour la facilitation canadienne, il s'agira de poursuivre la gestion et l'actualisation quotidienne du site internet pour qu'il soit un outil d'information de référence pour tous les membres.**

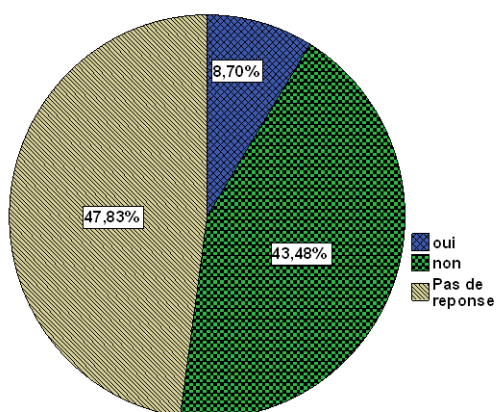
**E55. La diffusion d'information entre les membres du PFBC est-elle suffisante ?**



Commentaire : réponse assez partagée entre ceux qui trouvent que la diffusion d'information est suffisante (plutôt des agences et points focaux des Etats) et ceux qui pensent le contraire (plutôt des bailleurs).

**En pratique, cela ne fait que renforcer la nécessité de devoir mieux communiquer entre les membres.**

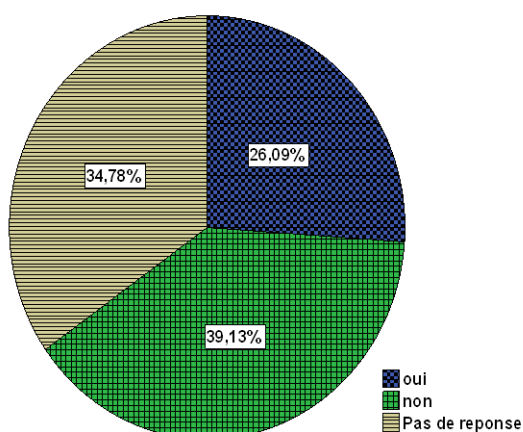
**E57. La facilitation vous a-t-elle conseillé dans l'orientation de votre contribution financière auprès de la COMIFAC ?**



Commentaire : très peu de gens reconnaissent avoir été conseillés par la facilitation concernant l'orientation de leur contribution financière à la COMIFAC.

**On est ici sur une question très sensible et pour laquelle il n'est sans doute pas facile de connaître la réalité des conseils qui ont été réellement donnés et pris en compte.**

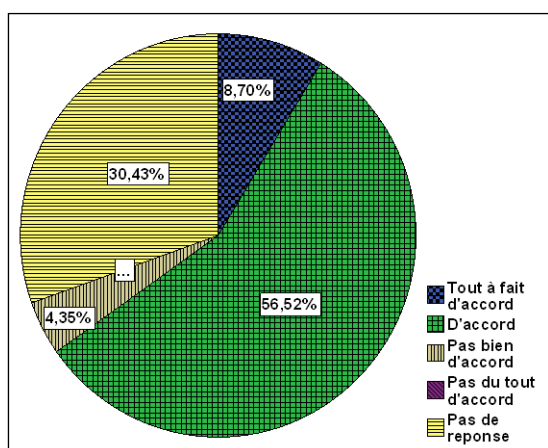
**E62. L'implication de la société civile et du secteur privé vous paraît-elle suffisante ?**



Commentaire : encore une réponse particulièrement partagée. On peut sans doute en déduire que les gens qui pensent que l'implication de la société civile et du secteur privé n'est pas suffisante sont majoritaires, mais ce n'est pas très net.

**Pour la facilitation canadienne, il convient de veiller à renforcer cette participation de la société civile et du secteur privé, mais cela ne doit certainement pas être une priorité principale occultant le reste.**

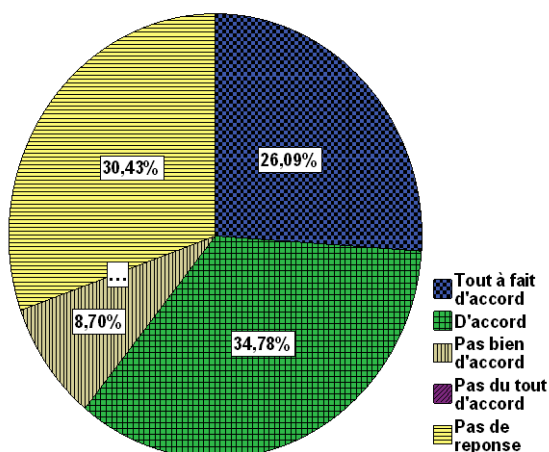
**E 64. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur allemand en termes de promotion du PFBC ?**



Commentaire : la réponse est très majoritairement « oui », l'action du facilitateur allemand est approuvée en termes de promotion du PFBC.

**Pour la facilitation canadienne, il s'agit de pouvoir poursuivre sur la lancée, continuer la promotion du PFBC et faire de cette prochaine phase de facilitation qu'elle soit au moins autant appréciée que celle des allemands.**

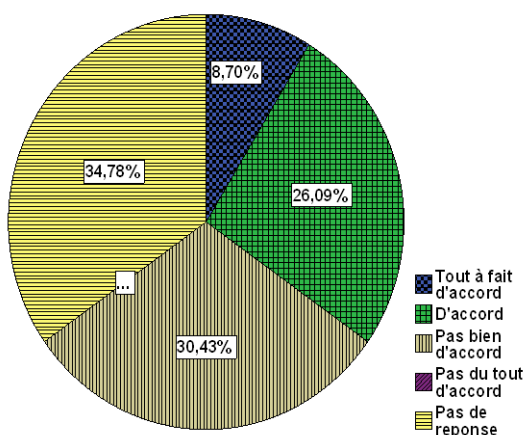
**E65. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur allemand en termes de concertation au sein du PFBC ?**



Commentaire : la plupart des répondants sont satisfaits de l'action du facilitateur allemand en termes de concertation au sein du PFBC.

**Il s'agit donc pour la facilitation canadienne de pouvoir maintenir un bon niveau de performance pour atteindre au moins au même niveau de satisfaction.**

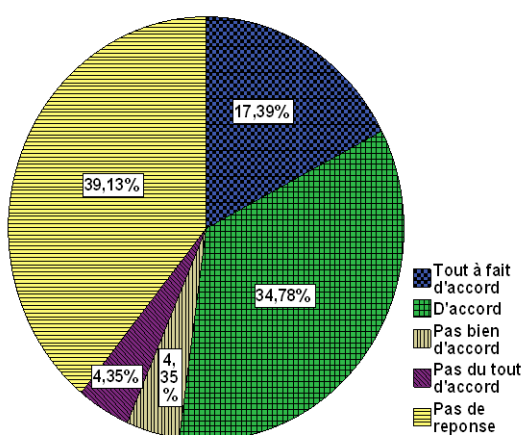
**E66. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel en terme de coordination des contributions techniques des partenaires ?**



Commentaire : la réponse ici est nettement plus nuancée et on peut en déduire que la majorité des gens ne sont finalement pas très satisfaits du travail fait en matière de coordination des contributions techniques des partenaires, notamment les représentants des Etats.

**Il est clair que la facilitation canadienne va devoir se concentrer sur cette question de la coordination des contributions techniques des partenaires, ne serait-ce que pour faciliter le travail des Etats et de la COMIFAC.**

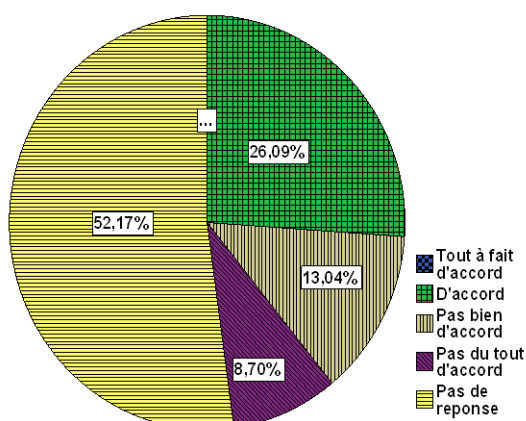
**E67. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel en terme de partage des informations et données entre les membres ?**



Commentaire : Presque tous les répondants sont satisfaits du facilitateur en terme de partage des informations entre les membres, mais en même temps près de 40% ne répondent pas, indiquant ainsi qu'ils ne sentent pas bien informés.

**La facilitation canadienne aura à veiller à tout moment à faciliter la circulation de l'information entre les membres afin que tous se sentent effectivement bien informés et appartenant à un même partenariat.**

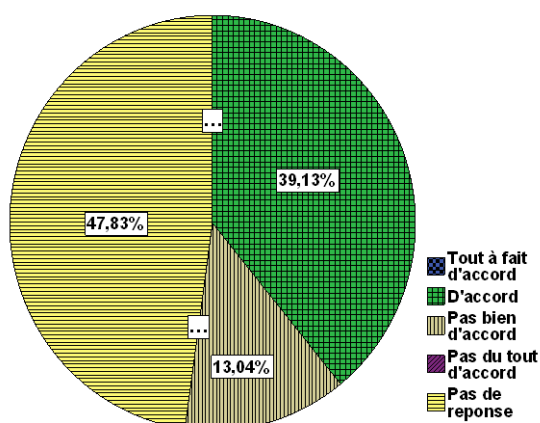
**E 68. Vous êtes pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel en terme de coordination des contributions financières des membres ?**



**Commentaire :** La coordination des contributions financières des membres est clairement un échec, même si la plupart des gens préfèrent ne pas répondre que de l'avouer clairement.

**Cette question de la coordination financière est extrêmement sensible puisqu'il n'a pas même été possible de faire un point précis sur l'ensembles des contributions des partenaires en AC. Pour la facilitation canadienne, il conviendra de rester prudent sur ce sujet et d'avancer pas à pas.**

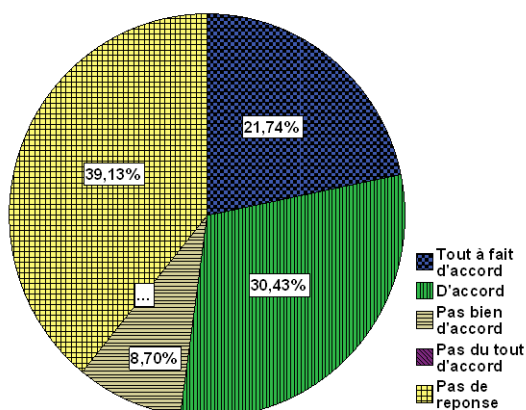
**E69. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel sur la mobilisation et l'orientation de mécanismes de financement ?**



**Commentaire :** en termes de mobilisation et d'orientation des mécanismes de financement, le taux de satisfaction est assez bon, notamment chez les bailleurs, mais près de la moitié des gens ne répondent pas.

**En pratique, la confusion vient du fait que les gens ne font pas bien le lien entre le PFBC – la facilitation et les divers outils/fonds mis en place ces dernières années comme le FFBC par exemple. La facilitation canadienne devra communiquer sur les divers mécanismes de financement mis en place par les partenaires du PFBC.**

**E 70. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel pour l'appui au secrétariat exécutif de la COMIFAC ?**

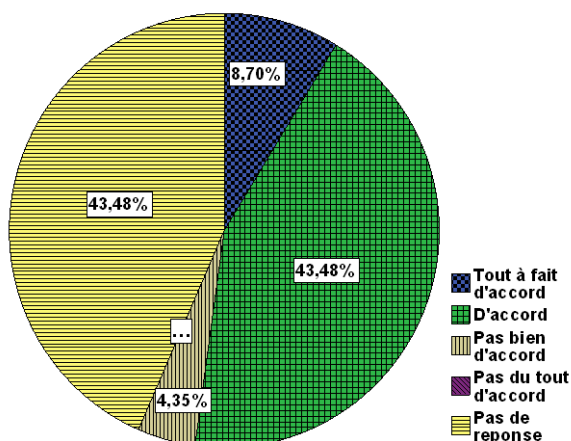


**Commentaire :** les réponses sont assez partagées et on doit noter que la moitié des bailleurs ne répondent pas à la question, mais globalement c'est un satisfecit accordé à la facilitation sortante.

**On peut sans doute en déduire pour la facilitation canadienne qu'il faudra poursuivre et intensifier l'appui au secrétariat exécutif de la COMIFAC sans pour autant se substituer à lui.**



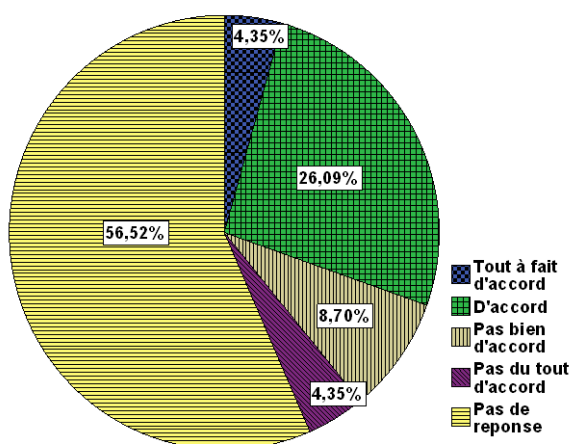
**E71. Etes vous pleinement satisfait de l'action du facilitateur actuel pour son rôle dans l'amélioration de la gouvernance forestière ?**



Commentaire : c'est globalement un satisfecit malgré le fait que près de la moitié des gens n'aient pas répondu, notamment des bailleurs.

Pour la facilitation canadienne, il est clair que le travail d'appui à l'amélioration de la gouvernance forestière doit se poursuivre, mais il conviendra également que les différents partenaires soient bien informés de ce qui se fait.

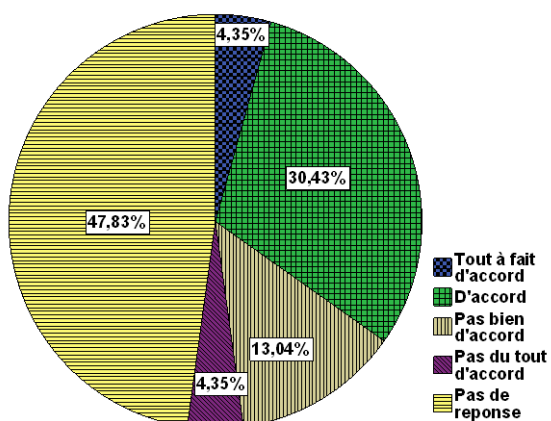
**E 74. A votre connaissance, votre organisation bénéficie-t-elle pleinement du levier politique que peut représenter le PFBC ?**



Commentaire : sur cette question, le taux d'abstention est très important, notamment chez les bailleurs. Difficile d'en faire une interprétation claire, sinon pour dire que les gens qui ont répondu au questionnaire n'ont pas voulu s'engager sur le terrain politique.

On pourrait en déduire pour la facilitation canadienne qu'il y a bien plusieurs niveaux au sein même des partenaires, les décideurs qui interviennent au niveau politique et les techniciens/gestionnaires qui exécutent les activités décidées par leurs hiérarchies et qui ne se prononcent pas.

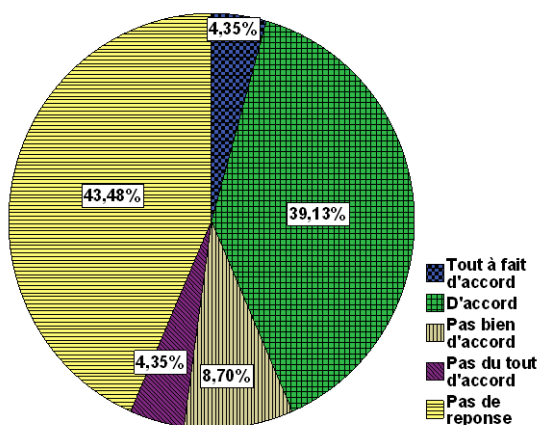
**E 75. A votre connaissance, votre organisation bénéficie-t-elle pleinement des opportunités de coopération qu'offre le PFBC ?**



Commentaire : le gagnant ici encore est l'abstention, dénotant notamment le manque de volonté des bailleurs de s'exprimer sur cette question. Pour ceux qui répondent, la majorité considère que leur organisation a bénéficié des opportunités qu'offre le PFBC.

Pour la facilitation canadienne, il faut certainement relier cette réponse à celle concernant la communication et insister sur le partage d'informations.

**E 77. Le PFBC a un impact positif sur les activités de votre structure ?**



Commentaire : Moins d'abstentions et davantage de réponses positives pour affirmer que le PFBC a eu un impact positif sur les activités des structures partenaires du PFBC.

**Le PFBC a généralement un impact positif sur les activités des organisations partenaires, même si ce n'est sans doute pas toujours très clair. Pour la facilitation canadienne, il s'agira cependant de raisonner en termes d'impacts à court, moyen et long terme.**

*Pour la plupart des questions suivantes, comme pour la plupart des questions qui n'ont pas été commentées dans cette annexe 2, la principale raison en est le plus souvent le nombre insuffisant de réponses exprimées, rendant l'analyse statistique impossible.*

## Annexe 3 : Résultat de la consultation égalité Hommes-Femmes

### Consultations ÉFH sur le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC)

#### Questionnaire de cueillette d'information - Réponses

PTF/organisations	HCC/ACDI, GTZ, Coopération française, BAD, BM, CIFOR, SE/COMIFAC, FAO, REFADD, UICN, PFBC/Facilitation allemande, VSO-CUSO
Services	
Personnes interviewées	Nombre : 25 Titre/Fonction :
Par	Françoise Nduwimana, appuyée par Jean Albert Onana
Date	15 au 22 mars 2010
Durée	Entre 1h et 1h30 par entretien
Lieu	Yaoundé

**But :** Ces consultations ont comme principal but de déterminer les appuis nécessaires à la prise en compte du « genre » à travers les initiatives du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC). S'inscrivant dans le cadre de l'évaluation conjointe germano-canadienne du PFBC, elles constituent une opportunité de dialogue politique en matière de genre, avec la COMIFAC, les partenaires techniques et financiers impliqués dans le PFBC, les organisations de la société civile, particulièrement les réseaux de femmes impliqués dans les travaux de la COMIFAC.

**Objectifs :** Ces consultations visent concrètement l'identification d'actions et de mesures à entreprendre et/ou à renforcer, en vue de développer une vision collégiale basée d'une part sur les acquis des mandats de facilitation précédents, et d'autre part, sur les engagements communs d'appui institutionnel en vue de la prochaine facilitation. Les trois principaux objectifs visés sont :

- L'évaluation de l'état de la prise en compte de la dimension « genre » dans l'appui des partenaires PFBC aux initiatives relatives à la conservation et à la gestion durable des Forêts du Bassin du Congo;
- L'évaluation des besoins et des capacités institutionnelles en égalité H/F de la COMIFAC;
- L'analyse des points d'entrée dans la formulation de propositions pour la facilitation canadienne, et recommandations égalité H/F pour feuille de route canadienne;

**Directives :** Le présent questionnaire servira de grille d'entretiens à la personne ou aux gens qui conduisent les consultations. Il s'agit d'un outil de collecte d'information sur le renforcement des capacités en matière de genre. Il n'est pas nécessaire de suivre les questions dans l'ordre, et d'autres questions pourraient être soulevées durant l'entretien. Il est par ailleurs essentiel d'adapter ce questionnaire selon que l'interlocuteur est représentant d'un PTF, de la COMIFAC, ou d'une organisation de la société civile.

#### ETAPE 1 : PRÉSENTATION DU CADRE DE CONSULTATION ET DES RESULTATS ESCOMPTÉS

## DEUXIEME ETAPE : QUESTIONNAIRE – REPONSES

1. ENGAGEMENT POLITIQUE DES PTF EN FAVEUR DE L'ÉFH			
Question	Oui	Non	Commentaires
<p>1a) Votre organisation/institution possède-t-elle une politique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (ÉFH) et/ou une politique sectorielle (ressources naturelles/forêts) tenant compte de l'égalité entre les femmes et les hommes (ÉFH)?</p> <p>Pouvez-vous nous résumer les grands principes et objectifs de cette politique ?</p> <p><i>Notez si la politique met l'accent sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lien entre l'autonomisation des femmes et la réduction de la pauvreté</li> <li>- Le droit des femmes à la participation et à la prise de décision</li> <li>- L'équité hommes/femmes en matière d'accès et de contrôle des ressources</li> <li>- Le développement institutionnel et capacitaire en matière d'ÉFH</li> </ul>	10	2	<p>Les deux réponses négatives ne signifient pas que les initiatives menées par les organisations concernées n'accordent pas d'une manière ou d'une autre attention à l'ÉFH.</p> <p>Si toutes les politiques mettent l'accent sur les quatre points et souscrivent à la transversalité de l'ÉFH, leur mise en œuvre n'est pas comprise de façon intégrée. Plusieurs interlocuteurs mettent l'accent sur la participation des femmes (par exemple organes consultatifs, comité de pilotage) ainsi que leur accès aux ressources de production via des fonds de développement local (particulièrement le microcrédit). Le développement institutionnel en matière d'ÉFH qui permettrait d'intégrer l'ÉFH à travers tout le cycle de projet et tout le plan de convergence, ressort donc comme un défi d'importance capitale pour l'appui à la COMIFAC</p>
<p>1b) Dans le cadre du PFBC, avez-vous mené des initiatives d'appui aux objectifs stratégiques de la politique de votre organisation/agence en matière d'ÉFH ?</p> <p>Pouvez-vous nous donner un aperçu de ces initiatives et des résultats qu'elles vous ont permis d'atteindre par rapport à votre performance corporative et par rapport à celle de la COMIFAC?</p>	3	10	<p>Seulement trois PTF ont ciblé des activités d'appui institutionnel à la COMIFAC en matière d'ÉFH. La majorité appuie les groupes de femmes opératrices économiques au niveau du micro-crédit : 60% des bénéficiaires de deux projets sont des femmes.</p> <p>Trois mesures et initiatives : (1) un atelier visant à intégrer le genre à travers la mise en œuvre du Plan de convergence (GTZ), (2) la mobilisation d'une ligne budgétaire de 10% consacrée à l'ÉFH (projet GTZ), (3) ainsi qu'une récente dotation d'un poste d'expert en questions socioéconomique et genre au SE COMIFAC (BAD/PACEBCO). Ces initiatives ne permettent pas pour l'instant de faire le lien avec la performance corporative en matière d'ÉFH</p>
<p>1c) Quels sont, d'après vous, les principaux acquis du PFBC en matière d'ÉFH ? Et quels en sont les plus grands défis ?</p> <p><i>Notez si les initiatives en matière d'ÉFH ont été conçues en fonction des objectifs du partenariat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Efficacité des interventions des partenaires (gestion durable, croissance économique et réduction de la pauvreté)</li> <li>- Coordination, synergies et complémentarité</li> </ul>			<p>On ne peut pas, à ce stade, parler d'acquis significatifs. Des trois objectifs ciblés par le PFBC, seul le troisième a clairement pris en compte l'ÉFH dans ce sens que le REFADD est l'une des organisations actives au sein de la CEFDHAC et en assure même la vice présidence. Le premier objectif du PFBC (efficacité des interventions) est difficile à évaluer sous sa dimension ÉFH car il n'y a pas de plan d'intervention commun en matière d'ÉFH. Par contre on peut parler d'atouts et de défis. À l'unanimité tous les acteurs et actrices rencontrés reconnaissent sans ambages l'importance et la nécessité d'institutionnaliser l'ÉFH à travers le fonctionnement du PFBC et de sa</p>

- Implication de la société civile, le secteur privé, y compris les réseaux des femmes.			facilitation, ainsi qu'à travers le fonctionnement de la COMIFAC et la prise en compte de l'EFH dans l'opérationnalisation du Plan de convergence. Cela pose au moins trois défis : (1) que l'EFH soit clairement intégrée dans l'agenda de la feuille de route de la facilitation canadienne, particulièrement au niveau du dialogue politique de haut niveau, (2) que la coordination et la complémentarité du PFBC en matière d'EFH soient effectives, (3) que le SE de COMIFAC soit fortement appuyé au niveau de ses capacités opérationnelles en matière d'EFH, particulièrement la prise en compte de l'EFH dans la mise en œuvre du Plan de convergence
---	--	--	---

2. ENGAGEMENTS ÉFH DE LA COMIFAC – PLAN DE CONVERGENCE			
<p>2a) Pouvez-vous nous partager brièvement les grandes lignes du Plan de convergence et nous dire de quelle manière le Plan aborde les questions de genre et d'égalité entre les hommes et les femmes?</p> <p><i>Notez si la politique sectorielle aborde :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjeux sexospécifiques de la gestion des ressources forestières</li> <li>2. Identifie les sources et les facteurs des inégalités H/F</li> <li>3. Propose des mesures de réduction de ces inégalités au niveau national et régional</li> <li>4. Identifie clairement les rôles et responsabilités des États membres et de la COMIFAC</li> <li>5. Établit clairement les cibles et les résultats de réduction de ces inégalités</li> </ol>		Non	<p>Les dix axes stratégiques du Plan de convergence n'intègrent ni explicitement, ni implicitement l'EFH. Pour certains interlocuteurs consultés, l'axe 6 et l'axe 7 (activités alternatives et réduction de la pauvreté ; renforcement des capacités et participation des acteurs) réfèrent implicitement à l'EFH. Pourtant le cadre logique ne contient aucun résultat en matière d'EFH. Il n'y a conséquemment aucun indicateur qualitatif et quantitatif relatif à l'EFH. On ne peut pas donc mesurer l'impact que le Plan de convergence a eu ou aura sur les inégalités entre les sexes</p>
2b) En tant que structure de coordination régionale, la COMIFAC a-t-elle mené une évaluation des besoins des États membres en matière de genre et engagements du Plan de convergence ?	Non		<p>Le SE de la COMIFAC n'avait pas jusqu'à tout récemment les ressources humaines, matérielles et financières pour mener une telle évaluation. La majorité des PTF sont tout à fait favorables à appuyer la COMIFAC dans cette direction.</p>
2c) La COMIFAC dispose-t-elle d'une politique et d'une stratégie ÉFH?	non		<p>Le SE de la COMIFAC souhaite une révision du Plan de convergence afin d'y intégrer les aspects qui manquent, dont le genre. Il souhaite aussi se doter d'une stratégie qui va lui permettre d'intégrer l'EFH dans la mise en œuvre du plan de convergence et du plan triennal.</p>
2d) Si cette politique n'existe pas, prévoyez-vous de l'élaborer?		oui	
2e) Quels sont, d'après vous, les facteurs qui entravent ou ralentissent l'intégration			<p>Trois facteurs : (1) l'environnement institutionnel et législatif des États membres n'est pas encore</p>

<p>de l'ÉFH dans le fonctionnement et la programmation de la COMIFAC?</p> <p>Quels soutiens souhaiteriez-vous recevoir de la part du PFBC ?</p>	<p>Cf 4</p>	<p>harmonisé et les aspects genres en font partie; (2)un plan de développement des capacités de la COMIFAC et des organisations satellitaires en matière d'EFH n'est pas encore développé. Il permettrait un plaidoyer et des actions plus structurés, (3) Il n'existe pas encore une stratégie mettant a profit les plus hautes instances décisionnelles au niveau régional (CEEAC, Le Réseau des <b>Parlementaires</b> pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (<b>REPAR</b>) et national (Présidences, Ministères responsables de l'intégration régionale, Ministères en charge des forêts). Ces instances ont des politiques en matière d'EFH, mais la perspective sectorielle et régionale reste a définir</p>
---	-------------	---

### 3. COORDINATION DES APPUIS ÉFH DU PFBC

Question	Oui	Non	Commentaires
<p>3a) Le PFBC a-t-il par le passé conçu un mécanisme de concertation et de coordination de ses interventions/appuis en matière d'ÉFH ?</p> <p>Si un tel mécanisme n'existe pas encore, les membres du PFBC trouvent-ils qu'il pourrait constituer un moyen efficace de renforcer la prise en compte de l'ÉFH à travers le fonctionnement et la programmation de la COMIFAC?</p>	Oui	Non	<p>Le PFBC est une plate forme qui se veut souple et non contraignante.</p> <p>Trois PTF sont favorables a un mécanisme qui permettrait d'assurer la concertation des appuis en EFH. Les modalités restent à définir mais l'idée d'un fonds commun a été avancée</p>
<p>3b) Quelles sont les modalités que le PFBC pourraient utiliser afin de se doter d'un plan commun d'intervention en matière d'ÉFH ?</p> <p><i>Notez s'il y a une ouverture à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser les différents fora de dialogue politique (national et régional) afin d'accroître le plaidoyer et la sensibilisation en matière d'ÉFH des acteurs (Gouvernement, Parlements, société civile, secteur privé, SE/COMIFAC)</li> <li>- Appuyer la COMIFAC dans le développement et la mise en œuvre d'une politique ÉFH</li> <li>- Appuyer la COMIFAC à se doter d'une capacité institutionnelle en ÉFH (développement des capacités)</li> <li>- Participer à un plan d'action commun sur l'institutionnalisation de l'ÉFH à travers le fonctionnement et la programmation de la COMIFAC</li> </ul>	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p>		<p>Plusieurs suggestions ont été avancées : (1)La prochaine facilitation canadienne devrait cibler le dialogue politique avec le Secrétariat général de la CEEAC. D'une part, la CEEAC a un rôle important à jouer dans la définition d'une politique régionale en matière d'EFH. D'autre part, c'est avec la CEEAC que la BAD a signé l'accord de contribution exécuté par la COMIFAC (PACEBCO). (2) La facilitation canadienne devrait saisir le momentum de Yaoundé+10 pour promouvoir une prise de position des Chefs d'Etats sur l'EFH et la prise en compte de l'EFH dans la révision du Plan de convergence. (3) Une collaboration entre le REPAC, le Groupe des femmes parlementaires, le REFADD et les OSC mériterait d'être soutenue afin de faire émerger de la base les préoccupations et les enjeux sexospécifiques liées à la gestion durable des ressources forestières.</p> <p>En termes d'appui institutionnel a la COMIFAC, tous les interlocuteurs soutiennent la nécessité d'une stratégie EFH qui incluerait la prise en compte de l'EFH a travers tous les dix axes stratégiques du Plan de convergence, de même qu'un plan de développement des capacités de la COMIFAC et ses organismes satellitaires. Un système de collecte de données ventilées par sexe constituerait une grande avancée.</p>

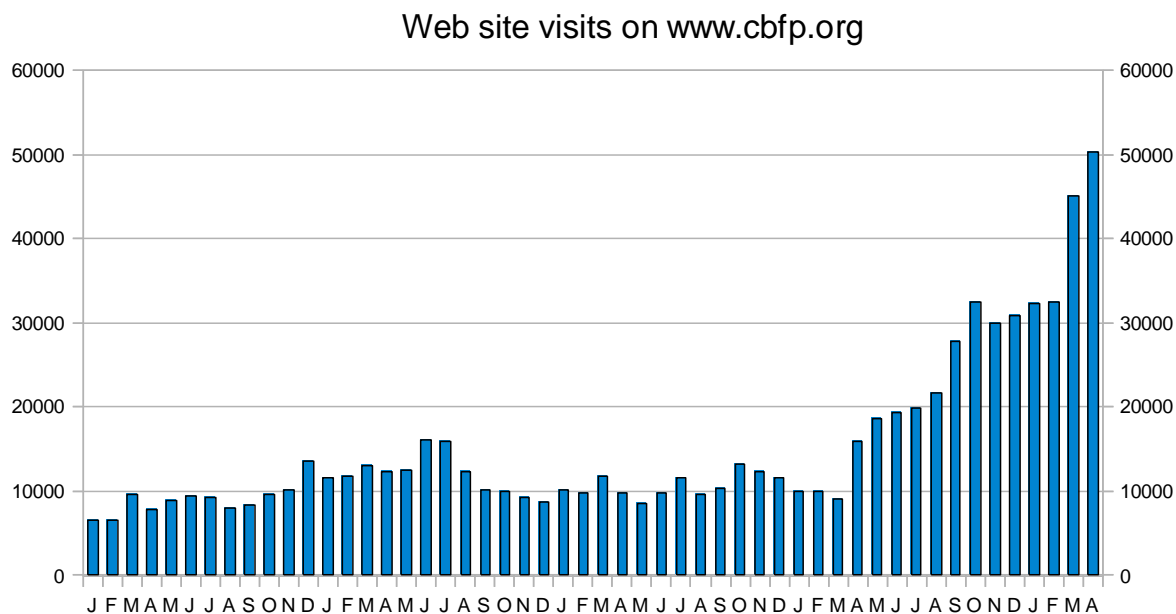


4. COMIFAC : PERSPECTIVES POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN ÉFH			
Question	Oui	Non	Commentaires
<p>4a) Dans quels domaines pensez-vous que la contribution du PFBC en matière d'ÉFH devrait davantage s'orienter?</p> <p><i>Noter si les réponses comprennent les domaines suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique/stratégie ÉFH, incluant capacités de fonctionnement interne du SE/COMIFAC</li> <li>- Plan de formation et de développement des capacités incluant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) recrutement et/ou formation du personnel en ÉFH</li> <li>b) mobilisation de ressources humaines et financières (poste permanent et/ou contrat de consultation)</li> <li>c) développement d'outils d'analyse ÉFH et de gestion axée sur les résultats</li> <li>d) système de collecte de l'information et de données ventilées par sexe</li> <li>e) plan de consultations régionales avec les réseaux de femmes</li> <li>f) calendrier détaillé et réaliste de l'exécution de la stratégie d'action ÉFH, incluant un mécanisme de suivi et d'évaluation</li> <li>g) plan de dialogue et de sensibilisation des acteurs gouvernementaux, de la société civile, des parlementaires et du secteur privé</li> </ul> </li> </ul>	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p>		

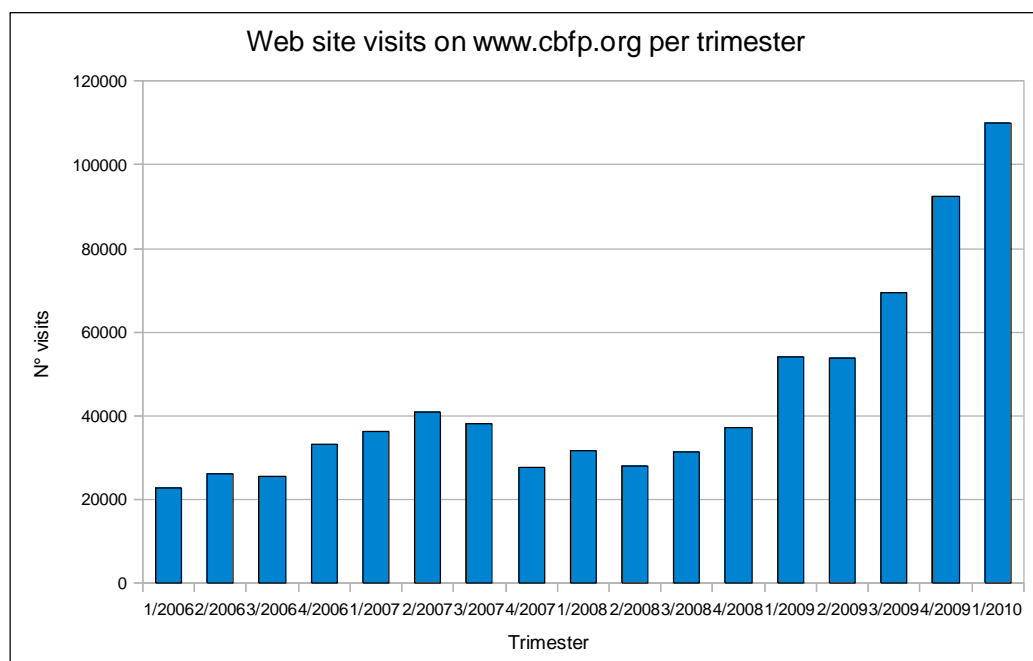
## Annexe 4 : Rapport statistique sur l'utilisation du site web du PFBC

[www.cbfp.org](http://www.cbfp.org)

### a/ statistiques de fréquentation du site web

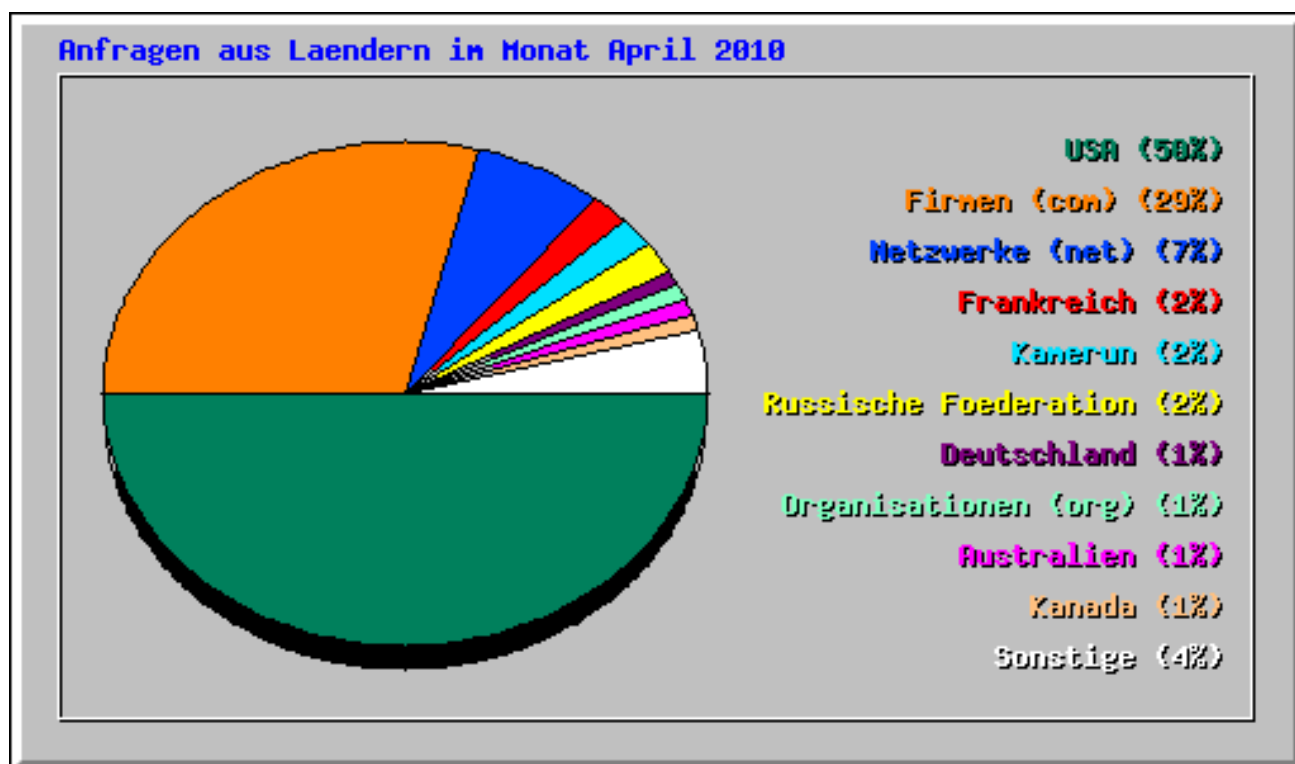


La quantification et l'accroissement du nombre de visites mensuelles (avril 2008-avril 2009) ou alors l'évolution du trafic « mesure d'audience » : Accroissement du trafic: **+ 500 %**: De 9748 (Avril 2008) à 50185 visites mensuelles (Avril 2010). Pour les visites journalières moyennes accroissement de **+516%** : De 324 (Avril 2008) à 1672 (Avril 2010) visites journalières.

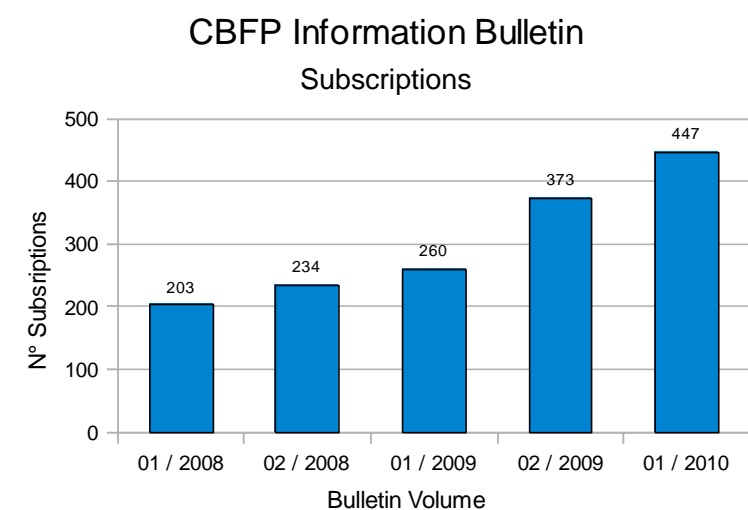


Le site en **français** et celui en **anglais** enregistre sensiblement, de manière équitable et constante le même nombre de visite journalière et mensuelle.

Les sources de notre trafic ou sa localisation géographique avec un focus sur la part des utilisateurs vivant en Afrique. Pourcentage d'augmentation des visites en Afrique : + **132%**, de **5,87** (2008) à **7,79** (2009) Hits



## 2/Souscription au bulletin du PFBC



Évolution des souscriptions (chiffrée) et pourcentage d'augmentation : Accroissement + **191%**: De 234 (juin 2008) à 447 (février 2010) souscriptions.

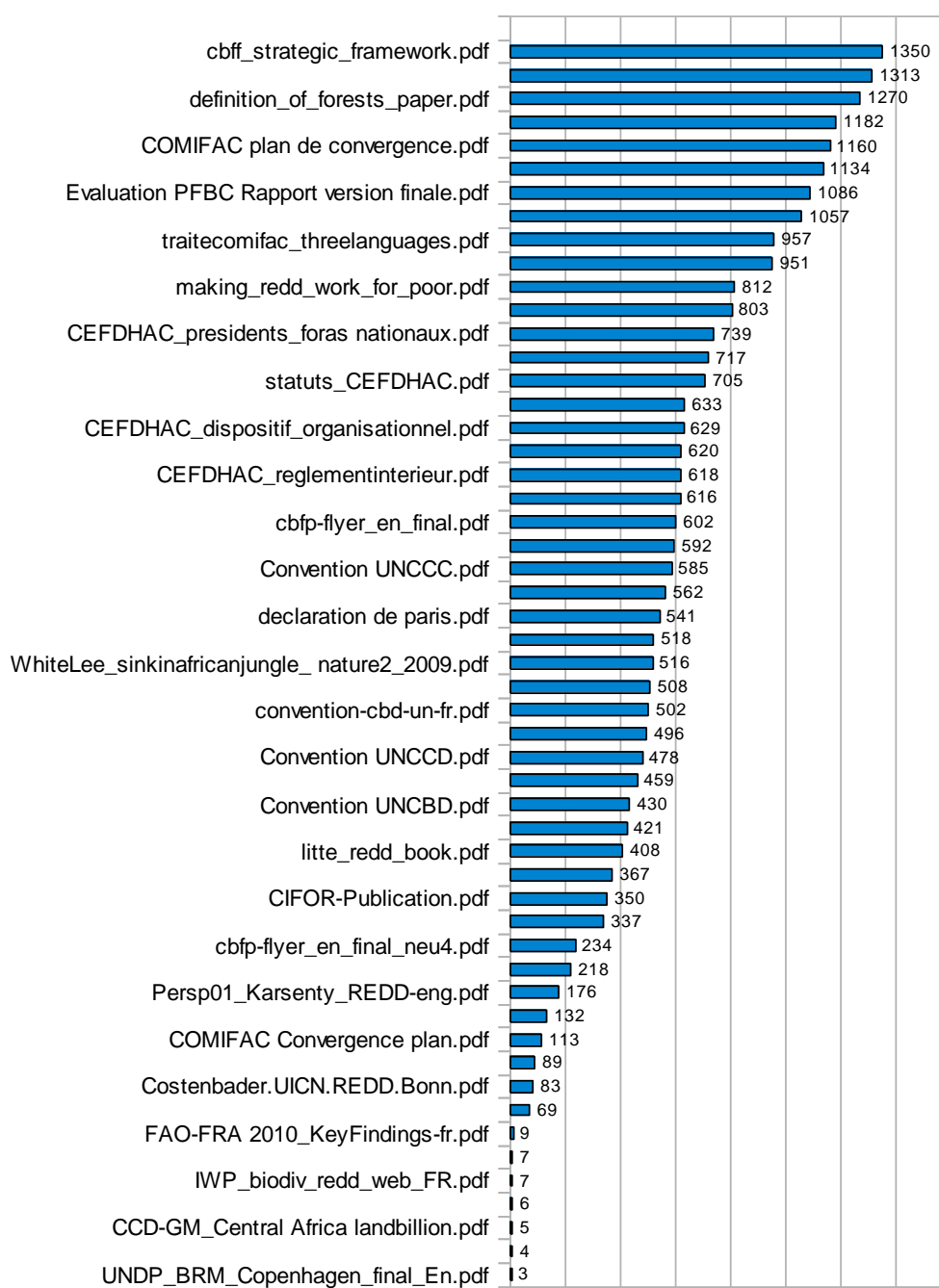
### 3/Téléchargements de documents

Les Téléchargements sur le site et sa classification par ordre d'importance. Nombre de téléchargement: **28.180** téléchargements de **septembre 2008 à avril 2010**, environ **50** par jour. Classification par ordre d'importance: Documents COMIFAC (7.693) ; Documents PFBC (6.496); Convention et accords internationaux (3.317); Documents CEFDHAC (3.188), Documents REDD (2.457) et autres (5.029).

## Document downloads on www.cbfp.org

From September 2008 to April 2010

Total n° of documents: 28180



## Annexe 5 : Liste des personnes interviewées

1. SE. M. Josée Eundo, Ministre en charge des forêts de la RDC (Kinshasa), en présence de M. Philippe Duchochois, conseiller français auprès du cabinet.
2. SE. M. Henri Djombo, Ministre en charge des forêts du Congo (Brazzaville), en présence de ses directeurs et conseillers.
3. Hon. Essola Etoa Louis, Président du comité de pilotage de la CEFDHAC (Yaoundé).
4. M. Faustin Harumukiza, représentant du coordonnateur national COMIFAC du Burundi.
5. M. Moulngang Tal, Coordonnateur national de la COMIFAC du Tchad.
6. SE. M. Emmanuel Bizot, Ministre en charge des forêts de la RCA et Président de la COMIFAC.
7. SE. M. François Naqueyama, Ministre en charge de l'environnement de la RCA (Bangui).
8. SE. Hassan Terap, Ministre en charge des forêts du Tchad.
9. M. Jean-Pierre Agnangoye, Secrétaire exécutif du RAPAC (Libreville).
10. M. Yves Yalibanda, coordonnateur national COMIFAC de la RCA (Bangui).
11. M. Raymond Doumba Ngoye, coordonnateur national COMIFAC du Gabon (Libreville).
12. M. Ruben Nambai, directeur de cabinet du Ministère en charge des forêts de RCA (Bangui).
13. M. Guy Mercier, conseiller coopération de l'ACDI (Yaoundé), en présence de M. Jean-Albert Onana, conseiller auprès du Haut Commissariat du Canada et de M. Jean-Claude Soh, conseiller auprès de l'ACDI.
14. M. Arthur Tomasian, conseiller de la coopération française auprès de la COMIFAC (Yaoundé).
15. M. Dietmar Schorlemer, conseiller GTZ auprès de la COMIFAC (Yaoundé).
16. M. Pascal Cuny, expert forestier de l'ONFi conseiller auprès de la COMIFAC (Yaoundé).
17. SE. M. Raymond Mbitikon, Secrétaire Exécutif de la COMIFAC (Yaoundé).
18. M. Serge Menang, conseiller forestier à la Banque Mondiale (Yaoundé).
19. M. Bihini Won Wa Musiti, coordonnateur du PACEBCO (Yaoundé).
20. M. Didier Bastin, expert forestier de la société ALPICAM au Cameroun (Douala).
21. M. Luciano Pradal, directeur ALPICAM (Douala).
22. M. Timothée Fomété, directeur exécutif de la Fondation TNS (Yaoundé).
23. Mme Kirsten Hund, conseillère régionale en industries extractives WWF CARPO (Libreville).
24. M. André Kamdem Toham, Directeur régional de la conservation du WWF CARPO (Yaoundé).
25. M. Elie Hakizumwami, expert forestier du WWF CARPO (devenu récemment expert FSC)
26. M. Hans Schipulle, facilitateur du PFBC pour l'Allemagne (Bonn).
27. M. Samuel Makon, facilitateur délégué du PFBC pour l'Allemagne (Yaoundé).
28. M. Guillaume Lescuyer, économiste forestier du CIFOR/CIRAD (Yaoundé).
29. M. Denis Koulagna, Secrétaire Général du Ministère en charge des forêts (Yaoundé).
30. M. Georges Mouncharou, sous-directeur coopération au MINFOF (Yaoundé).
31. Dr Zac Tcheutjieu, directeur régional de l'ICRAF (Yaoundé).
32. Mme Jeanne Marie Mindja, directrice du GRAMUE, représentante du REFADD (Yaoundé).
33. Dr Chimère Diaw, directeur régional du réseau des forêts modèles (Yaoundé), en présence de Mme Julie Gagoe, conseillère du réseau forêts modèles.
34. M. Cléto Ndikumaguengue, coordonnateur programme forêt UICN AC et AO (Yaoundé).
35. M. Martin Ze Nloh, conseiller en charge des forêts au PNUD (Yaoundé).
36. SE. M. Elwis Ngolle Ngolle, Ministre en charge des forêts du Cameroun (Yaoundé) en présence de M. Ebia, directeur des forêts, et de M. Tabi, directeur de la faune.